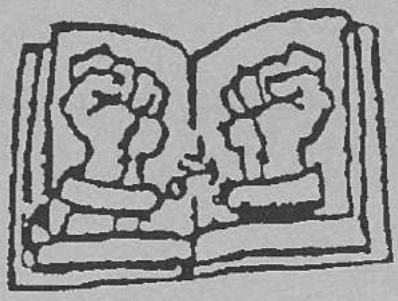
Cahiers du mouvement ouvrier

Rosa Luxemburg : Humanitaires et massacreurs
Ivan Vratchev : Le XIIe Congrès (avril 1923) du Parti bolchevique (inédit)
Maurice Martin : L'Europe dans les manuels scolaires



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 26 - MARS 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

SOMMAIRE

• Présentation ..... p. 5

• Marcel Picquier : Joseph Chalier, le jacobin de Lyon ..... p. 9

• James Guillaume : Karl Marx et Cafiero ..... p. 21

• Rosa Luxemburg : Martinique,
ou humanitaires et massacreurs ..... p. 27

• Pierre Roy : L'année 1904 ..... p. 33

• La grève des postiers russes en 1905
(d'après N. A. Ivanov et V. V. Chelokhaiev) ..... p. 43

• Le premier soviet de Pétersbourg (1905) :
une lettre de lecteur et une réponse ..... p. 53

• Jean-Jacques Marie :
Le Parti bolchevique en 1917
avant l'arrivée de Lénine (I) ..... p. 57

— Lénine : Discours du 4 avril 1917 et *Thèses d'avril*
— Débat sur les *Thèses d'avril* de Lénine
au comité de Pétersbourg (12 avril 1917). Procès-verbal inédit
— Zalejski et Kollontaï : Lénine en avril 1917

• Ivan Vratchev : Le XIIe Congrès
du Parti bolchevique (avril 1923) ..... p. 79

• Maurice Martin : L'Europe dans les programmes
et les manuels scolaires ..... p. 89

• Dans les républiques de l'ex-URSS... ..... p. 99

• Les deux *Cahiers du CERMTRI* sur 1905 ..... p. 105

• Pages oubliées : Gaëtan Pirou (1925) ..... p. 111

• Notes de lecture ..... p. 117
— La CNT espagnole et l'ordre républicain
— Les paysans soviétiques
— Le fascisme
— Le corporatisme

• Index thématique des *Cahiers du CERMTRI* ..... p. 131

Présentation

CE numéro s'ouvre sur un court extrait de l'ouvrage que Marcel Picquier a consacré au jacobin lyonnais Joseph Chalier, chef des sans-culottes de la capitale des Gaules. Ce dernier a voulu traduire à Lyon le contenu de l'adresse portée le 18 avril 1793 à la Convention à Paris, où l'on pouvait lire : *"Le droit de propriété ne peut être celui d'affamer ses concitoyens."* Cela lui vaudra d'être victime de la contre-révolution girondine et guillotiné.

James Guillaume était l'un des dirigeants les plus déterminés du courant anarchiste dirigé par Michel Bakounine dans l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale). L'article que nous republions de lui est consacré à un échange entre l'anarchiste Cafiero, qui a rédigé un abrégé du *Capital*, et Karl Marx. James Guillaume éclaire la discussion entre les deux hommes en y développant une vive critique du matérialisme dialectique.

L'article de Rosa Luxemburg, inédit en français et publié par elle en 1902 sous le simple titre *"Martinique"*, fait explicitement référence à la violente éruption du volcan de la montagne Pelée, qui surplombe la ville de Saint-Pierre, en Martinique, et fit périr sa vingtaine de milliers d'habitants. Rosa Luxemburg étudie la portée des discours humanitaires alors multipliés par les divers gouvernements colonialistes.

Pierre Roy examine les conditions dans lesquelles Jaurès lance *L'Humanité* et les problèmes politiques et sociaux de l'année 1904 en France, au cœur desquels se prépare l'unification socialiste qui donnera naissance en 1905 à la SFIO.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publieront des documents et articles sur la révolution de 1905 tout au long de l'année. Ce numéro comporte une lettre de lecteur et une réponse au problème posé — le premier soviet de Pétersbourg a-t-il été réellement constitué en janvier 1905 dans la chambre de l'anarchiste Voline ? —,

puis un article adapté d'une étude de deux historiens soviétiques sur la grève des postiers (corporation très spécifique en Russie) et la constitution de syndicats dans le cours de ce mouvement, qui embrasse toute une corporation jusque-là totalement étrangère à l'idée même de grève.

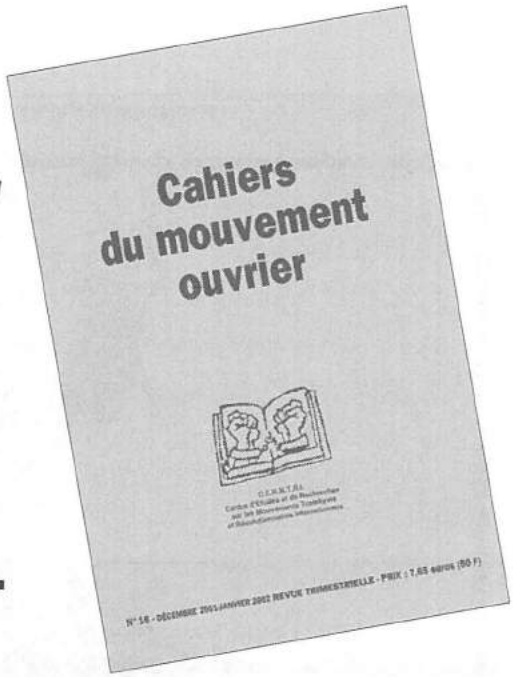
Suit une série de documents, certains plus ou moins connus, d'autres inédits, sur les difficultés auxquelles Lénine a été confronté dans son propre parti lors de son retour en Russie, en avril 1917. Ces documents ne sont que la première partie d'un dossier, qui comprendra ensuite, entre autres, l'article de Kamenev contre Lénine intitulé *"Nos désaccords"*, le récit complet donné par Nicolas Soukhanov de cet épisode (en France, n'a été publiée qu'une version *abrégée* établie par Joël Carmichael) et d'autres témoignages.

Le XIIe Congrès du Parti bolchevique (avril 1923) occupe une place très importante dans l'histoire de ce parti. Il est le premier tenu en l'absence de Lénine, paralysé et muet, et qui mourra huit mois plus tard. Il est le premier où les délégations au congrès sont élues par listes établies par les secrétaires régionaux sur indications du secrétariat du comité central, dirigé par Staline depuis le 4 avril 1922. Il est enfin le congrès pour lequel Lénine avait décidé de *"préparer une bombe contre Staline"* et au cours duquel, soucieux de voir mettre en place une véritable direction collective, Trotsky passera un compromis avec Staline. Ivan Vratchev, militant de l'Opposition de gauche, qui se ralliera à Staline en 1929 en même temps que Radek, a participé à ce congrès en tant que délégué. Son article, qu'il nous avait donné lors d'une visite à Moscou... en 1989, est donc autant un témoignage qu'une étude.

Après quelques documents éclairants sur certains aspects de la situation sociale et politique dans certains pays de l'ex-URSS, ce numéro se conclut enfin par une étude de Maurice Martin sur la façon dont l'Europe de Maastricht et de Bruxelles est présentée dans les manuels scolaires aujourd'hui, ainsi que la Constitution européenne, pas encore votée. Le lecteur découvrira peut-être avec surprise que la propagande s'y déverse à flots avec la même brutalité cynique que dans les manuels des pays totalitaires...

On comparera — bien que le sujet ne soit pas le même — avec les pages, reproduites juste avant, qui ouvraient un livre de Gaëtan Pirou, professeur à la faculté de droit de Bordeaux, destiné aux étudiants et publié en 1925...

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 25) :
— 85 euros + 15 euros de frais de port (France) ;
— 85 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15

❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19

❒ à partir du n° 20 ❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23

❒ à partir du n° 24 ❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26

Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 25 ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

NICOLAS, EMPEREUR DU KNOUT 217

LA SITUATION DU CZARISME

— Il est permis d'affirmer que l'édifice *se désagrègera* à brève échéance.

Caricature de Rata Langa (*Asino*, de Rome, 29 octobre 1905).

* L'idée de représenter le Tsar ou le colosse russe, en pierres de taille qui se désagrègent, a été souvent traduite par l'image. Signalons, notamment, la figure du Tsar qui figure sur le numéro de *l'Assiette au Beurre* du 10 février 1906 : *Vive la Russie!*

Joseph Chalier, le jacobin lyonnais

(Marcel Picquier)

Dans son *Histoire de la Révolution française*, Michelet écrit : *"Marat est poignardé le 13* (juillet 1793)*, Chalier guillotiné le 16. Un monde passe entre ces deux coups. Marat, le dernier de l'ancienne Révolution. Chalier, le premier de la nouvelle. Marat, pour Caen, Bordeaux, Marseille, est le nom de la guerre civile. Dans Lyon, Chalier est celui de la guerre sociale."*

Brossant un portrait de son existence, Michelet affirme : *"Cet homme véhément de nature, emporté de tempérament, ce fougueux Italien arriva possédé de justice et de pitié pour juger une ville où l'injustice était le fond de la vie même."*

Cet homme, écrit-il, *"est une ville, un monde souffrant, c'est la plainte furieuse de Lyon. La profonde boue des rues noires, jusque-là muette, a pris voix en lui. En lui commencent à parler les vieilles ténèbres, les humides et sales maisons, jusque-là honteuses du jour ; en lui la faim et les veilles, en lui l'enfant abandonné, en lui la femme souillée ; tant de générations souillées, humiliées, sacrifiées, se réveillent maintenant, se mettent sur leur séant, chantent de leur tombeau un chant de menaces et de mort... Ces voix, ces chants, ces menaces, tout cela s'appelle Chalier"* (1).

C'est ce que la bourgeoisie lyonnaise ne lui pardonna pas. Elle décida sa mort. Michelet souligne : *"Il fut la première victime légale de Lyon, il étrenna la guillotine, il eut ce privilège horrible d'être guillotiné trois fois."*

Et Michelet précise : *"Ses ennemis, pour le faire périr, furent réduits à l'invention la plus odieuse. On fabriqua une lettre d'un prétendu émigré qui remerciait Chalier de préparer les moyens de mettre la France à feu et à sang. Infâme et grossier mensonge"* (2).

La falsification est une arme traditionnelle des oppresseurs. Marcel Picquier, dont les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié les articles sur Etienne Dolet (n° 18), Claude Le Petit, le poète envoyé au bûcher (n° 19), et Dolcino, révolutionnaire brûlé par l'Eglise en 1307 (n° 22), vient de publier un petit livre de 114 page sur ce révolutionnaire injustement oublié (3).

Nous en extrayons les quelques pages qui suivent.

---

(1) Michelet : *Histoire de la Révolution française*, Bouquins, R. Laffont, tome II, pp. 529 et 532-533.

(2) *Ibidem*, p. 531.

(3) A commander chez Marcel Picquier, 7 avenue Berthelot, 69007 Lyon, pour 10 euros (port compris).

"Le droit de propriété ne peut être le droit d'affamer ses concitoyens"

DANS une ville comme Lyon, les conditions de vie étaient devenues insupportables pour les ouvriers, les pauvres, premières victimes du chômage, de la dépréciation des assignats, de la cherté de la vie et de la rareté des approvisionnements, devenue le problème le plus grave en 1792.

Une lutte politique doublée d'une lutte sociale

La lutte politique se double de la lutte sociale.

Dodieu, un ami de Chalier, président de l'assemblée primaire de préparation à l'élection des députés à la Convention de la section de la Juiverie, où vivent beaucoup d'ouvriers en soierie, exprime les revendications populaires dans un manifeste du 26 août 1792 : il demande la réquisition immédiate des stocks de blé et de farine, la fixation autoritaire des prix et le remplacement des juges élus par des commissaires choisis dans les sections (1).

Une émeute éclate le 9 septembre, fruit de l'exaspération populaire, des bruits du complot contre-révolutionnaire pour affamer le peuple (2) : les manifestants se portent à la forteresse de Pierre-Scize, où sont tués huit officiers du régiment Royal-Pologne détenus, car il sont soupçonnés d'avoir voulu entraîner leurs soldats dans la désertion. Trois prêtres de la prison de la Roanne subiront le même sort.

Pour ce qui regarde l'incarcération des officiers, le même Herriot écrit quelle a été la conséquence d'une révolte des soldats et sous-officiers qui *"prennent parti contre leurs chefs. Nous trouvons là (...), lorsque les suspects sont examinés par le régiment tout entier, un premier exemple de ces soviets militaires que multipliera la révolution russe de 1917."*

Enfin, Herriot ajoute : *"Le massacre des prêtres qui se produit le 9 septembre prouve à quel point l'hostilité contre le clergé est déjà déchaînée"* (3).

---

(1) Sous la pression des sans-culottes parisiens, les deux premières mesures demandées par Dodieu seront adoptées par la Convention durant l'été 1793.

(2) C'est l'opinion générale. Ainsi, la municipalité, très modérée, écrit le 27 août 1792 au ministre de l'Intérieur : *"Jamais, suivant tous les rapports qui nous ont été faits, la récolte n'a été plus abondante que cette année. Il y a donc, dans la disette que nous éprouvons, une machination des royalistes, telle qu'elle existait en 1789..."* La disparition des grains ne peut provenir que des bruits d'accaparement que font circuler les aristocrates, qui ont ainsi réussi à convaincre *"les laboureurs des pays riverains de ne plus laisser descendre leurs bleds"* vers Lyon (dans André Voirin, *Cahiers du Rhône 89*, p. 59).

(3) Edouard Herriot, *Lyon n'est plus*, tome I, pp. 55, 58, 59.

Le maire, Vitet (4), tentera vainement de faire porter la responsabilité de ces exécutions sommaires à Chalier. L'accusation n'avait pas le moindre fondement — Chalier était en mission à Saint-Etienne —, mais elle trahissait la volonté de se débarrasser d'un homme dont la stature grandissait à mesure qu'il prenait en charge les revendications populaires.

Chalier s'efforçait pourtant encore d'entretenir les meilleures relations avec le girondin Roland. Mais il est dénoncé par le substitut du procureur de la commune, Pressavin, qui *"prévient Roland que des agitateurs se sont répandus à Lyon : Chalier, que vous connaissez, est à leur tête, quoique nous n'osions pas le soupçonner d'intentions criminelles. Il n'en est pas moins vrai qu'il leur prêche des principes très incendiaires"*, dont il donne la preuve en envoyant à Roland le manifeste de Dodieu du 26 août.

Les femmes sont maîtresses de la ville

Du 16 au 18 septembre, les femmes sont maîtresses de la ville.

Elles exigent des prix fixes, elles se font délivrer *"les comestibles à des prix qu'elles avaient fixés d'avance et bien au-dessous de ce qu'elles coûtent"*, écrit encore la municipalité, qui sera néanmoins contrainte de fixer le tarif des denrées les plus nécessaires (pain, viande, œufs, beurre). Elles avaient désarmé les grenadiers de la Garde nationale et fait imprimer et afficher leurs revendications.

L'activité du Club central de Chalier est certaine dans toutes ces manifestations, qui prennent leur source dans les sections populaires et les clubs, qui exigent un impôt sur les riches, le recensement et la confiscation des grains, des ajustements salariaux, etc. Les femmes, à la condition de porter la cocarde tricolore, étaient admises au Club central.

La pétition de la section du Change, portant 4 000 signatures d'ouvriers de la soierie (dont celle de Denis Monnet), est portée à la municipalité le 20 janvier 1793 ; elle réclame une augmentation des prix de façon proportionnelle à la cherté des subsistances ; elle n'a pas le ton de la doléance soumise et exige implicitement des mesures politiques capables de porter remède à l'injustice sociale : *"Ils ont été persuadés qu'une liberté indéfinie était nuisible, que la liberté devait avoir des bornes, que la liberté, enfin, ne devait pas permettre à une partie de la société d'égorger l'autre..."*

Vitet avait conscience du danger en écrivant à Roland, le 12 novembre 1792 : *"Les ouvriers restent sans ouvrage, prêts à entrer en insurrection et capables de tout lorsqu'ils ont faim... De quelque manière que ce soit, il faut que, cet hiver, l'ouvrier travaille et gagne son pain."*

Sinon, en vain, *"tiendrait-on une force armée imposante ; les esprits mus par les Marat, les Robespierre, les Danton ne pourraient connaître les avantages de la paix et se porteraient toujours à des actes de barbarie"*.

Vitet et bien d'autres "girondins" désespèrent de l'avenir, car, comme il l'ajoute lui-même, les riches bourgeois ne feront rien pour soulager la misère du peuple et désamorcer l'explosion révolutionnaire : *"N'attendez rien des négociants ; ils aiment mieux mourir que de perdre leur cher argent... Ils aiment mieux voir périr leurs femmes et leurs enfants que d'en perdre la plus petite portion..."*

Vitet compte donc sur un prêt de Paris de 3 millions pour acheter du blé, il ne songe pas à imposer la richesse lyonnaise ! Mais il a terriblement peur : *"La nouvelle du triomphe de Robespierre a rendu le Club central et ses agitateurs plus audacieux et plus entreprenants"* (5).

Edouard Herriot (6) résume la gravité de la situation lyonnaise grâce à un mémoire d'un bourgeois de la ville envoyé aux députés vers la fin de 1792 :

(4) Vitet est un notable, représentant de la bourgeoisie lyonnaise. Il votera contre la mort du roi. Il sera chassé de la Convention le 15 juillet 1793, comme girondin. Il sera rétabli dans son mandat après Thermidor.
(5) Herriot, tome I, pp. 109-110, chapitre V, *"Du travail et du pain"*.
(6) *"Lyon n'est plus"*, tome I, pp. 119-120.

« Ce citoyen ne s'inquiète pas des ennemis du dehors, mais il redoute les conséquences de la souffrance populaire, l'excès des impositions, la cherté du blé, du pain, du vin, de la viande, du fourrage, du chauffage ; il dénonce les accapareurs : "Gare les riches, *écrit-il,* et ceux-là qui auraient pu empêcher le malheur en empêchant la cherté et ne l'ont pas fait ; ils risquent d'être massacrés, leurs biens pillés, volés et abîmés."

La colère qui sévissait contre le noble s'exerce maintenant contre le marchand. Notre bourgeois lyonnais réclame lui aussi la taxation et des mesures de contrainte, car "la liberté qui nuit ne vaut rien". »

Faut-il arrêter la Révolution ?

On le voit, c'est la liberté du commerce, et, indirectement, le droit de propriété, qui sont en question dans les revendications populaires.

C'est le point de rupture.

La bourgeoisie a voulu la Révolution pour s'emparer du pouvoir politique et liquider les archaïsmes de l'Ancien Régime. Mais le respect et la défense de la propriété privée sont pour elle des principes intangibles.

La Déclaration des droits de l'homme les garantit. La Constitution de 1791 (7) exclut les citoyens *"passifs"*, les ouvriers, tous les non-propriétaires, du droit de vote. Le système "censitaire" est élitaire, tout le contraire de l'égalité. Les électeurs désignés par seulement 4 millions de *"citoyens actifs"* ne sont que 50 000 dans tout le pays.

La loi Le Chapelier a interdit aux ouvriers de se coaliser. Les partisans de la loi agraire, du partage des terres, seront menacés de la peine de mort, tandis que la vente des biens nationaux est soigneusement organisée pour ne profiter qu'aux riches.

La bourgeoisie a cependant été entraînée par le flot de la Révolution. Elle voulait une monarchie constitutionnelle et légiférer en toute liberté, et voilà que le roi est emprisonné et que la Commune insurrectionnelle de Paris impose par la force la volonté populaire.

Les patriotes lyonnais de Chalier, partisans de faire payer les riches pour soulager la misère, bénéficient du soutien populaire : mais comment y parvenir sans recours à la violence révolutionnaire, à l'image de Paris ?

Les "rolandins" lyonnais et autres girondins, quant à eux, sont affolés du cours des événements.

"Roland, qui a reçu une copie de la circulaire de Dodieu (du 26 août), *s'en montre indigné. Il invite le département et la municipalité à se concerter en vue d'une répression énergique... Tout est perdu, les liens de la société dissous, le meurtre et le pillage autorisés, si un tel attentat reste impuni »* (8). Dodieu doit se mettre à l'abri.

L'ennemi public n° 1

Chalier devient l'ennemi public numéro 1.

Chalier dispose alors d'une large audience : lors des élections municipales du 5 novembre 1792, il est nommé par l'assemblée électorale haut juré à la Haute Cour nationale. Sa candidature au poste de maire a certes été écartée au profit de celle de Nivière-Chol, un "rolandin", mais la majorité des élus municipaux est de son bord.

Le 13 janvier 1793, il est à l'origine de la pétition revêtue de 40 215 signatures qui réclame la mort du roi ; il fait adopter, après une bataille de trois jours contre le maire, une adresse du conseil général de la Commune à la Convention pour exiger *"le jugement de Louis le Traître"*.

Le 20 janvier, *"les ouvriers en soie réclament publiquement la hausse des prix de façon proportionnelle à la cherté des subsistances"*. La Commune et son

(7) L'élection de la Convention, en 1792, se fera au suffrage universel : les Français âgés de 21 ans, domiciliés depuis un an, vivant de leur revenu ou du produit de leur travail, sont admis aux assemblées primaires qui élisent les électeurs, qui, eux, doivent avoir 25 ans. La distinction entre citoyens "actifs" et "passifs" disparaît, mais les élections sont toujours à deux niveaux.
(8) M. Wahl, p. 580.

maire Nivière-Chol — qui se flattera plus tard d'avoir *"fait pencher la balance du côté de l'indigence"* — réunissent les gros marchands fabricants et les ouvriers, qui obtiennent des augmentations.

Le 24 janvier, la guillotine est exposée en permanence place de la Liberté *"pour contenir les ennemis de la patrie, effrayer les aristocrates et faire trembler ceux du commerce"*, commente le tribun...

Le 6 février, avec le Club central, Chalier réclame, avant la Convention, qui ne le votera que le 10 mars, la création d'un tribunal révolutionnaire de sans-culottes à Lyon.

On n'a pas de procès-verbal de cette réunion, mais des accusations terrifiantes sont portées contre Chalier : les sans-culottes auraient prévu de s'emparer des canons, de distribuer des cartouches, de dresser la guillotine sur le pont Morand pour des exécutions de masse, à commencer *"par les membres corrompus du conseil municipal qui ne sont pas à notre hauteur"*.

Les adversaires des sans-culottes passent à l'offensive

Le 7 février, le directoire départemental fait appel aux troupes de ligne.

Les conditions sont réunies pour l'affrontement.

Le 18 février, la Convention accorde 300 000 livres à Lyon pour fournir du travail aux ouvriers des manufactures et le droit de lever une contribution extraordinaire de 1 500 000 livres *"tarifiée progressivement aux fortunes"*.

Les partisans de Chalier, comme Dodieu, avaient déjà réclamé un impôt révolutionnaire. Ces mesures sont fort impopulaires chez les riches et elles ne seront pas appliquées, en raison de l'opposition du Directoire départemental.

C'est alors que les adversaires des sans-culottes décident de passer à l'offensive : en tenant les assemblées primaires des sections en permanence, ils en prennent la tête et peuvent faire échec aux clubs et sociétés populaires des sans-culottes et à la mairie. Cette tactique, dont il faudra expliquer le fonctionnement au chapitre suivant, décidera, à Lyon, de leur victoire.

En effet, le complot dont Chalier était accusé n'était probablement qu'*"une conjuration de mélodrame"*, selon le mot d'Herriot. Mais il n'en était pas de même de l'attaque organisée du **Club central** dans la nuit du 18 février.

Herriot, d'après le témoignage, que rien ne contredit, d'un témoin oculaire qui a tout vu de sa fenêtre, Jullien, la résume : *« Il a vu une troupe d'environ mille à douze cents "brigands" (...) se rendre devant le club et réclamer la tête de Chalier. Les patriotes, assemblés sans armes aux termes de la loi, firent sortir les assistants pendant que les "brigands" enfonçaient les portes à coups de haches et de gros bâtons, et pénétraient dans la salle, réclamant Chalier, brisant les meubles, dispersant les papiers. Les uns prennent le buste de Rousseau, d'autres l'image de la Liberté (...). Selon Jullien, ces agresseurs annoncent par leur langage qu'ils sont des hommes instruits ; lui-même tente vainement de sortir pour aller chercher la garde ; il comprend qu'il s'agit d'une vaste conspiration contre les sans-culottes et leur "sanctuaire". »*

Chalier, qui n'a échappé à la mort cette nuit-là que parce qu'il se trouvait *"en députation à la Commune"*, confirmera que *"les meubles et archives du Club central ont été brûlés aux Brotteaux après une farandole composée de tous les gens comme il faut, dames en pelisse et à grand manteau, muscadins, contre-révolutionnaires, émigrés, etc."*.

C'est la crise qui sera dénouée par un coup de force.

C'est en vain que la municipalité tente de se protéger : elle demande en vain la dissolution de la permanence des sections, et quand elle requiert les canons de l'Arsenal (9), les défenseurs de la place refusent de les livrer.

(9) L'Arsenal se trouvait dans la quadrilatère du quartier Bellecour, formé aujourd'hui par le quai Tilsitt, la rue du Plat, la rue Fochier et la rue Bizolon-place Antoine-Vollon. Il servira de quartier général à la contre-révolution lyonnaise.

La rébellion de Lyon (29 mai-9 octobre 1793)

En mai 1793, la Révolution est en péril. Le général Dumouriez est passé à l'ennemi, toutes les frontières sont forcées par les armées coalisées, la rébellion fédéraliste (10) couve dans plusieurs grandes villes de province, la noblesse et le clergé catholiques ont pris la tête du soulèvement vendéen, la situation matérielle des citoyens pauvres s'aggrave chaque jour et leur mécontentement s'élève contre la cherté de la vie. C'est l'opposition du droit à la vie contre le droit de propriété : le 18 avril, une assemblée des officiers municipaux de Paris et des communes voisines porta à la Convention l'adresse suivante :

"Qu'on n'objecte pas le droit de propriété ! Le droit de propriété ne peut être le droit d'affamer ses concitoyens. Les fruits de la terre, comme l'air, appartiennent à tous les hommes. Nous venons demander la fixation du maximum du blé dans toute la République."

Le girondin Petion vient lire une adresse aux Parisiens :

"Vos propriétés sont menacées et vous fermez les yeux sur ce danger ! On excite la guerre entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, et vous ne faites rien pour le prévenir. Quelques intrigants, une poignée de factieux vous font la loi, vous entraînent dans des mesures violentes et inconsidérées, et vous n'avez pas le courage de réagir. Parisiens, sortez enfin de votre léthargie et faites rentrer ces insectes vénéneux dans leurs repaires."

Présidant une séance de la Convention, le girondin Isnard, le 12 mai, parle, comme le duc de Brunswick à la veille de Valmy, d'anéantir le Paris des insurrections.

Les montagnards contre-attaquent. Lors des journées du 31 mai et du 2 juin, la Convention est assiégée par les sans-culottes en armes, mobilisés par la Commune de Paris : la Convention vote l'expulsion de l'assemblée des députés girondins et l'arrestation de 29 d'entre eux et de deux ministres. Le danger que court la République impose les mesures d'exception que prendra le Comité de salut public, dans lequel Robespierre va être élu.

A Lyon, c'est le contraire qui se passe. Quelques jours avant que les montagnards chassent les girondins du pouvoir à Paris, la municipalité jacobine de Lyon, plus ou moins contrôlée par les amis de Joseph Chalier, est renversée le 29 mai.

Vers la chute de Chalier

La municipalité jacobine de Chalier-Bertrand n'a jamais été en mesure de s'assurer une majorité politique solide.

D'une part, elle hérite d'une situation économique de crise tragique, qu'elle n'aura ni le temps ni les moyens de régler.

Le maire, Bertrand, envoie le 12 mai 1793 — donc deux semaines avant l'éclatement de la guerre civile — un appel de détresse à la Convention :

"Nous nous trouvons tous présentement réduits à une situation désespérante (...) dont vous pouvez seuls nous préserver... Nous ne pouvons assez vous répéter que nous sommes sans subsistances et qu'il n'en existe dans notre ville que pour subsister pendant huit jours, si la providence ne vient pas à notre secours."

La municipalité mettra même en service une boulangerie publique pour tenter de remédier à la crise du pain — le plus mauvais pain, le "pain de chien", se vend alors 5 sous la livre, alors qu'à Paris, la Commune assure la vente du pain à 3 sous.

Mais le gouvernement parisien est encore celui des girondins. Il désarmera les jacobins de Lyon.

Les commissaires de la Convention envoyés à Lyon pour arbitrer entre les factions soutiennent très mollement le parti de Chalier et ne sont pas décidés à accepter des mesures sociales, comme celle du *"maximum"*, qui pourraient être de nature à ressouder les rangs des sans-

(10) La rébellion des départements acquis aux girondins et bientôt soulevés contre la Convention est qualifiée de vouloir "fédéraliser" — démembrer — la nation.

culottes, mais lèseraient le droit de propriété.

Les commissaires de la Convention se flattent de l'ordre, dont ils ne voient pas qu'il n'est qu'apparent, bien qu'ils discernent, comme ils l'écrivent à la Convention le 23 mars, à la lecture de la presse de Carrier, *« les germes d'une Constitution aristocratique et d'un gouvernement bourgeois* (11)*... Ils dénoncent les bataillons où se groupent des fils de famille sous le nom de "fédérés", l'un de Marseille, l'autre d'Aix, un troisième de l'Hérault... »*

Gaillard, justement, demande que l'on exile ou fasse marcher à l'ennemi les commis de magasin, clercs de procureurs et domestiques. En somme, bien qu'ils voient de leurs propres yeux l'armée de la contre-révolution se mettre en place, les commissaires ne réagissent pas. Chalier avait raison de les interpeller le 9 mars :

"Soyez fermes et intrépides si vous voulez sauver la patriotisme du précipice où il est... Une ville en contre-révolution ouverte depuis le 19 février et pas une seule vaste mesure n'a encore été prise."

Un Club des jacobins se substitue au Club central. Son programme révolutionnaire, qui restera sans effet, est approuvé par Chalier :

— mise en permanence de la guillotine ;

— impôt sur les riches pour lever une armée ;

— création d'un comité de surveillance ;

— recrutement d'une armée révolutionnaire ;

— création d'un tribunal d'exception.

Le 25 mars, la municipalité vote à l'unanimité trois adresses à la Convention, dont la plus importante réclame la fixation du prix maximum des grains après le recensement général opéré :

"Le propriétaire, à la table duquel le nectar de la fortune pétille dans des coupes d'or, l'accapareur vieilli dans l'infâme trafic de la substance du peuple (12)*, sans doute s'élèveront contre cette mesure destructrice de l'intérêt : mais les sans-culottes la scelleront de leur sang..."*

L'assemblée proclame son respect pour les propriétés, mais *"l'existence est, elle aussi, une propriété sacrée".*

C'est dans cette délibération que l'on trouve ces phrases qui expliquent que certains de ces sans-culottes deviendront des babouvistes :

"Le blé étant une partie inhérente à l'existence de l'espèce humaine, le cultivateur qui le récolte n'est que le fermier de tous, et tout ce qui excède sa propriété, c'est-à-dire les subsistances qui assurent son existence, est un dépôt sacré qui appartient à tous les individus en lui accordant une juste et préalable indemnité... Cette indemnité doit être fixée par ceux que la nation a chargés de les représenter, parce qu'ils sont arbitres nés des contestations entre les membres de la nation et qu'agissant comme partie non intéressée, ils agissent pour le bien de tous" (13).

Des mesures qui viendront trop tard

Les mesures que Robespierre fera voter en ce domaine viendront trop tard. Le 21 avril 1793, dans un discours prononcé aux Jacobins, il avait bien marqué sa volonté, sans dénoncer pour autant le droit de propriété, de répondre aux aspirations populaires en subordonnant le droit de propriété au droit à l'existence,

(11) Herriot, tome I, p. 279. Il ajoute : *« Jaurès insiste fortement sur l'importance de ce document :* "Si je ne me trompe, *écrit-il,* c'est la première fois que le mot *gouvernement bourgeois* paraît dans le langage de la Révolution et il est curieux qu'il ait été suggéré par la lutte des classes, qui, à Lyon, dominait la lutte politique". »

(12) Balzac explique la fortune énorme de son Père Goriot par ce type de trafic. Sous la Restauration, une grande dame l'explique au jeune Rastignac en faisant mine, par mépris, de ne pas se souvenir du nom du personnage : *"Oui, ce Moriot a été président de sa section pendant la Révolution ; il a été dans le secret de la fameuse disette et a commencé sa fortune par vendre dans ce temps-là des farines dix fois plus qu'elles ne lui en coûtaient. Il en a eu tant qu'il en a voulu. L'intendant de ma grand'mère lui en a vendu pour des sommes immenses... Eh bien ! ce Loriot qui vendait du blé aux coupeurs de têtes, etc."* (classiques Garnier, 1881, p. 90).

(13) Cité par Herriot, tome I, pp. 288-289.

et, le 4 mai, la Convention avait bien voté le "maximum", mais sans se donner les moyens de le faire respecter. C'est seulement en septembre — non sans s'être opposé violemment à Jacques Roux, le porte-parole des "Enragés" —, que Robespierre, pour faire face à de nouvelles manifestations, fera voter le "maximum général", parlant, à la tribune de la Convention, du *"droit imprescriptible des hommes de pouvoir assurer leur subsistance"*.

Le Directoire départemental et les girondins de Paris contre les décisions de la Commune

Le conseil général de la Commune est paralysé par l'opposition conjuguée du Directoire départemental et des girondins de Paris. Et aussi par l'attentisme des commissaires de Paris.

Le 14 mai, devant les périls extérieurs, la guerre de Vendée, les représentants, avec Dubois-Crancé, avaient réuni les corps administratifs de Lyon et fait adopter une *Proclamation* en 10 points, dont les principaux consistaient à lever une armée révolutionnaire de 6 400 hommes et un emprunt forcé de 6 millions prélevé sur les capitalistes, riches propriétaires ou négociants du district de Lyon, à confier l'exécution de l'arrêté au Comité de salut public composé de sans-culottes, à expulser les étrangers de la ville, à interdire les journaux du Lyonnais Carrier et du chef des girondins, Brissot.

Le député lyonnais Chasset, prévenu d'urgence, fait adopter, sans délai, par la majorité girondine de la Convention, l'annulation de la *Proclamation* lyonnaise.

Les sans-culottes lyonnais sont donc désarmés par les girondins, qui ont décrété *"nulle et non avenue toute création de tribunal révolutionnaire dans ladite ville de Lyon"*.

Le décret de la Convention accorde aux adversaires des sans-culottes le droit de recourir à la force pour se défendre.

La municipalité lyonnaise ne dispose pas de la force armée de la Garde nationale, acquise à ses adversaires du Directoire départemental.

Nioche et Gauthier, les envoyés de la Convention, à la fois pusillanimes et ridicules, prendront, dès leur succès assuré, le parti des rebelles.

"Aristocrates, feuillantins, rolandins, égoïstes, égarés, tremblez !", avait fait, en vain, afficher Chalier, qui menaçait, le 27 mai, deux jours avant d'être emprisonné, de faire un faisceau des présidents et secrétaires de sections de l'opposition pour leur trancher la tête et se laver les mains dans leur sang. Ce terrorisme verbal est un aveu de faiblesse.

Les opposants se sont effectivement bien organisés : ils se sont réunis à huit cents dans le couvent des Augustins, dès le 9 mars ; les consignes des autorités municipales ne sont plus obéies ; les sections acquises à la résistance antijacobine des quartiers bourgeois du centre se sont placées en situation de permanence.

Les notables ont invoqué la souveraineté des assemblées primaires des sections. Ils ont pu se rendre maîtres de la majorité d'entre elles — comme ce sera le cas dans d'autres villes, comme Toulon — parce qu'ils tiennent sous leur dépendance ouvriers, artisans et boutiquiers, qui ne peuvent soutenir la politique de la nouvelle municipalité montagnarde sans risquer d'être privés de moyens d'existence à un moment où la simple survie est problématique, ou qui, tout simplement, ne peuvent être présents "en permanence" en raison de leur travail.

Paris fera face à la même situation. L'historien Albert Mathiez (14) explique :

« Les riches étaient exaspérés par les sacrifices pécuniaires qu'on leur imposait... Ils se rendirent aux assemblées de sections, ils essayèrent de s'emparer des bureaux, de faire entrer dans les comités révolutionnaires des hommes à eux... Pendant la semaine, les ouvriers, par

(14) *Histoire de la Révolution française*, tome II, *"La Gironde et la Montagne"*, Club français du livre, pp. 272 à 274.

leurs occupations, n'avaient pas la possibilité de fréquenter les réunions politiques. Les riches parvinrent à s'emparer de la majorité dans plusieurs sections... Le journal de Brissot les félicite d'avoir protesté contre "les arrêtés iniques de la municipalité" » (15).

La réaction des jacobins parisiens...

Les jacobins, à Paris, réagirent à temps en organisant les "fraternisations" entre sections. « *Robespierre,* poursuit Mathiez, *avait compris dès le premier jour qu'on ne pourrait vaincre la Gironde qu'en intéressant directement les sans-culottes à la victoire. Il avait donné lecture, aux Jacobins d'abord, à la Convention ensuite, à la fin avril, d'une Déclaration des droits qui subordonnait la propriété à l'intérêt social et qui légitimait théoriquement, par conséquent, la politique de réquisition chère aux Enragés. Contre les "culottes dorées", comme il les appelait, qui s'efforçaient de s'emparer des sections, il ne cessait d'exciter la foule des travailleurs.* "Vous avez des aristocrates dans vos sections, *leur disait-il, le 8 mai aux Jacobins,* chassez-les ! Vous avez un peuple immense de sans-culottes, bien purs, bien vigoureux, ils ne peuvent quitter leurs travaux, faites-les payer par les riches". »

... et celle des sections lyonnaises

En vérité, la municipalité n'a pu disposer en ces heures décisives de toutes les forces plébéiennes, souvent découragées par la misère, le chômage, la famine, et plus encore peut-être par l'impuissance des élus à résoudre la question économique.

Dix sections seulement sur trente-deux se sont portées au secours de la municipalité Bertrand. Même dans les quartiers les plus populaires, des sections sont dominées par les bourgeois et les rentiers, fer de lance de la lutte "anti-Chalier" le 29 mai, comme si les citoyens pauvres s'étaient retirés du combat.

Il est faux, cependant, de prétendre que les canuts ont abandonné leur municipalité : des sections où ils sont majoritaires se sont portées à sa défense. Ils n'avaient pas oublié que Bertrand avait accepté et soutenu la pétition de la section du Change du 16 janvier 1793, qui leur avait permis d'arracher une augmentation de 30 % de leurs salaires.

La rébellion lyonnaise qui abat la municipalité jacobine est une coalition de contre-révolutionnaires, d'ex-révolutionnaires — feuillants ou girondins —, de fabricants, de leurs commis et domestiques, de clercs, de négociants et banquiers satisfaits d'avoir conquis le pouvoir réel et de s'être approprié les biens nationaux à très bon marché, en raison de la dépréciation des assignats.

Il faut ajouter le clergé à cette liste ; il avait, certes, souffert de la confiscation de ses biens et de la Constitution civile du clergé, mais à Lyon les liens étaient, depuis toujours, étroits avec la bourgeoisie : d'ailleurs, lorsque Linsolas, le vicaire général de l'archevêque de Marbeuf, en exil, qui ne mettra jamais les pieds dans sa ville, sera emprisonné, le maire, Vitet, pourtant futur élu à la Convention, le fera discrètement libérer. Et ce vicaire général jouera un rôle de premier plan dans la résistance royaliste à la Convention, grâce à la masse de manœuvre de plusieurs milliers de prêtres réfractaires cachés à Lyon et très actifs.

La fin de la Commune

Pour tous, la poursuite d'une révolution plébéienne était trop redoutable pour être tolérée. Et **comme ce danger était incarné par la Commune jacobine**

(15) Marat, après l'expérience de Lyon, demandera que *"la permanence des sections soit supprimée dans toute la République"*. Selon lui, *"cette permanence est le principe et la cause des désastres arrivés depuis peu dans plusieurs grandes villes de l'Etat ; l'assiduité aux assemblées de sections est le moyen dont se servent les riches pour accabler les ouvriers, les pauvres qui en sont exclus"*.

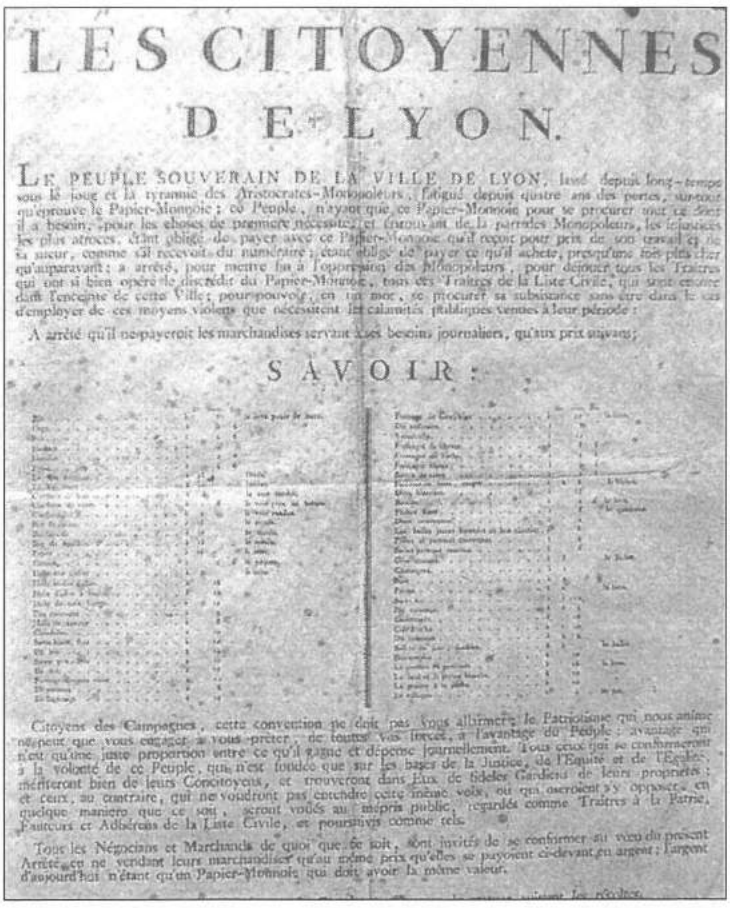
et ses partisans, il fallait abattre la Commune et tuer ses partisans. Les rebelles vont réaliser le 29 mai à Lyon ce dont les girondins menaçaient la Commune et les sans-culottes de Paris. Depuis le début de la révolution, c'est vers la Commune, presque constamment opposée au Directoire du département, que le peuple s'était régulièrement tourné — pour la suppression des octrois, pour la taxation des denrées, pour des augmentations de salaires, pour obtenir du pain... (16).

Le 29 mai, les rebelles, rassemblés à Bellecour sous la présidence de l'avocat Fréminville, un royaliste, organisent trois colonnes d'hommes armés. En empruntant les quais, ils marchent sur l'Hôtel de ville, qui tombera le soir même au prix de 45 morts et 115 blessés.

Chalier et ses amis, dont le maire Bertrand, sont jetés en prison. La population ouvrière cherchera à défendre son leader : le 2 juillet, encore, à l'instigation des sections du Gourguillon et de Saint-Georges, *« une foule d'hommes et de femmes se dirige sur la prison de la Roanne en criant :* "Vive Marat, vive Chalier !" *Le procureur de la Commune met 10 000 hommes sous les armes, les forme en haie, braque un canon et désarme 200 citoyens environ. »*

Marcel Picquier

(16) La leçon ne sera pas perdue : après Thermidor, la municipalité de Lyon sera maintenue sous tutelle du pouvoir central et de ses préfets. Il faudra attendre la IIIe République pour que le conseil municipal de Lyon retrouve son indépendance politique, et son premier vrai maire sera Antoine Gailleton.



LES CITOYENNES

DE LYON.

LE PEUPLE SOUVERAIN DE LA VILLE DE LYON, lassé depuis long-temps sous le joug et la tyrannie des Aristocrates-Monopoleurs, fatigué depuis quatre ans des pertes, surtout qu'éprouve le Papier-Monnoie ; ce Peuple, n'ayant que ce Papier-Monnoie pour se procurer tout ce dont il a besoin, pour les choses de première nécessité, et éprouvant de la part des Monopoleurs, les injustices les plus atroces, étant obligé de payer avec ce Papier-Monnoie qu'il reçoit pour prix de son travail et de sa sueur, comme s'il recevoit du numéraire ; étant obligé de payer ce qu'il achete, presqu'une fois plus cher qu'auparavant ; a arrêté, pour mettre fin à l'oppression des Monopoleurs, pour déjouer tous les Traîtres qui ont si bien opéré le discrédit du Papier-Monnoie, tous ces Traîtres de la Liste Civile, qui sont encore dans l'enceinte de cette Ville ; pour pouvoir, en un mot, se procurer sa subsistance sans être dans le cas d'employer de ces moyens violens que nécessitent les calamités publiques venues à leur période :

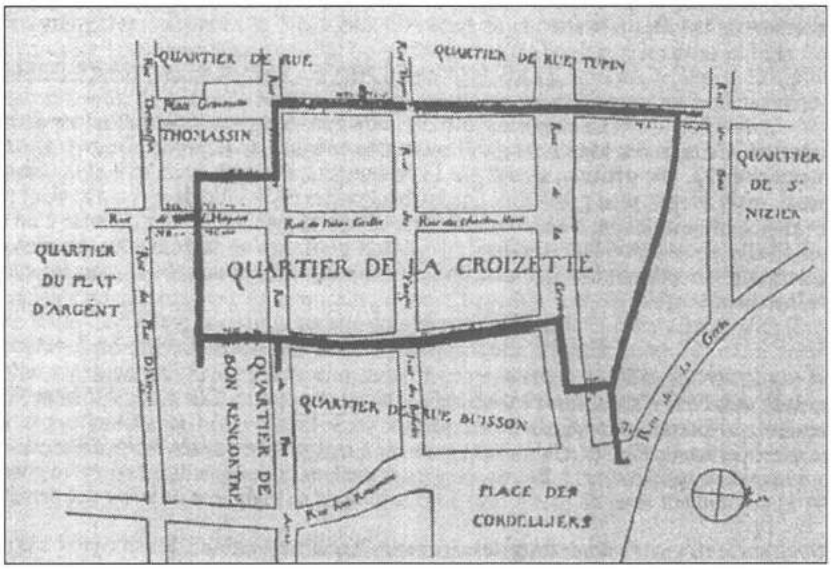
A arrêté qu'il ne payeroit les marchandises servant à ses besoins journaliers, qu'aux prix suivans ;

SAVOIR :

Citoyens des Campagnes, cette convention ne doit pas vous allarmer ; le Patriotisme qui nous anime ne peut que vous engager à vous prêter, de toutes vos forces, à l'avantage du Peuple : avantage qui n'est qu'une juste proportion entre ce qu'il gagne et dépense journellement. Tous ceux qui se conformeront à la volonté de ce Peuple, qui n'est fondée que sur les bases de la Justice, de l'Equité et de l'Egalité, mériteront bien de leurs Concitoyens, et trouveront dans Eux de fideles Gardiens de leurs propriétés ; et ceux, au contraire, qui ne voudront pas entendre cette même voix, ou qui oseroient s'y opposer, en quelque maniere que ce soit, seront voués au mépris public, regardés comme Traîtres à la Patrie, Fauteurs et Adhérens de la Liste Civile, et poursuivis comme tels.

Tous les Négocians et Marchands de quoi que ce soit, sont invités de se conformer au vœu du présent Arrêté, en ne vendant leurs marchandises qu'au même prix qu'elles se payoient ci-devant en argent ; l'argent d'aujourd'hui n'étant qu'un Papier-Monnoie qui doit avoir la même valeur.

L'affiche des femmes (musée Gadagne, inventaire 2666.6).



Extrait de l'article de l'étude d'André Voirin *"L'opinion publique à Lyon — septembre 1792-mai 1793. La section de la Croizette fut à la tête de la lutte anti-jacobine"* (*Cahiers du Rhône 89,* n° 1, mars 1989).

Chalier dans sa prison : *"Je tiens un pigeon ou une colombe, symbole de mon innocence, qu'un prisonnier m'a donné pour me nourrir et me faire compagnie. Quelle compagnie de sentir un pigeon auprès de moi"* (musée Gadagne, inventaire 54.48).

James Guillaume : deux lettres de Carlo Cafiero et Karl Marx

James Guillaume, dont le n° 19 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une étude sur la Révolution française et le faux *"La Révolution n'a pas besoin de savants"*, a été l'un des principaux dirigeants du courant anarchiste, ou "anti-autoritaire", dirigé par Bakounine, dans l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale). Il dirigeait la fédération jurassienne. Au Congrès de La Haye, tenu en septembre 1872, Bakounine et James Guillaume sont exclus de l'Internationale par son conseil général sous l'impulsion de Karl Marx.

Dans sa biographie de James Guillaume, l'anarchiste suisse Fritz Brupbacher écrit : *"L'opposition contre Marx était très hétérogène ; et pour la concentrer et la maintenir, un esprit compréhensif, capable d'apprécier beaucoup d'individualités diverses, était nécessaire, qui lui rendit possible un travail commun. Tel est le rôle que Guillaume a compris et rempli d'une façon merveilleuse"* (1).

Guillaume organise avec Bakounine, dès le lendemain du Congrès de La Haye, une Internationale dissidente, qui tient trois congrès : à Genève en 1873, à Bruxelles en 1874, l'année même où Bakounine l'abandonne, puis à Berne en 1876. James Guillaume quitte la Suisse, où il ne peut plus trouver du travail ; il s'installe en France, où il s'occupe surtout dès lors de l'histoire de l'Internationale, et plus encore de la Révolution française. L'étude sur Marx et Cafiero publiée dans *La Vie ouvrière* en 1914 et reproduite ci-après souligne l'esprit de discussion qui animait alors des courants du mouvement ouvrier pourtant antagoniques sur bien des points.

---

(1) Daniel Guérin, *Ni Dieu, ni maître*, éditions de Delphes, p. 296.

Lettre de Carlo Cafiero à Karl Marx et réponse de Marx

L'*Abrégé* du *Kapital* de Marx (d'après la traduction française de J. Roy) fut écrit par Cafiero dans l'hiver 1877-1878, tandis qu'il était détenu avec ses amis dans la prison de Santa Maria Capua Vetere à la suite du mouvement insurrectionnel tenté en avril 1877 dans les provinces de Bénévent et de Caserte. L'opuscule parut en 1879 en un petit volume de la *Biblioteca socialista,* éditée par C. Bignami e C. à Milan (1).

Le verdict du jury de la cour d'assises de Bénévent ayant rendu à la liberté, en août 1878, les insurgés de la "bande du Matèse", Cafiero, l'année suivante, fit un séjour en France.

Il se trouvait au village des Molières, près de Limours (Seine-et-Oise), lorsqu'il reçut d'Italie quelques exemplaires de son petit livre. Il s'empressa d'envoyer deux de ces exemplaires à Karl Marx (2), en les accompagnant de la lettre suivante (3) :

Les Molières, 23 Luglio 1879

"Stimatissimo Signore,

Le spedisco col medesimo corriere due copie della Sua opera Il Capitale, *da me brevemente compendiata.*

Avrei voluto rimetterglieLe prima, ma ora solamente mi è riuscito di ottenerne alcune copie dalla benevolenza di un amico, che con sue intervento è riuscito a determinare la pubblicazione del libro.

Anzi, se la pubblicazione l'avrei potuto fare a mie spese, avrei desiderato sottomettere prima il manoscritto al Sue esame. Ma nel timore di vedermi sfuggire un' occasione favorevole, mi affrettai a consentire alla pubblicazione propostami. Ed è solamente ora che mi è dato rivolgermi a Lei, per pregarLa a volermi dire se nel mio studio mi è riuscito comprendere ed esprimere l'esatto concetto dell' autore.

La prego, Signore, a voler gradire le espressioni del mio più vivo rispetto ed a credermi.

Sue devotissimo.

Carlo Cafiero.

Aux Molières, canton de Limours (Seine-et-Oise).

M. Karl Marx, 41, Maitland Park Road, N. London."

(1) Une traduction française, sous ce titre : *Abrégé du* Capital *de Karl Marx,* par Carlo *Cafiero,* a été publiée en 1910 chez l'éditeur Stock, à Paris, en un volume de XII-132 pages.

(2) Cafiero, à l'âge de vingt-quatre ans, en 1870, avait connu Marx pendant un séjour à Londres.

(3) Avant de donner la traduction de la lettre, nous la faisons précéder du texte italien, pour que les périodiques d'Italie qui voudront reproduire ce document ne soient pas obligés de le retraduire sur la version française.

Traduction :

Les Molières, 23 juillet 1879

"Très estimé Monsieur,

Je Vous expédie par le même courrier deux exemplaires de Votre œuvre Le Capital, *brièvement résumée par moi.*

J'aurais voulu Vous les envoyer plus tôt, mais c'est maintenant seulement que j'ai réussi à obtenir quelques exemplaires de la bienveillance d'un ami, qui, par son intervention, a réussi à déterminer la publication du livre.

Même si j'avais pu faire la publication à mes frais, j'aurais désiré soumettre auparavant le manuscrit à Votre examen. Mais dans la crainte de me voir manquer une occasion favorable, je me suis empressé de consentir à la publication qui m'était proposée. Et c'est seulement maintenant qu'il m'est donné de m'adresser à Vous pour Vous prier de vouloir me dire si dans mon étude j'ai réussi à comprendre et à exprimer la pensée exacte de l'auteur.

Je Vous prie, Monsieur, de vouloir agréer les expressions de mon plus vif respect et de me croire Votre très dévoué.

Carlo Cafiero.

Aux Molières, canton de Limours (Seine-et-Oise).

M. Karl Marx, 41, Maitland Park Road, Londres N."

La lettre de Cafiero est écrite dans les formes cérémonieuses de la politesse italienne : l'italien emploie la troisième personne du singulier (4), en usant du pronom féminin *(Le, Lei, La)*, orné d'une majuscule, pronom qui représente "Votre Grâce" ou "Votre Seigneurie". Cafiero avait de bonnes raisons pour demeurer réservé, tout en exprimant son estime et son respect pour la science et les travaux du célèbre communiste allemand.

Marx dut être passablement étonné de recevoir une lettre pareille, signée du nom de celui-là même qui avait présidé, en août 1872, à la veille du Congrès de La Haye, la fameuse Conférence de Rimini. C'est à Rimini, on le sait, que fut fondée par Cafiero, Fanelli, Pezza, Malatesta, Covelli, Costa, etc., cette fédération italienne de l'Internationale qui avait déclaré *"rompre toute solidarité avec le conseil général de Londres"*, en constatant que ce conseil avait *"usé des moyens les plus indignes, comme la calomnie et la mystification, pour réduire l'Internationale à l'unité de sa doctrine spéciale"*. Cafiero avait énergiquement lutté pour l'autonomie, et la cause qu'il avait défendue avait pleinement triomphé l'année suivante, en 1873, par l'abolition du conseil général. Mais son cœur était étranger aux animosités personnelles : il ne battait que pour le relèvement de l'humanité opprimée, pour l'émancipation des travailleurs. Cafiero crut, en 1877, trouver dans *Le Capital* un arsenal rempli *"d'armes toutes neuves, d'instruments et de machines de toutes sortes, que le génie du penseur a su extraire de toutes les sciences modernes"* ; et aussitôt il regarda comme son devoir, *"dans l'intérêt de la cause du travail"*, d'essayer de mettre ces armes à la portée du peuple italien, en écrivant *"un Abrégé facile et court du livre de Marx"*. Ce sont les propres expressions de sa préface.

L'auteur du *Kapital* rendit justice aux intentions de Cafiero. Il sut comprendre, on aime à le croire, ce qu'il y avait de générosité, de droiture et de désintéressement dans cet admirable caractère ; et il constata aussi — non sans surprise, peut-être — que l'Abrégé écrit par le socialiste révolutionnaire italien dans sa prison était un travail sérieux, consciencieux, œuvre d'une intelligence ouverte et lucide (5).

Il répondit, en français (Cafiero ne savait pas l'allemand, et Marx, qui lisait

(4) Dans la traduction, nous avons dû y substituer la seconde personne du pluriel.

(5) Lorsque, par l'intermédiaire du citoyen N. Riasanof, je fis demander en 1909 à Mme Laura Lafargue, comme à la représentante des héritiers de Marx, si elle ferait opposition à la publication de ma traduction française de l'opuscule de Cafiero, elle répondit que, bien loin de s'y opposer, elle verrait cette publication avec plaisir, parce que *"son père considérait le travail de Cafiero comme un très bon résumé populaire de sa théorie de la plus-value"*.

l'italien, ne l'écrivait pas), par une lettre écrite sur un ton cordial, où il rendit à l'ancien adversaire du conseil général ce témoignage que son Abrégé était le meilleur de ceux qui avaient paru jusqu'alors.

Nous avons sous les yeux le brouillon de cette réponse (ce brouillon nous a été communiqué par Mme Lafargue, ainsi que la lettre de Cafiero). Marx écrivait péniblement et incorrectement le français, cette *schikanöse Sprache,* cette "langue difficultueuse", comme l'appelait Engels, dépité de n'avoir pu réussir à s'en rendre maître (lettre à Sorge, du 14 juin 1873). En outre, il tenait évidemment, dans la circonstance, à peser avec prudence toutes ses expressions, pour ne dire que ce qu'il était expédient de dire. Aussi ce brouillon porte-t-il des ratures sans nombre ; chaque phrase a été tournée et retournée, essayée, puis tantôt définitivement rejetée, tantôt réécrite, jusqu'à ce qu'une forme définitive fût trouvée : et cette application montre quelle importance Marx attachait à sa réponse.

La voici, telle qu'elle est sortie de cette laborieuse toilette, et avec ses particularités de langue, d'orthographe et de ponctuation :

29 juillet 1879
41, Maitland Park Road.
London. NW.

"Cher citoyen,

Mes remerciements les plus sincères pour les deux exemplaires de votre travail ! Il y a quelque temps que j'ai reçu deux travaux semblables, l'un écrit en serbe, l'autre en anglais (publié dans les Etats-Unis) ; mais pêchant l'un et l'autre par ceci : qu'en voulant donner un résumé succinct et populaire du Capital, *ils s'attachaient en même temps trop pédantiquement à la* forme *scientifique du développement. De cette manière, ils me semblent manquer plus ou moins leur but principal, celui d'impressionner le public auquel les résumés sont destinés. Et voilà la grande supériorité de votre travail !*

Quant au concept de la chose, *je ne crois pas me tromper en attribuant aux considérations exposées dans votre préface une lacune apparente, savoir la preuve que les* conditions matérielles *nécessaires à l'émancipation du prolétariat sont d'une manière spontanée engendrées par la marche de l'exploitation capitaliste. Du reste, je suis de votre avis — si j'ai bien interprété votre préface — qu'il ne faut pas surcharger l'esprit des gens qu'on se propose d'éduquer. Rien ne vous empêche de revenir en temps opportun à la charge pour faire ressortir davantage cette base matérialiste du* Capital.

En renouvelant mes remerciements, je suis votre dévoué.

Karl Marx."

Les ratures de cette lettre de Marx sont plus intéressantes que la lettre elle-même. En particulier, il existe sur le brouillon, vers le milieu du second alinéa, un certain nombre de fragments de phrases, réécrits jusqu'à trois et quatre fois, que l'auteur a vainement cherché à souder les uns aux autres pour en former un tout. De guerre lasse, voyant qu'il n'y réussissait pas, se disant en outre — probablement — que l'idée qu'il tentait d'exprimer ainsi exigerait des développements trop étendus pour une simple lettre de remerciement, il a fini par tout biffer au moyen de plusieurs traits transversaux. Nous reproduisons ci-après ces fragments.

Voici d'abord des bouts de phrases qui devaient se rattacher immédiatement au passage où on lit : *"La preuve que les* conditions matérielles *nécessaires à l'émancipation du prolétariat sont d'une manière spontanée engendrées par la marche de la production capitaliste."* Ce sont les suivants : *"... en même temps que la lutte des classes qu'elle implique... ... la lutte des classes sortant elle-même de ces conditions matérielles... ... le mouvement issu de ces conditions matérielles aboutissant en dernier lieu à une révolution sociale..."*

Puis une affirmation nette de l'importance théorique de ce côté de la question qu'avait omis de traiter Cafiero : *"... cette base matérialiste dont l'absence est, à mon avis... ... cette base matérialiste est ce qui, de mon avis, distingue le socia-*

lisme critique et révolutionnaire de ses prédécesseurs... ... c'est de mon avis précisément la base matérialiste..."

Vient ensuite une phrase presque achevée, qui devait s'enchâsser dans la période : *"Comme Darwin montre qu'à un certain degré de développement historique l'animal devait fatalement se transformer en homme, nous devons prouver que la société..."*

Cette comparaison ébauchée fait voir, sous une forme plus claire et plus saisissante que bien des longues pages, la façon dont Marx conçoit l'histoire sociale. Elle nous fait aussi toucher du doigt son procédé de raisonnement. Darwin, dit-il, a montré que l'animal *"devait fatalement"* se transformer en homme ; nous, à notre tour, nous *devons prouver* que la société capitaliste se transformera fatalement en société communiste.

Mais, répondrons-nous, Darwin et les autres naturalistes n'ont pas, que nous sachions, *"montré que l'animal* devait fatalement *se transformer en homme"* ; et, de plus, ils n'avaient pas, eux, *à prouver la* nécessité d'un événement futur : il s'agissait d'une évolution déjà *accomplie,* d'un *passé* dont les étapes sont visibles. Les naturalistes ont eu seulement à *observer* des choses concrètes, *à constater* des faits, à *montrer* et à comparer des crânes, etc. ; tandis que pour les transformations *futures* de la société, on ne peut que former des hypothèses, hasarder des prédictions.

Cependant, Marx insiste : *"Nous* devons *prouver"*, dit-il ; il faut *prouver* à tout prix. Et où prendrons-nous les preuves ? Eh, parbleu ! dans le *mouvement dialectique,* la fameuse *dialektische Bewegung,* qui donne la clef, nous dit-on, du développement historique de l'humanité ! On le voit, cette simple phrase d'un brouillon de lettre permet de constater la différence fondamentale entre la méthode du naturaliste — qui est la bonne — et celle du dialecticien.

A la fin de l'alinéa, Marx est revenu sur la question de la "base matérialiste". Il avait mis d'abord dans son brouillon : *"... pour faire ressortir davantage cette base matérialiste du socialisme moderne..."*

Puis, il s'est repris, et plus modestement — ou plus orgueilleusement — il a écrit, comme texte définitif : *"cette base matérialiste du* Capital".

Il a hésité sur la manière de terminer sa lettre et sur le choix de la formule de salutation à employer. Il s'y est repris à quatre fois.

Il essaie d'abord d'une phrase complimenteuse : *"En attendant, j'espère que votre travail trouvera de..."*

Puis, d'une phrase qui fait entrevoir le désir de renouer les anciennes relations d'avant 1872 : *"J'espère que notre correspondance se..."*

Il se ravise, biffe compliment et souhait, et les remplace par une formule banale : *"J'ai l'honneur d'être votre très dévoué..."*

Mais il trouve ce style trop froid, et, pour finir, à la banalité sèche substitue la cordialité affable : *"En renouvelant mes remerciements, je suis votre très dévoué..."*

Les relations entre Marx et Cafiero en restèrent là ; la correspondance ne continua pas. En 1881, se manifestèrent chez notre pauvre ami les premiers symptômes de la maladie mentale qui devait éteindre sa belle intelligence.

James Guillaume

Rosa Luxemburg : *"Martinique"*

(article extrait
de la *Leipziger Volkszeitung*,
n° 109, 15 mai 1902)

Rosa Luxemburg est l'une des dirigeantes de la IIe Internationale qui s'est le plus penchée sur le colonialisme. Elle y consacre par exemple plusieurs pages de *L'Accumulation du capital*, en étudiant tout particulièrement les méthodes et les objectifs du colonialisme britannique en Inde et du colonialisme français en Algérie. Elle souligne ainsi, en ce qui concerne ce dernier, que dès l'invasion de l'Algérie par Louis-Philippe, la bourgeoisie et les colons français ont consacré tous leurs efforts à disloquer la propriété communautaire ou clanique, et ont ainsi effectué une gigantesque expropriation, qui ne pouvait s'accomplir que par la violence la plus brutale. Elle lie ainsi l'expansion coloniale avec ce qu'elle appelle le *"militarisme"*, c'est-à-dire la place croissante de l'économie d'armement dans le capitalisme.

L'article ci-après, inédit en français, traduit sa position nettement anticolonialiste à l'occasion du déferlement humanitaire qui suivit l'explosion du volcan de la montagne Pelée, le 8 mai 1902. La reproduction du monument aux commerçants inauguré dans la cathédrale de Saint-Pierre montre que l'Eglise catholique savait distinguer entre les victimes dignes d'intérêt (les commerçants coloniaux et blancs) et la masse anonyme des "indigènes", qui ne méritent aucune mention.

Humanitaires et massacreurs (1)

DES montagnes de ruines fumantes, des amas de cadavres mutilés, une mer de feu aux épaisses vapeurs recouvrant les alentours, de la boue et de la cendre — voilà tout ce qui est resté de la petite ville florissante adossée comme une hirondelle voletant aux flancs rocailleux du volcan. Le géant coléreux grondait manifestement depuis longtemps déjà au-dessus de l'arrogance de ces humains, de l'assurance aveugle de ces minuscules bipèdes. Magnanime dans sa colère, en authentique géant, il avait averti les créatures insensées qui grouillaient à ses pieds. Il fumait, crachait des nuages de feu, ça bouillonnait et tonnait en son sein comme des salves de fusil et comme le tonnerre des canons.

Mais l'autorité terrestre qui règne sur les destins humains est resté inébranlable dans sa foi... en sa propre sagesse. Le 7 mai, la commission envoyée par le gouvernement déclara à la population angoissée de Saint-Pierre que tout était en ordre au ciel et sur la terre. Tout est en ordre, il n'y a pas de raisons de s'inquiéter — c'est aussi ce qu'on disait en dansant joyeusement à la cour de Louis XVI à la veille du serment du Jeu de paume, tandis que, dans le cratère du volcan de la révolution, la lave brûlante s'accumulait pour une terrible explosion. Tout est en ordre, le calme règne partout ! C'est ce qu'on disait à Vienne et à Berlin à la veille de l'éruption de mars, il y a 50 ans.

Le vieux titan offensé de la Martinique ne s'est pas soucié des rapports de l'estimable commission ; après que, le 7 mai, le gouverneur eut tranquillisé le peuple, il a explosé le 8 mai et a enseveli en quelques minutes le gouverneur, la commission, le peuple, les maisons, les rues et les bateaux sous les expectorations de sa poitrine rougeoyante de fureur.

Il n'a pas lésiné. Quarante mille vies humaines fauchées, une poignée de rescapés tremblants — le vieux géant peut grogner et tousser, il a montré puissance, il s'est vengé affreusement du mépris dans lequel on avait tenu sa force primitive.

Et voilà que, maintenant, est apparu à la Martinique, sur les ruines de la ville détruite, un nouvel hôte, inconnu, jamais vu — l'*homme*. Pas les maîtres et les valets, pas les Noirs et les Blancs, pas les riches et les pauvres, pas les grands planteurs et les esclaves salariés — des *hommes* sont apparus sur la petite île broyée, des hommes qui ne font que sentir la douleur et voir le malheur, qui ne veulent que secourir et aider. Le vieux mont Pelée a fait des miracles ! Oubliés

(1) Le titre est de la rédaction.

les jours de Fachoda (2), oubliée la querelle de Cuba (3), oubliée la Revanche (4)... Les Français et les Anglais, le tsar et le Sénat de Washington, l'Allemagne et la Hollande prodiguent leur argent, envoient des télégrammes, offrent une main secourable. C'est la fraternisation des peuples contre la nature remplie de haine, la résurrection de la bonté humaine sur les ruines de la civilisation humaine. Le prix pour qu'ils se souviennent de leur humanité a été élevé, mais le tonnerre du mont Pelée a fait entendre une voix qui a porté.

La France pleure 40 000 cadavres sur la petite île et le monde entier accourt pour sécher les larmes de la mère République en deuil. Mais que s'est-il passé autrefois, il y a des siècles, quand la France a versé des flots de sang pour les petites et les grandes Antilles ?

En Afrique, sur la côte orientale, il y a une île volcanique, Madagascar ; nous y avons vu, il y a quinze ans, cette République, qui pleure aujourd'hui avec une profonde affliction ses enfants perdus, soumettre par le fer et l'épée les indigènes récalcitrants à son joug. Aucun volcan n'y a ouvert son cratère, les gueules des canons français ont craché la mort et l'anéantissement, le feu de l'artillerie française a balayé des milliers de vies humaines de la surface de la terre, jusqu'à ce qu'un peuple libre soit abattu, jusqu'à ce que la brune reine de ces "sauvages" soit traînée en guise de trophée jusqu'à la "Ville Lumière".

Sur la côte asiatique, baignées des vagues de l'océan, se trouvent les riantes Philippines.

Là, nous avons vu au travail, il y a six ans, les bienveillants Yankees et le Sénat américain. Ce ne sont pas des montagnes crachant le feu, mais des fusils américains qui ont fauché en masse des vies humaines ; le Sénat du cartel du sucre, qui envoie aujourd'hui des milliers et des milliers de dollars en or à la Martinique pour faire jaillir la vie des ruines, a envoyé à Cuba des canons et des canons, des cuirassés et des cuirassés, des dollars en or par millions et millions, pour semer la mort et la dévastation.

Hier, aujourd'hui... là-bas, loin dans le sud africain, où, il y a encore quelques années, vivait tranquillement de son travail et dans la paix un petit peuple, nous voyons aujourd'hui s'installer les Anglais (5), ces mêmes Anglais, qui, à la Martinique, rendent leurs enfants aux mères, leurs mères aux enfants, leurs enfants aux parents, là-bas nous les voyons piétiner des corps humains, des cadavres d'enfants de leurs brutales bottes militaires et patauger dans des mares de sang, ne laissant derrière et devant eux que mort et lamentation.

Ah ! et les Russes, le tsar sauveur, secoureur, pleureur, de toutes les Russies... ce sont de vieilles connaissances ! Nous vous avons vus sur les remparts de Praga (6), où le sang polonais coulait à flots et de ses vapeurs colorait le ciel de rouge.

Mais c'est de l'histoire ancienne. Non, maintenant, il n'y a que quelques semaines, nous vous avons vus, vous les doux Russes, là-bas, sur la chaussée poussiéreuse, au milieu du village russe délabré, yeux dans les yeux avec la foule en haillons, excitée, grondant : les coups de feu ont crépité, les moujiks sont tombés à terre, agonisant, et le sang rouge des paysans s'est mélangé à la poussière de la chaussée (7). Il fallait qu'ils meurent, il fallait qu'ils tombent, car leurs

(2) En septembre 1898, lors d'un conflit entre la France et la Grande-Bretagne pour la possession du Soudan, un heurt à Fachoda avait mené les deux pays au bord de la guerre.
(3) Suite à la guerre hispano-américaine d'avril à décembre 1898, première guerre impérialiste pour la nouvelle répartition du monde, les Etats-Unis ont renforcé leur influence en Amérique latine, étendu leur empire colonial à Cuba, Porto Rico et Guam, conquis les Philippines.
(4) En français dans le texte.
(5) Après la découverte d'or au Transvaal, l'Angleterre avait, en octobre 1899, provoqué une guerre contre la république des Boers. Après des difficultés militaires initiales, l'impérialisme anglais réussit, par une campagne de répression féroce, à soumettre les Boers à la domination britannique en mai.
(6) Praga est un quartier résidentiel de Varsovie. En novembre 1830, une révolte militaire à Varsovie se transforma en soulèvement populaire contre la domination étrangère tsariste. La prise de Varsovie, le 7 septembre 1831, par les troupes russes, mit fin au soulèvement.
(7) De mars à mai 1902, il y avait eu des troubles paysans dans les gouvernements de Woronech, Koutaïs, Poltawa et Charkow, et ils avaient été réprimés par les armes.

corps étaient tordus par la faim, ils criaient : du pain, du pain !

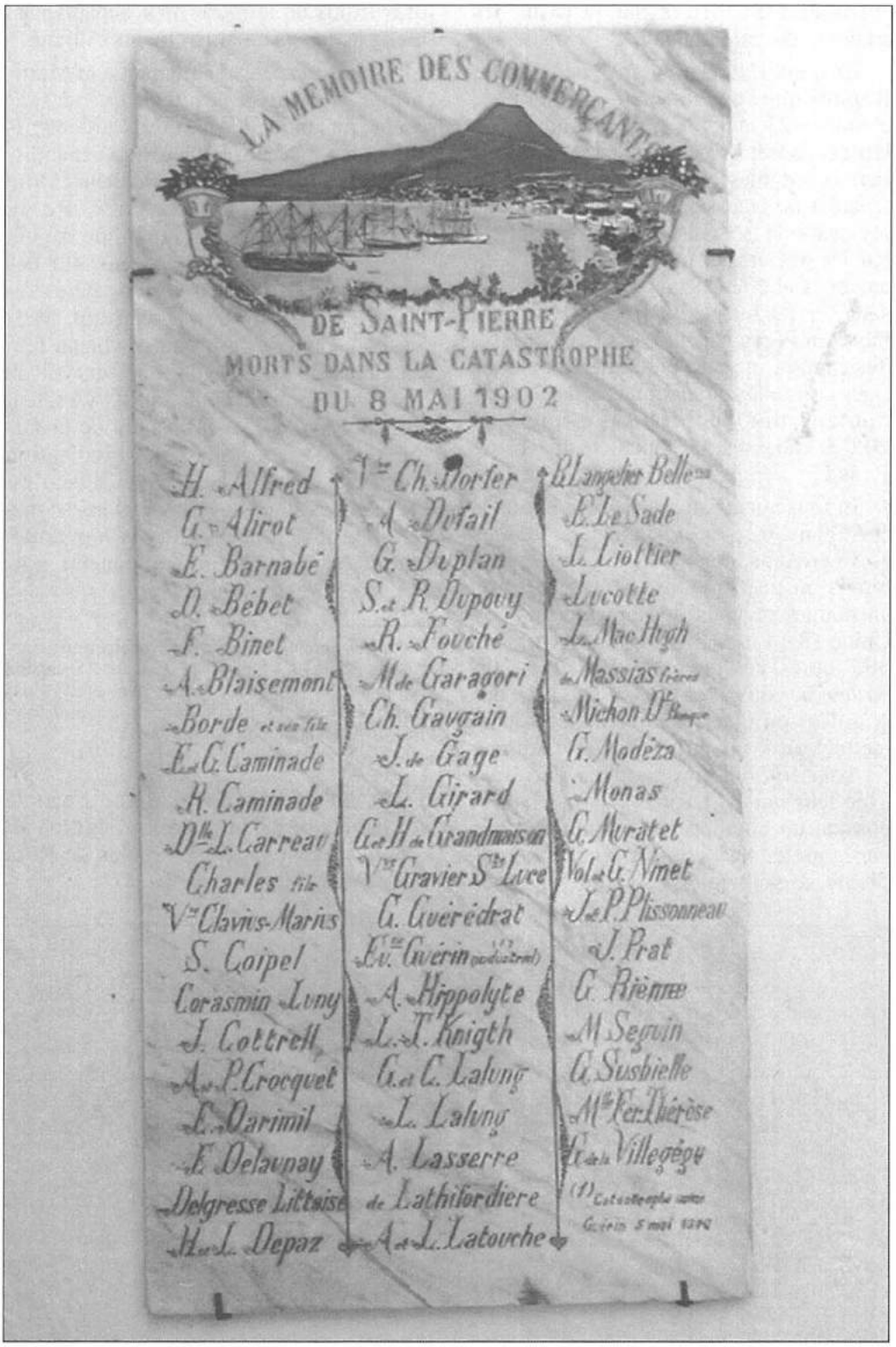
Et nous t'avons encore vue, ô mère République, aux larmes abondantes, c'était le 23 mai 1871, un splendide soleil printanier brillait sur Paris, des milliers d'hommes blafards, en blouses, se tenaient là, entassés, dans les rues, dans les cours de prison, l'un contre l'autre ; par les orifices du mur, les mitrailleuses avaient fiché leurs gueules assoiffées de sang, ce ne fut pas une éruption volcanique, ni l'écoulement d'un fleuve de lave. Tes canons, mère République, ont été dirigés contre la foule humaine, des cris de douleur ont déchiré l'air, plus de 20 000 cadavres ont jonché les pavés de Paris !

Et tous autant que vous êtes, Français et Anglais, Russes et Allemands, Italiens et Américains, nous vous avons vus déjà réunis en une entente fraternelle, vous entraidant et vous guidant... c'était en Chine (8). Là-bas aussi, vous avez oublié toutes vos querelles intestines, là-bas aussi, vous avez conclu une paix des peuples, pour assassiner ensemble et mettre tout à feu et à sang. Ah ! comme ils sont tombés par rangées entières, avec leur nattes, frappés par vos balles, comme un champ d'épis mûrs fauchés par la grêle. Ah ! comme les femmes en pleurs se sont jetées à l'eau, dans les bras froids de la mort, pour échapper au martyre de vos embrassements brûlants !

Et ils sont tous maintenant à la Martinique, n'ayant à nouveau qu'un seul cœur, qu'une seule âme, ils aident, ils secourent, sèchent les larmes et maudissent le volcan semeur de malheur. Mont Pelée, toi, bon géant, tu peux rire, tu peux jeter d'en haut un regard de dégoût sur ces bienveillants assassins, sur ces prédateurs en larmes, sur ces bêtes féroces en habit de bon samaritain. Mais un jour viendra où un autre volcan fera entendre sa voix de tonnerre, un volcan qui bouillonne et remue, qu'ils y prêtent attention ou non, et il balaiera de la surface de la terre toute cette civilisation hypocrite et souillée de sang. Et ce n'est que sur ses ruines que les nations se rassembleront en une véritable humanité, qui ne connaîtra qu'un seul ennemi mortel, la nature aveugle et morte.

(8) En 1899, un soulèvement populaire anti-impérialiste éclata en Chine du nord. Il fut férocement réprimé en 1900 par les armées réunies des Etats impérialistes sous la conduite du général allemand Alfred comte de Waldersee.

N. B. : Ces notes, comme l'article lui-même, sont empruntées à l'édition allemande des œuvres complètes de Rosa Luxemburg (Berlin-Est, 1974).



Ci-dessus et page précédente : le monument érigé *"à la mémoire des commerçants de Saint-Pierre morts dans la catastrophe du 8 mai 1902"*... qui fit 28 000 victimes !

L'année 1904

(Pierre Roy)

Le 18 juillet 1904, paraît le premier numéro de *L'Humanité*. L'éditorial de Jean Jaurès, en bas à gauche de la première page, intitulé *"Notre but"*, affirme :

"Le titre même de ce journal, en son ampleur, marque exactement ce que notre parti se propose. C'est en effet à la réalisation de l'humanité que travaillent tous les socialistes. L'humanité n'existe point encore ou elle existe à peine. A l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation enfin réconciliée avec elle-même une parcelle de l'humanité."

Jaurès, qui, rappelons-le, mourra dix ans plus tard assassiné par le monarchiste Villain (défendu après la guerre par l'avocat socialiste Alexandre Zévaès, qui le fera acquitter !), affirme ensuite avec optimisme : ***"La grande transformation sociale qui doit libérer les hommes de la propriété oligarchique s'accomplira sans les violences, qui, il y a cent ans, ensanglantèrent la Révolution démocratique et bourgeoise, et dont s'affligeait en une lettre admirable notre grand communiste Babeuf."***

Jaurès, soulignant les divergences inévitables qui existent entre les socialistes de tendances diverses, poursuit en faisant allusion aux anarchistes tenants du syndicalisme révolutionnaire, qui fait du syndicat l'organe de l'émancipation de la classe ouvrière, c'est-à-dire du renversement de l'ordre capitaliste.

"Nous voudrions que le journal fût en communication constante avec tout le mouvement ouvrier, syndical et coopératif. Certes, ici encore, il y a bien des divergences de méthode, et ceux qui tentent de détourner de l'action politique organisée le prolétariat commettent à notre sens une erreur funeste."

Il insiste ensuite : ***"C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde."***

Puis, il met l'accent sur une nécessité vitale à ses yeux : ***"Tout cela ne serait rien et toute notre tentative serait vaine ou même dangereuse si l'entière indépendance du journal n'était point assurée et s'il pouvait être livré par des difficultés financières à des influences occultes."***

L'article de Pierre Roy étudie les circonstances dans lesquelles se déploie l'activité dont Jaurès dessine ici les grandes lignes.

Une année charnière

QUAND le premier numéro de *L'Humanité* dirigée par Jean Jaurès paraît, le 18 avril 1904, beaucoup d'événements se sont produits et-ou sont en marche, au plan intérieur comme au plan international.

Les traits dominants de la situation internationale

Au plan international, ce qui dominera l'actualité pendant toute l'année, c'est la guerre russo-japonaise, qui, du côté du Pacifique, oppose la vieille monarchie tsariste autocratique retardataire et poussive au jeune capitalisme monarchique japonais, non moins autocratique, mais à l'esprit conquérant et lancé dans une modernisation technologique fulgurante. Les deux impérialismes vont se heurter furieusement, provoquant une boucherie épouvantable, notamment du côté russe. La Russie ne sortira de ce conflit qu'en septembre 1905, vaincue et humiliée ; la guerre durant, son régime politique a été fragilisé par les batailles qu'elle a perdues, sur terre et sur mer, ce qui a été une des causes majeures de la révolution de 1905, puisque, à la faveur de cet affaiblissement des institutions vermoulues du tsarisme, les masses populaires se sont insurgées et ont déclenché une grève générale révolutionnaire d'une ampleur considérable. La paix entre le Japon et la Russie sera signée le 29 septembre 1905 à Portsmouth, sous l'égide du président des Etats-Unis, puissance montante, qui s'était entremis.

Dès le début du conflit, des socialistes comme Jaurès s'inquiétaient des conséquences possibles du système des alliances qui liaient la France à la Russie, d'une part, et la Grande-Bretagne au Japon, d'autre part. En réunion publique, à la Bourse du travail de Saint-Etienne nouvellement construite et inaugurée pour la circonstance, Jaurès, le 14 février 1904, avait exprimé ses craintes, prévoyant un scénario possible dont on retrouvera d'ailleurs des éléments à l'identique parmi les causes de la Première Guerre mondiale de 1914-1918.

"La guerre, qui, depuis quelques jours, s'est engagée entre le Japon et la Russie, disait Jaurès dans son intervention, *est bien l'événement international le plus important, le plus grave qui se soit produit dans le monde depuis la guerre de 1870. Cette guerre russo-japonaise peut produire le plus redoutable ébranlement."*

Il évoquait ensuite les conséquences possibles en Asie, dont l'importance politique nouvelle surgissait à ce moment-là dans le monde, puis il évoquait les Etats-Unis, qui se posaient la question

d'intervenir, et enfin l'Europe, qui, *"dans ses Parlements, dans ses peuples,* (était) *en émoi"*. Il ajoutait : *"C'est la première fois, depuis l'origine de l'histoire, que trois continents interviennent à la fois dans le même événement (...)."*

Enfin, il revenait à la France, pour faire part des craintes évoquées plus haut.

L'heure de la mondialisation des conflits avait sonné. Dans le monde entier, grâce au télégraphe et bientôt aux liaisons téléphoniques de pays à pays, on connaît désormais dans un délai très bref les événements qui se déroulent en l'un des points du globe : émeutes raciales anti-Noirs de Springfield, aux Etats-Unis, atrocités au Congo belge perpétrées par la puissance coloniale, expansion impérialiste des grandes puissances, qui se partagent la planète et se heurtent dans leurs appétits respectifs. La Grande-Bretagne ayant proclamé sa neutralité dans le conflit russo-japonais, la France va se rapprocher de celle qui fut longtemps sa rivale, notamment en Afrique, pour mieux essayer de contrer l'expansionnisme allemand, avide de territoires neufs à coloniser. L'Entente cordiale naît cette année-là de ce rapprochement pas nécessairement prévisible. L'impérialisme, au sens où l'entendra Lénine, est à l'œuvre, comme expression nécessaire du capitalisme parvenu à son stade suprême, et toutes les grandes puissances obéissent à sa loi. Processus profond, pas nécessairement perçu de façon claire dans la métropole, même par les grandes figures du socialisme, qui, en général, ne réagissent avec vigueur que lorsque des exactions colonialistes particulièrement inqualifiables sont portées à leur connaissance.

L'action parlementaire du socialisme jaurésien et les élections municipales du 1er mai 1904

Au plan intérieur, la laïcisation de la vie publique initiée par la loi de 1901 sur les associations, qui a soumis les congrégations religieuses à une autorisation préalable, va en s'élargissant. Désormais, la lutte pour la séparation des Eglises et de l'Etat, mise à son programme par le parti dominant, celui des radicaux et radicaux-socialistes, mais partie de ce programme constamment ajournée, va être relayée par le Parti socialiste français de Jaurès. L'unité de la SFIO n'est pas encore réalisée, mais l'année 1904 connaîtra un événement décisif dans ce sens : le VIe Congrès de la Deuxième Internationale se tient à Amsterdam du 14 au 20 août 1904 et vote une résolution pour que les deux partis du mouvement socialiste français fusionnent en une seule formation. Désormais, l'unification est en marche, et elle sera effectuée au Congrès du Globe, à Paris, l'année suivante, le 25 avril 1905 (date de naissance de la SFIO).

Pour l'instant, c'est le parti de Jaurès qui occupe au Parlement une place décisive : il est présent dans la Délégation des gauches, organisme parlementaire permanent qui existait de manière informelle à la Chambre depuis 1893, mais s'était organisé plus solidement en 1902 pour les partis de la majorité ministérielle ; la Délégation regroupe une dizaine de députés de chacune des quatre formations concernées (modérés, radicaux, radicaux-socialistes, socialistes). Cette Délégation des gauches avait pour mission essentielle d'examiner en avant-première les questions qui allaient être soumises à la Chambre et de rédiger motions, textes ou amendements, afin d'éviter tout affrontement public entre groupes de la majorité. Il faut savoir que si Jaurès avait renoncé à toute participation ministérielle, son parti n'en apportait pas moins un soutien décisif au gouvernement Combes, aiguillonnant ce dernier pour qu'il s'oriente franchement vers la séparation des Eglises et de l'Etat, et pour qu'il se dote d'un programme social plus hardi (1).

(1) *"Certes, le Parti socialiste ne peut pas, même un instant, limiter sa propagande au seul problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Non seulement il faut qu'il appelle aussi l'attention du pays sur les réformes proprement économiques, comme l'institution des retraites ouvrières et paysannes, qui sollicitent notre effort immédiat.*

Les élections municipales d'avril 1904 ont doté les communes de très nombreux mairies appartenant au Bloc des gauches. Pour donner une idée de la façon dont ce succès considérable fut ressenti dans les villages où le Bloc des gauches avait triomphé, citons ce petit village de la montagne bourbonnaise, dans l'Allier, Saint-Nicolas-des-Biefs, où, pour marquer l'événement, fut installée sur la place du village une Marianne en buste, à la poitrine généreuse. Sur le socle, on peut lire cette phrase : *"En 1904, sous l'égide de la République, le prolétariat s'est émancipé."* Comme partie constitutive de cette émancipation, Jaurès plaçait au premier plan la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est pourquoi Jaurès y consacre de nombreux discours et de nombreux éditoriaux dans *L'Humanité*, souvent repris comme articles de fond dans des journaux de province se réclamant du Bloc des gauches.

Le 9 avril 1904, Jaurès commente la victoire au conseil municipal de Paris en ces termes :

"C'est une majorité républicaine qui siègera à l'Hôtel de ville : sept sièges ont été conquis sur la contre-révolution, et la ferme discipline des républicains et des socialistes a fait reculer les bandes césariennes et cléricales. Paris est libéré : la République et le prolétariat ont retrouvé leur capitale (...).

La lutte déclarée et prolongée du parti républicain contre la congrégation a obligé tous les citoyens à se reconnaître et à se classer. A mesure que le nationalisme se liait plus étroitement au parti clérical, un malaise grandissait chez les républicains anticléricaux qu'un funeste malentendu avait fourvoyés dans le parti des moines. Et ce réveil de conscience et de raison chez les républicains a suffi à tuer le parti de l'équivoque et du mensonge."

Puis, il énumère les forces de réaction auxquelles les élections venaient de porter un coup très rude : les *"fauteurs de coups d'Etat"*, les *"prétendus libéraux, qui, sous prétexte de tolérance, voulaient livrer l'enfance, c'est-à-dire l'avenir même de la nation, aux entreprises et aux machinations de servitude de la congrégation,* (et auxquels) *il a répondu par une affirmation de laïcité"*, ceux qui jugeaient exorbitant ce que coûtait la mise en place de l'instruction publique, auxquels le vote avait répliqué *« par la parole même si reprochée au président du Conseil* (Emile Combes) *:* "Oui, le Paris de la Révolution est assez riche pour payer l'affranchissement du peuple par l'école laïque" », les *"exploiteurs de patriotisme qui tentaient d'inoculer à la France des haines sauvages et des frayeurs abêtissantes,* (auxquels le vote) *a répondu par (...) un acte de foi en la grande paix humaine que préparent dès maintenant l'effort concerté des démocraties et l'action internationale du prolétariat universel".*

Vers plus de justice sociale ?

Enfin, Jaurès n'oublie pas l'adversaire de classe : *"Contre tous les théoriciens du capitalisme qui prétendaient livrer à des compagnies privilégiées les services municipaux,* (le vote) *a maintenu le droit de la cité à administrer elle-même les intérêts communs. Le socialisme municipal avec la régie du gaz a été confirmé par ce grand plébiscite du peuple de Paris, comme la République, comme la laïcité, comme la démocratie, comme la paix..."*

Et Jaurès ajoute, abordant alors la question sociale :

"Dans ce verdict de la capitale, la majorité républicaine et le gouvernement trouveront une force nouvelle pour l'œuvre indivisible de laïcité et de progrès social (...). Que le gouvernement ne faiblisse pas, qu'il comprenne tout le sens à la fois laïque et social du grand combat qui vient d'être livré, et que, sans négliger l'achèvement nécessaire

Mais il faut qu'il fasse pénétrer dans les esprits, par une démonstration incessante, la magnifique conception collectiviste et communiste qui répond seule à toute l'étendue du problème social. Mais si vaste que soit la tâche du Parti socialiste, il doit porter maintenant une grande part de son effort sur la laïcisation de l'Etat" (éditorial de Jaurès dans *L'Humanité*, 4 juillet 1904).

de l'œuvre de laïcité, il engage résolument la majorité républicaine dans la voie des réformes sociales."

Jaurès conclut son éditorial par la revendication de *"l'évolution de la République vers la justice sociale"*, faisant chuter son propos sur l'exclamation populaire : *"Vive la République sociale !"* En effet, la lutte des classes s'était poursuivie avec plus ou moins d'intensité pendant la première partie du ministère Combes, à travers des grèves vigoureuses, mais essentiellement locales, mettant aux prises tel ou tel secteur de la classe ouvrière avec un patronat féroce et débouchant sur des issues variables. Elle mettait désormais à l'ordre du jour de façon urgente, dans cette seconde phase du même ministère, la satisfaction des principales exigences centrales de la classe ouvrière. Tout se passait pour Jaurès comme si la solution des problèmes de la codification des relations de travail, de la question des retraites ouvrières, allait devenir plus pressante qu'auparavant, compte tenu du renforcement des positions républicaines.

Le ministère Combes, comme tout gouvernement bourgeois, s'efforçait de contenir les manifestations de la lutte de classes dans des bornes compatibles avec ce qu'il estimait être l'ordre public ; durant le printemps et l'été 1904, notamment, les grèves de Brest et Lorient, celle des tisseurs d'Armentières démontraient à qui en aurait douté que la division de la société capitaliste en classes aux intérêts antagoniques était toujours la réalité sociale dominante (2). Les socialistes groupés autour de Jaurès étaient souventes fois écartelés entre leur soutien aux aspects progressistes de la politique du cabinet Combes et leur refus des mesures policières prise au nom de l'ordre public, qui, pour être moins brutales qu'à certaines époques du passé ou dans l'avenir (à partir de 1906-1907), n'en étaient pas moins une donnée de la situation. Jean Jaurès à la Chambre et dans *L'Humanité*, Albert Thomas dans *L'Humanité*, Francis de Pressensé dans la *Revue socialiste* pressaient le gouvernement Combes de mettre en œuvre une politique sociale plus hardie. Ils "engrangeaient" ce qui leur paraissait aller dans le bon sens, mais, évidemment, ils n'étaient ni sourds, ni aveugles face à la condition ouvrière, qui exigeait des mesures plus vastes à prendre rapidement (3).

Brusque accélération des mesures de laïcisation des institutions

Cependant, les développements de la situation peu après les municipales allaient en décider autrement. Car le voyage du président Loubet à Rome, à la fin du mois d'avril, allait être un facteur d'explosion des relations entre la France et le Vatican. La visite de Loubet ne concernait bien évidemment que le gouvernement italien et son chef, le roi Emmanuel III. Or celui-ci incarnait aux yeux

(2) Il faut y ajouter une série de verdicts et de procédures judiciaires concernant directement ou indirectement la classe ouvrière : au cours d'une grève, le feu s'était déclaré dans le logis du patron (affaire de Neuvilly, dans le Nord), et le patronat en rendait responsables les grévistes traduits en justice et risquant de lourdes peines ; ailleurs, la *"justice de classe"* (titre de l'éditorial de *L'Humanité*, 8 juillet 1904) innocentait deux fils d'un patron horloger ayant tiré à Cluses (Haute-Savoie) sur des ouvriers en grève et en ayant blessé certains sérieusement ; un jugement de la Cour de cassation à l'égard d'un ouvrier de Châtillon-Commentry mettait en cause le droit de grève. Dans la magistrature, les républicains les plus fermes, les dreyfusards les plus convaincus sont socialement réactionnaires. La gravité du problème n'échappe pas à Jaurès et à ses amis. Beaucoup d'éditoriaux de *L'Humanité* de 1904 y sont consacrés.

(3) Citons la conclusion d'un éditorial de Francis de Pressensé, ami de Jaurès, député du Rhône, président de la Ligue des droits de l'homme, intitulé *"Justice de classe"* : *"C'est l'une des complications du problème actuel que ce préjugé de classe et de caste inconscient de la magistrature. Il n'y a là, sans doute, qu'une des faces de cette loi universelle et fatale, qui régit une société fondée sur l'antagonisme des intérêts et qui nous interdit de croire aux idylles des harmonies économiques. Ceux-là mêmes qui sont les plus convaincus de la nécessité en démocratie, en République, d'une coopération occasionnelle et temporaire des groupes politiques n'ignorent pas que le point délicat, c'est précisément de faire concorder cette* ***alliance des partis*** *avec la* ***lutte des classes****, qui demeure la donnée fondamentale et constante de notre régime"* (*L'Humanité*, 8 août 1904).

de la papauté le pouvoir civil honni, qui, dans le cadre de la conquête de l'unité italienne, l'avait privé de son territoire, et donc d'une forte partie de sa puissance temporelle. Loubet ignora délibérément le pape, comme il était de son devoir de le faire, ce qui entraîna une cascade de conséquences imprévisibles. Il aboutit à la rupture des relations diplomatiques entre la France et le Vatican.

Le système concordataire, qui, pour dire les choses vite, reposait sur une "concertation" entre le gouvernement français et le Vatican pour la nomination des évêques notamment, ne pouvait plus fonctionner. Il fallait absolument que l'Etat se désimplique d'un système où Napoléon Ier l'avait placé, système dit "du concordat", que les régimes monarchiques et le régime césarien de Napoléon III qui s'étaient succédé au XIXe siècle avaient soigneusement maintenu. Dans le système concordataire, le pouvoir civil était mêlé au religieux et réciproquement, les prêtres et leur hiérarchie étaient payés par le budget des cultes. C'était un système auquel tenait fortement l'Eglise catholique dans son ensemble (elle n'a pas changé d'avis depuis, loin s'en faut !), au premier chef, évidemment, le Vatican et la hiérarchie, alors pléthorique, des évêques et cardinaux de France, les quelques voix catholiques, sincères et-ou naïves, partisanes d'une sorte de retour à une vie ecclésiastique plus frugale, ne reposant que sur les dons des fidèles, étant tout à fait marginales et sans portée pratique.

Depuis la chute du Second Empire et la proclamation de la République le 2 septembre 1870, les gouvernements successifs avaient travaillé dans ce cadre, devenu de plus en plus insupportable aux républicains conséquents. La question de la séparation entre les Eglises et l'Etat était donc régulièrement inscrite sur les agendas des gouvernements qui se succédaient.

L'un des premiers actes de la Commune de Paris fut de supprimer le budget des cultes. Comme le disait Marx, *"les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs les apôtres"*. Cinq ans après l'écrasement de la Commune par Thiers et consorts, et après l'épisode ultraréactionnaire du régime de l'Ordre moral (Mac Mahon), la IIIe République, véritablement fondée en 1876, s'occupa d'abord de laïciser l'enseignement (lois organiques de 1882-1886). La procédure de cette laïcisation fut très longue, puisqu'il faudra attendre la loi de 1901 sur les associations, excluant les communautés religieuses *stricto sensu* (gens vivant en communautés) de pouvoir bénéficier de la loi et soumettant les congrégations religieuses au régime de l'autorisation préalable, pour voir s'achever le processus de laïcisation de l'enseignement public (dans de très nombreuses écoles publiques de filles, en 1900-1901, c'était encore des membres de congrégations féminines qui enseignaient). Même le gouvernement Combes hésitait à s'engager plus loin et n'envisageait pas la séparation.

Jaurès, qui avait mis le problème de la laïcisation complète de l'Etat comme l'exigence démocratique numéro 1 à satisfaire, mit à profit les événements que nous avons relatés (tension, puis rupture entre l'Etat et le Vatican) pour faire passer la question de la séparation du stade des études préliminaires au stade de la discussion parlementaire. Combes, convaincu, annonça le 4 septembre 1904, dans un discours qu'il tint au cours d'un banquet républicain à Auxerre, qu'il engageait son gouvernement dans la voie de la séparation.

Le Rubicon vers la laïcité de l'Etat était en passe d'être franchi.

Ultimes manœuvres cléricales et militaristes

Cette question de la laïcité institutionnelle occupait une place très importante dans les préoccupations, non seulement du Parlement, qui dirigeait alors réellement les affaires du pays, mais aussi des masses laborieuses. On a pu l'accuser d'occulter la question sociale, et les cléricaux de cette époque (thèse reprise par des historiens d'aujourd'hui)

n'ont pas manqué d'enfourcher ce cheval (c'est l'époque où le catholicisme dit social prend une espèce d'essor, conçu comme compensatoire du recul enregistré dans le domaine des institutions).

Les catholiques "sociaux" espéraient aussi trouver là une matière neuve pour s'opposer à Combes, quelque étroite que fût leur marge de manœuvre, car, parmi les patrons sourds aux revendications portées par les grèves ouvrières, nombreux étaient les fidèles en vue de l'Eglise catholique.

Certains parmi eux — et non des moindres — favorisaient et finançaient directement la création des syndicats jaunes, et cherchaient la parade à la lutte de classe dans les formules d'association capital-travail, comme l'encyclique *Rerum Novarum,* quelques années plus tôt, en avait fixé le cadre.

Nous avons vu que, dans les conflits entre le capital et le travail, le gouvernement Combes n'interdisait pas à son ministre de l'Intérieur (Combes occupait d'ailleurs lui-même ce poste) de prendre des mesures militaires (4) et policières pour maintenir l'ordre là où, dans un conflit social localisé, il l'estimait en cause.

La préservation du soutien de Jaurès et de ses amis au gouvernement obligeait néanmoins le gouvernement Combes à une certaine prudence en cette matière, et des consignes plutôt libérales étaient données aux préfets et aux juges de paix pour éviter les affrontements.

Pour Jaurès, si l'on voulait en finir avec ces situations de conflit violent, il fallait traiter la question sociale sur le fond. Il était confiant dans la capacité des réformes à faire advenir une société nouvelle, débarrassée de la loi du profit. Avec le recul, évidemment, on peut taxer d'irréaliste cette vision sociale, mais on ne peut nier qu'elle favorisa l'adoption d'un certain nombre de mesures protégeant les travailleurs, au moins a minima, le tout dans un contexte où s'accomplissait cette conquête démocratique majeure qui avait pour nom : laïcité.

D'ailleurs, la classe ouvrière, dans sa masse profonde, était entièrement gagnée à la cause laïque et il ne faudrait pas croire qu'elle opposait ses revendications propres à la laïcité de l'Etat, qu'il fallait conquérir, considérait-elle, y compris pour ses intérêts de classe. Les pêcheurs en eau trouble du catholicisme social n'eurent donc guère de succès.

La formation de Jaurès se retira de la Délégation des gauches à l'automne, après le Congrès international d'Amsterdam signalé plus haut. C'est alors que s'ouvrit une nouvelle trappe pour piéger les partisans de la loi de séparation.

Le ministre de la Guerre, le général André, soucieux de démocratiser autant que faire se pouvait l'institution militaire du corps des officiers, dont l'affaire Dreyfus encore toute "chaude" (5) avait montré le degré de pénétration par la religion catholique, l'antisémitisme et le nationalisme, avait eu recours à ses relations franc-maçonnes pour connaître l'état d'esprit des officiers. Inutile de dire que le scandale fut grand (affaire des fiches) et que la réaction cléricale, qui, en la matière, n'avait pourtant de leçons à donner à personne, cria haro sur le baudet.

André dut démissionner en novembre 1904. Mais il avait eu le temps de déposer un projet de loi qui supprimait les dispenses dont pouvait jouir notamment le clergé, et qui ramenait le service militaire à deux ans.

L'année suivante, son successeur reprit ce projet à son compte et le fit adopter par le Parlement.

Conclusion

L'année 1904 avait donc vu paraître le 18 avril le premier numéro de *L'Humanité,* fondée par Jaurès dans le

(4) N'oublions pas qu'à cette époque, outre la gendarmerie, les troupes de ligne étaient requises pour le maintien de l'ordre.

(5) Rappelons que le deuxième procès en appel devant le conseil de guerre, à Rennes, en août 1899, avait de nouveau déclaré coupable le capitaine Dreyfus mais... *"avec circonstances atténuantes"* (!). On sait qu'il fut ensuite gracié, avant que l'amnistie n'intervînt pour tous ceux qui avaient été impliqués dans l'Affaire. Or, en 1904, s'ouvre la procédure judiciaire qui aura à trancher sur la demande de réhabilitation formulée par Dreyfus. L'affaire Dreyfus est encore alors d'une totale actualité.

contexte politique que nous avons essayé de retracer. D'entrée de jeu, ce journal s'était situé du côté de la paix, du côté de la laïcité et du côté du progrès social. Et tout cela, non pas seulement dans les mots, mais dans les faits.

Ce journal, incontestablement, jouait un rôle dans les événements eux-mêmes ; la publication par lui de la note pontificale complète comportant un passage attentatoire à l'indépendance de l'Etat a été, en effet, un facteur d'accélération de la laïcisation de la société vigoureusement entreprise par le gouvernement Combes, mais qui demeurait en quelque sorte à mi-chemin.

Nul doute que le discours d'Auxerre dont nous avons parlé doit beaucoup au rôle joué par *L'Humanité* et par Jaurès, dont elle répandait la pensée et dont elle traçait à l'intention de ses lecteurs les grandes orientations pour agir.

La préparation de la grande loi de séparation des Eglises et de l'Etat, définitivement adoptée le 9 décembre 1905, lui doit une contribution décisive.

Pierre Roy

La grève générale des postes de novembre 1905 en Russie

(d'après N. A. Ivanov et V. V. Chelokhaiev)

Le n° 25 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, entièrement consacré à la révolution russe de 1905, a présenté les principaux événements de cette révolution. Ce numéro et les suivants comportent et comporteront des articles éclairant certains aspects plus particuliers de cette révolution. Ce numéro publie une adaptation d'un article de deux historiens soviétiques sur la grève des postiers, corporation en 1905 extrêmement hiérarchisée, totalement privée de toute forme d'organisation. Les numéros suivants publieront un article sur la grève des employés, sur le soviet d'Ivanovo-Voznessensk et sur l'attitude de l'Eglise orthodoxe face à la révolution.

Grève, syndicat et soviet...

LES postes et télégraphe employaient 50 800 personnes en 1904, fonctionnaires divisés en 6 catégories (1) et "employés inférieurs" (facteurs, coursiers et gardiens). Les hauts fonctionnaires qui formaient l'encadrement, très peu nombreux (3 % environ de l'ensemble des fonctionnaires), étaient plus étroitement liés à l'appareil d'Etat et à la bourgeoisie, mais les conditions d'existence de la grande majorité étaient proches de celles de la classe ouvrière. Ils étaient généralement recrutés dans leur propre milieu ou dans la petite bourgeoisie, surtout urbaine. Le gouvernement s'efforçait de maintenir un certain esprit de caste chez les fonctionnaires et de ne recruter que des éléments sûrs.

Des conditions de travail accablantes et des salaires de misère

Lénine avait remarqué l'extrême exploitation subie par ces employés. Aux opérations postales proprement dites, s'étaient ajoutées, à partir de 1885, le fonctionnement du télégraphe, puis, au début du XXe siècle, les opérations d'épargne. Le trafic était en constante augmentation, de nouveaux appareils (le télégraphe Hugues) exigeaient une attention constante. A cette intensification du travail s'ajoutait souvent un allongement de la journée de travail, qui était de 12 à 14 heures (parfois même de 16 à 18 heures) suivant le volume de correspondance à traiter. Les gardes de nuit étaient courantes.

Quant au salaire, il était extrêmement bas : 36 roubles 75 kopecks par mois pour les fonctionnaires de 5e catégorie, de 28 roubles 40 à 24 roubles 50 pour ceux de 6e catégorie (catégories auxquelles appartenaient, en 1905, 78 % des fonctionnaires). Les facteurs étaient payés de 12 à 33 roubles, les coursiers et gardiens de 10 à 23 roubles par mois. Lénine notait que *"les employés les moins payés n'avaient littéralement qu'un salaire de famine"*. De plus, ils n'avaient pas de congés payés, ni d'arrêts de maladie, et n'avaient droit à une retraite qu'après 50 ans de service.

Le ministère des Postes avait des fonctions de police (perlustration de la

(1) En russe, tchinovkik. En 1722, Pierre Ier instaure un système qui lie noblesse et service de l'Etat : tout noble est astreint au service de l'Etat (dans l'administration, l'armée ou à la cour) et les emplois d'Etat sont strictement hiérarchisés, selon la "table des rangs", divisée en 14 grades (tchin) ; même le grade le plus bas donne accès à la noblesse (pour son détenteur), à partir du 8e grade à la noblesse héréditaire ; la condition misérable des fonctionnaires les plus modestes a été immortalisée par Gogol dans le *Manteau*.

correspondance, copie, photographie, confiscation des lettres et télégrammes), ce qui indignait une partie des employés.

Les revendications

La révolution qui commençait favorisa la radicalisation des éléments les plus conscients. De larges couches se mirent en mouvement dans le cadre d'une campagne de pétitions. D'après des données incomplètes, en mars-mai 1905, les employés de 16 villes rédigèrent des pétitions à leur direction locale et aux autorités, pensant encore pouvoir améliorer leur situation matérielle et leurs droits par des voies "légales". Ce mouvement était déjà un pas en avant. Cette campagne de pétitions a aidé à élaborer des revendications unies, à prendre conscience d'intérêts communs. Elles concernaient la diminution de la journée de travail (à 6 heures pour les télégraphistes et 8 heures pour les employés des postes), l'augmentation des salaires (de 50 % sur le salaire de base et de 30 % sur les indemnités de logement, l'alignement des plus bas salaires sur celui des facteurs, la suppression des amendes), les assurances sociales (un mois de congé annuel, aide médicale gratuite, limitation de l'ancienneté à 25 ans, montant des retraites, etc.), modification du droit du travail (introduction d'une progression à l'ancienneté, limitation de l'arbitraire des supérieurs etc.).

Plusieurs comités du POSDR diffusèrent des tracts spécifiques adressés aux employés des postes et télégraphe, à Irkoutsk (en mars), Moscou (en mai), Kharkov (en juin), en Lettonie, etc. Tout en soutenant les revendications économiques des employés, les bolcheviks liaient ces revendications aux mots d'ordre politiques de lutte contre l'autocratie, de convocation d'une Assemblée constituante, de l'instauration d'une république démocratique, et, également, au but ultime de la classe ouvrière, à la lutte pour le socialisme. Ces tracts dénonçaient la politique du gouvernement et de la bourgeoisie, expliquaient l'insuffisance des formes légales de lutte, appelaient à la grève générale et à la lutte armée.

La grève générale d'octobre 1905

Aux côtés des employés des chemins de fer, du commerce et de l'industrie, des transports urbains, des administrations, de nombreux employés des postes et télégraphes prirent une part active à la grande grève politique nationale d'octobre 1905, notamment à Moscou, Samara, Vilno, Irkoutsk, Nijni Novgorod, etc. Les ouvriers firent beaucoup pour entraîner les employés des postes dans la grève. A Moscou, les employés de la poste centrale et du télégraphe participèrent à des réunions communes avec les ouvriers et les employés des chemins de fer et leur demandèrent de les aider à organiser la grève. A Samara, des manifestants firent cesser le travail dans des locaux de la poste, à Sormovo, le travail du télégraphe fut interrompu avec l'aide des ouvriers de l'usine de Sormovo.

Différentes catégories d'employés, d'ouvriers de petites entreprises constituaient rapidement leurs syndicats. Souvent même avant les ouvriers des grandes entreprises.

La formation du syndicat

Le centre de constitution du syndicat des postes fut Moscou, où, depuis 1902, il existait à la poste centrale un groupe clandestin d'employés, dirigé par le facteur bolchevique V. Mouraviev. Le syndicat national des cheminots (BJC) joua également un rôle important, son programme et ses statuts servirent de modèles au syndicat des postes. En juillet 1905 fut constitué un groupe clandestin pour l'organisation du syndicat, et, en août, un bureau provisoire. Pendant la grève d'octobre, le 14, un bureau central du Syndicat national des employés des postes et télégraphe fut élu lors d'un meeting des travailleurs des communications ; le 22 octobre, le programme et les statuts du syndicat furent adoptés, publiés dans le journal *La Poste-Soir* et diffusés pour discussion dans toutes les localités. Il était annoncé qu'il fallait élire au plus tôt des délégués au congrès qui

devait se tenir dans les quinze premiers jours de novembre.

L'appel à la constitution d'un syndicat fut bien accueilli, et, d'après des données incomplètes, il comptait dès l'automne 46 000 membres. La direction modérée du syndicat surestimait visiblement le manifeste tsariste du 17 octobre, qui promettait un certain nombre de libertés et la création d'une Douma (Assemblée).

Elle en appela plusieurs fois au gouvernement tsariste, espérant améliorer la situation des employés dans le cadre de la loi. Le gouvernement déclara que la liberté de se syndiquer proclamée dans le manifeste ne s'étendait pas aux employés de l'Etat, et que ceux qui se syndiquaient s'exposaient à être licenciés. Le congrès fut interdit et les initiateurs du syndicat licenciés.

Les employés comprirent qu'il fallait une action plus décidée. Ils empruntèrent à la classe ouvrière l'idée de la grève, les ouvriers ayant démontré dans la pratique l'efficacité de la grève de masse révolutionnaire. A la fin octobre, la question du recours à la grève fut incluse dans le projet de statut du syndicat.

A partir du début novembre 1905, les employés commencèrent à se prononcer de plus en plus souvent pour la grève dans les meetings de nombreuses villes. Prenant en compte cet état d'esprit, la direction du syndicat appela à se préparer à la grève et la mit à l'ordre du jour du congrès national, convoqué à Moscou le 15 novembre. Le congrès devait discuter de la date de la grève, de son organisation, de son caractère, des contacts avec les autres syndicats et les partis.

Les mesures répressives du gouvernement accélérèrent le mouvement. Ayant appris le licenciement de membres actifs, la direction du syndicat envoya au matin du 15 novembre un télégramme à Witte, menaçant d'appeler à la grève s'ils n'étaient pas réintégrés. N'ayant pas reçu de réponse de Witte dans les douze heures fixées, le congrès appela tous les employés des postes et télégraphe à cesser le travail. La veille, le 14, la grève avait déjà commencé à Irkoutsk, Tchita, Omsk.

15 octobre : la grève

La grève eut un caractère général. La mobilisation révolutionnaire dans le pays, l'exemple de la grève d'octobre, l'organisation croissante des employés dans le syndicat favorisèrent le mouvement. Le fait que le réseau des postes et téléphone formait un tout, que les employés avaient un employeur unique, poussait également les personnels à unifier leur mouvement. La grève toucha les bureaux de poste et télégraphe de 227 villes de Russie, de nombreux centres postaux dans les chemins de fer et dans l'armée. D'après des données très incomplètes de la direction centrale des postes et télégraphe, en novembre-décembre 1905, 9 667 employés étaient en grève dans 28 circonscriptions postales (soit 66 % du personnel de ces circonscriptions). Les télégraphistes, surtout les "iouzistes" *(ceux qui assuraient le fonctionnement du télégraphe Hugues — NDT)* prirent une part active à la grève. Souvent, ils jouaient un rôle dirigeant dans les comités de grève, dans l'organisation des services d'ordre. Les fonctionnaires les plus modestes, en particulier les facteurs, manifestèrent également beaucoup de détermination et d'opiniâtreté dans la lutte. A la poste centrale de Pétersbourg, il y avait 29,4 % de grévistes (317 personnes), mais les employés de rang inférieur étaient tous en grève. A Orlov, il y avait 36,6 % de grévistes, pour la plupart de rang inférieur, à Kharkov 61,8 %, 68,7 % de rang inférieur. A Riga, la grève était presque totale, sauf chez les employés de rang supérieur. Il en était de même à Libav, Mitav, Revel et autres villes des pays Baltes. Les fonctionnaires de rang supérieur étaient en général hostiles à la grève et formaient le noyau de briseurs de grève. Mais dans certains cas, ils participaient à la grève, et même la dirigeaient, comme à Kharkov et Odessa.

Localement, la grève était dirigée par les comités syndicaux locaux ou par des comités spécialement créés à l'exemple des comités de grève ouvriers. Il y a eu des comités de grève à Pétersbourg, Moscou, Orlov, Briansk, Odessa, Khar-

kov, Samara, Ekaterinoslav, Irkoutsk, Novorossiïsk, Riazan et bien d'autres villes.

Un congrès fondateur

La direction commune de la grève s'efforça de tenir un congrès, d'y établir et développer les revendications, de concrétiser les buts de la grève, d'organiser l'aide aux grévistes ; une commission spéciale fut créée pour répartir cette aide. Néanmoins, cette "direction commune" était limitée. Localement, les événements se développaient en fonction des conditions locales. Cette tentative pour coordonner le mouvement à l'échelle de tout le pays était cependant importante. En même temps, la grève influença directement les travaux du congrès.

On sait très peu de chose sur la composition sociale et l'appartenance politique des participants au congrès, mais il apparaît que la plupart étaient des fonctionnaires de rang supérieur. Le président, Parfenenko, était un fonctionnaire de deuxième rang, le président du comité de Moscou, Miller, un employé aux expéditions. Un membre de la direction, Dvoujilniï, était ingénieur électricien ; un membre de la direction élue par le congrès, Oudalov, était facteur. Parmi les membres de la direction provisoire, Massanov et Simiguine étaient des sociaux-démocrates, Parfenenko, Povkh et Akimov défendaient les positions des S-R, Dvoujilniï était plutôt libéral.

La représentation au congrès devait assurer une égalité exemplaire entre les fonctionnaires de rang supérieur et inférieur ; il ne devait pas y avoir plus de quatre délégués par province : deux devaient être de rang inférieur ou facteur, et deux (sur les quatre) représenter un établissement important. Il y avait 109 délégués au congrès, dont 85 fonctionnaires et 18 facteurs.

Deux tendances

Parmi les délégués, il y avait des sociaux-démocrates, des S-R, quelques libéraux, mais la plupart étaient sans parti et leur position n'était pas déterminée à l'avance. Aux cours des travaux du congrès, deux tendances se firent jour : une tendance modérée, qui voulait se limiter aux questions économiques, et, même après le début de la grève, rester dans le cadre du manifeste ; et une tendance révolutionnaire, qui liait la lutte économique à la solution des principales questions politiques, qui voulait agir activement contre le gouvernement et s'unir à la classe ouvrière. Cette dernière tendance se renforça au cours du congrès, et, en définitive, y exerça une influence décisive. Ce processus de radicalisation fut assez rapide sous l'influence de trois éléments : la poussée d'en bas des employés en grève, qui avaient joué un rôle actif dans la grève et élaboré des revendications plus radicales ; l'influence de la classe ouvrière et celle du Parti bolchevique ; les mesures répressives du gouvernement.

Dans le programme et les statuts du syndicat, les revendications avancées pendant la campagne de pétitions furent généralisées, développées et concrétisées. Le programme posait la question de l'instauration d'une rémunération mensuelle minimale (50 roubles pour les fonctionnaires, 30 roubles pour les employés les moins bien payés, 25 pour les stagiaires) et d'une augmentation à l'ancienneté, tous les trois ans. Etaient revendiquées une Sécurité sociale étatique, la suppression des grades, des signes distinctifs, des uniformes, l'amélioration du niveau culturel des employés. Il est significatif que les travailleurs de ce secteur aient fait le lien entre l'amélioration de leur situation matérielle et celle du service des postes et télégraphe dans son ensemble, ce qui était impossible sans une démocratisation générale de tout le système social, économique et politique du pays. Etaient inclus dans le programme la convocation immédiate d'une Assemblée constituante, et, dans les statuts, l'exigence de l'établissement en Russie d'une république démocratique. Les délégués jugeaient nécessaire de se battre pour la réalisation effective des droits de réunion, de syndicalisation, de grève, de la liberté de parole, de la presse, d'invio-

labilité de la personne et du domicile. Deux résolutions exigeaient la suppression de la censure sur le courrier et la presse.

Un appel adopté au congrès le 21 novembre affirmait que la grève était, en fait, dirigée contre le gouvernement, et que la victoire des employés des postes et télégraphe était celle du peuple tout entier.

Ouvriers et employés au coude à coude

Un service d'ordre ouvrier montait la garde des centres postaux, aidaient à éloigner les briseurs de grève. Dans toute une série de centres industriels, les employés des postes et télégraphe avaient établi un contact permanent avec les ouvriers des principales entreprises, à Nijni-Novgorod avec les ouvriers de l'usine Sormov et de la fabrique Dobrov, à Kharkov avec ceux de l'usine de locomotives et de l'usine Guelfer-Sade, à Briansk avec ceux de l'usine de rails Bejisk ; à Perm, six dirigeants de la grève des postes et télégraphe qui avaient été arrêtés furent libérés après que les ouvriers de l'usine Motovilikhinski eurent menacé de se mettre en grève pour obtenir leur libération. Les ouvriers du textile de Moscou décidèrent de boycotter les entreprises qui envoyaient des briseurs de grève dans les centres postaux. A Ekaterinoslav, où le directeur des postes avait décidé d'inculper les grévistes, le gouverneur dut annuler cette décision, reconnaissant qu'elle était prématurée *"en raison de l'excitation des ouvriers"*.

Des liens furent également établis avec les cheminots (à Gomel, Poltava, Ekaterinoslav, Rostov sur le Don, Kharkov, etc.). A Vologda, il y eut des meetings communs.

En règle générale, l'atmosphère dans les meetings était plus décidée et combative qu'au congrès. La résolution adoptée le 25 novembre au meeting des employés des postes et télégraphe de Moscou affirmait qu'ils *"rejoignaient la lutte de toute la classe ouvrière pour la libération totale (...), étaient profondément convaincus que seule l'action unie de tous les exploités, de tous les travailleurs peut mettre fin à toutes les formes d'oppression et d'exploitation"*. Celui du 28 novembre soulignait : *"Toute la classe ouvrière est à nos côtés"*, et disait dans son appel : *"Vive l'union de toute la classe ouvrière ! A bas le gouvernement !"*

Les rapports entre le syndicat et les partis

Le congrès était plus divisé. Après de longues discussions, il décida de ne soutenir totalement les positions d'aucun parti et de laisser à divers groupes la liberté de se constituer à condition d'adopter au minimum le programme politique et professionnel du syndicat. Dans son activité sociale et politique, le syndicat pouvait passer des accords d'unité d'action avec d'autres organisations (partis, syndicats), si celles-ci n'étaient pas opposées à son programme. Ainsi, le congrès se situait en opposition avec les organisations monarchiques-bourgeoises du type cadet (2) et affirmait la possibilité de s'unir avec les partis et syndicats qui exigeaient la convocation d'une Assemblée constituante et d'une république démocratique. Il est caractéristique que le congrès ait donné aux comités locaux le droit d'entrer en relation seulement avec des organisations prolétariennes.

Quelles furent les conséquences pratiques de ces positions ? On sait qu'il y eut des liens avec le syndicat national des chemins de fer en la personne de Bogdanov, Alexandrov, Vorobiev, avec le comité de grève de Moscou, qui, surgi pendant la grève d'octobre, comptait des membres d'origines diverses, y compris des libéraux de gauche. Mais l'influence des libéraux était paralysée pendant la grève, il leur fallait rester à la remorque des organisations révolutionnaire pour ne pas perdre la confiance des masses et

(2) Pour KD, Parti constitutionnel démocrate.

de se compromettre aux yeux des démocrates petit-bourgeois. Il est intéressant de citer l'intervention de l'aile gauche du comité de grève de Moscou à la séance du congrès du 16 novembre : *"L'union et l'armement du prolétariat, ce sont nos moyens, le socialisme, c'est notre drapeau... Vive le Parti ouvrier russe social-démocrate, sous la direction duquel lutte le prolétariat."*

Les représentants du courant modéré du syndicat considéraient qu'il était indispensable de se tenir *"hors des partis politiques unis dans le comité de grève"* et multipliait les efforts pour adhérer à l'Union des unions. Mais le 20 novembre, le congrès rejeta cette proposition, qualifiant l'Union des unions d'organisation bourgeoise, qui ne répondait pas aux intérêts de la classe ouvrière. Tout ce que purent obtenir Dvoujilniï et ses compagnons d'idées fut que, sans adhérer à l'Union, on y délègue un député avec voix consultative pour que les décisions de l'Union ne soient pas obligatoires pour les employés des postes et télégraphe.

Les liens du syndicat et du soviet

C'est avec le soviet que le syndicat établit les liens les plus solides et systématiques, reconnaissant son rôle dirigeant.

C'est le comité de Pétersbourg qui établit le premier des contacts avec le soviet, cinq de ses représentants en devinrent membres, dont trois participaient au comité exécutif. A Pétersbourg, le soviet apporta une aide active et dirigea, en fait, la grève des postes et télégraphe. La séance du soviet du 19 novembre fut presque entièrement consacrée à cette grève : il y eut un rapport sur son déroulement, une adresse aux télégraphistes des chemins de fer, les appelant à se joindre à la grève, fut adoptée, etc. Le soviet rédigeait des appels, organisait des meetings et y envoyait des représentants. Ils mettait des locaux à leur disposition, donnait ses instructions pour la fermeture des centres (habituellement avec l'aide des ouvriers des usines avoisinantes) et l'élimination des briseurs de grève. Le soviet exigea de l'entreprise Guerard Gueï, qui avait pris l'initiative d'organiser l'expédition du courrier par voie ferrée, qu'elle cesse le transport du courrier gouvernemental. Le soviet aidait également les grévistes financièrement. A sa séance du 19 novembre, il leur attribua 2 500 roubles ; de plus, un fonds de grève fut constitué. Le soviet constitua une commission spéciale d'aide aux grévistes, à laquelle participaient des représentants des partis révolutionnaires.

Le 16 novembre, des députés du soviet de Pétersbourg prirent la parole au congrès national des employés des postes et télégraphe. Leur proposition de faire partie du soviet, car *"il est à la tête du mouvement de libération, et, pour obtenir la défaite complète de l'ancien régime, il faut marcher main dans la main avec cette puissante organisation"*, obtint un large soutien. Une résolution fut adoptée à l'unanimité pour *"joindre à l'organisation nationale de la classe ouvrière le soviet des députés ouvriers réuni en ce moment à Pétersbourg et ses sections locales"*.

Le soviet de Moscou porta une grande attention à la grève des employés des postes et télégraphe. A la séance du soviet du 5 décembre, où était discutée la question de l'appel à la grève générale, assistait un représentant du congrès des employés des postes et télégraphe. Il en fut de même dans nombres de soviets locaux. La grève des employés des postes et télégraphe était à l'ordre du jour des séances du soviet d'Odessa des 24 novembre et 6 décembre. Le 6 décembre, un représentant permanent des employés des postes et télégraphe fut élu au soviet. A Novorossiïsk, le comité de grève des employés des postes et télégraphe et le soviet collaborèrent dès le début de la grève politique de décembre.

A Taganrod, les employés des postes et télégraphe adressèrent une plainte au soviet, leur direction menaçant de licencier et de priver de salaire les participants à la grève. Le soviet de la ville exigea de la direction qu'elle ferme immédiatement le centre postal. Le soviet de

Bakou déclara la grève générale le 14 décembre et inclut dans les revendications la satisfaction immédiate des besoins des employés des postes et télégraphe et des chemins de fer.

La grève et la bourgeoisie libérale

La bourgeoisie libérale s'efforçait de contenir le mouvement des employés des postes et télégraphe dans le cadre d'une lutte syndicale pacifique et s'efforçait d'obtenir le soutien de certains dirigeants du syndicat. Les libéraux accusaient le gouvernement de pousser à la grève par la répression au lieu de laisser le syndicat se constituer et de faire quelques concessions. Condamnant la grève, qu'ils qualifiaient de *"moyen anarchique de lutte"*, minant et détruisant l'économie, ils affirmaient que, par la grève, les employés s'aliénaient la "société" bourgeoise, dont les membres étaient forcés de faire le travail des grévistes. Ainsi, des représentants du comité de la Bourse de Moscou, des sociétés commerciales Vogaou, Kouznetsov, Miur-Meriliz, etc., sous la direction de l'industriel Riabouchinski, faisaient le tri du courrier à la poste centrale de Moscou. Ils y travaillaient main dans la main avec les membres de l'"Union du peuple russe", organisation pogromiste dirigée par le prince Kozlovski.

Le congrès interdit

Le congrès des employés des postes et télégraphe subit répression et poursuites : il fut fermé et dispersé par la force, tous les délégués pris en filature. Conformément à la circulaire secrète du 16 novembre, de nombreux dirigeants du syndicat furent arrêtés, comme *"instigateurs et agitateurs"* de la grève. Le 29 novembre, Nicolas II promulgua un oukase permettant aux autorités locales de déclarer l'état de garde renforcée et extraordinaire pour lutter contre la grève dans les postes et chemins de fer. Le 2 décembre, un oukase spécial définissait les peines pénales encourues par les grévistes. Le gouvernement refusait aux grévistes même le paiement du mois précédant la grève, les chassaient en plein hiver de leurs logements de fonction.

Simultanément, le gouvernement tentait également de débaucher et de corrompre les grévistes. Dès le début novembre, il avait promis d'améliorer la situation des employés dans le cadre des moyens prévus pour 1906. Une circulaire du ministre Dournovo du 26 novembre divisait les grévistes en trois catégories : ceux qui s'étaient joints à la grève *"par manque de courage et par peur"*, à qui elle promettait d'être réintégrés et de recevoir des subsides ; les participants conscients à la grève qui ne seraient pas repris ; enfin, les dirigeants et "instigateurs", qui seraient déférés devant les tribunaux. De plus, le gouvernement annonçait l'augmentation des rémunérations des fonctionnaires de 6e catégorie et des directeurs des postes de campagne. Toutes ces mesures visaient à diviser les employés et à briser la grève.

Le 6 décembre, lors de sa dernière séance, le congrès des employés des postes et télégraphe décida de se joindre à la grève générale politique qui devait commencer à Moscou le 6 décembre. Bien que la décision fût prise au moment où la grève refluait, dans certaines villes où les employés étaient particulièrement combatifs et avaient des liens étroits avec la classe ouvrière, ils participèrent activement à la grève politique et à l'insurrection armée.

La grève des employés des postes et télégraphe désorganisa la vie économique, politique et culturelle du pays, obéra l'activité de l'appareil d'Etat. Le fonctionnement du ministère de la Guerre et d'autres secteurs gouvernementaux fut paralysé. En coupant les relations téléphoniques et télégraphiques du centre avec la province, la grève rendit plus difficile l'écrasement du mouvement révolutionnaire, qui, en novembre 1905, a soulevé les ouvriers, les paysans et l'armée.

Adapté par Catherine Dorey

LA ONZIÈME HEURE

L'ombre de Louis XVI (au Tsar). — « Mettez-vous du côté de votre peuple, Sire, pendant qu'il en est temps encore. Moi, je m'y suis pris trop tard ! »

Composition de Linley Sambourne (*Punch*, de Londres, 15 novembre 1905.)

Le premier soviet de Pétersbourg (1905) : une lettre de lecteur et une réponse

(Jean-Jacques Marie)

LE PEUPLE RUSSE PRÉPARANT LE CERCUEIL DU TSAR

— Nicolas, tu l'as voulu !

(*Avanti*, de Rome, 1906.)

Une légende

CHER CAMARADE, je t'envoie ce passage de l'ouvrage de Voline, *La Révolution inconnue* (éditions Verticales, 1977). Je m'étonne en effet de l'introduction des *Cahiers du mouvement ouvrier* sur 1905, dans laquelle la rédaction déclare que les anarchistes n'ont joué aucun rôle dans la révolution, alors que Voline présente, dans ce texte, les conditions de la création du premier soviet de Pétersbourg. La question de l'exactitude des faits relatés n'est pas anecdotique, elle est décisive, car elle pose le problème du rôle que remplit — ou non — un parti politique dans les formes d'organisation que se donne le mouvement ouvrier dans une situation révolutionnaire.

Question importante en 1871 à Paris, en 1905 à Petrograd, et bien évidemment aujourd'hui.

J.-M. Delaye (Brumath, 67)

DANS *La Révolution inconnue* (pp. 86 à 91), Voline raconte en effet les événements du 9 janvier et affirme qu'un premier soviet de Pétersbourg a été formé chez lui en janvier, a vécu plusieurs semaines et a compté dans ses membres le futur président du soviet de Pétersbourg, Nossar, plus connu sous le nom de Khroustalev-Nossar.

Mais ce récit rédigé un quart de siècle après les faits (dans les années 1930) comporte des inexactitudes et des invraisemblances très nombreuses...

Voline affirme que la grève de Pétersbourg en janvier 1905 *"ne fut déclenchée par aucun parti politique, par aucun organisme syndical (à l'époque, il n'y en avait pas en Russie), ni même par un comité de grève. De leur propre chef et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent usines et chantiers"* (p. 86). C'est faux. La grève a été votée et décidée par l'Association des ouvriers de Pétersbourg, syndicat jaune à l'origine, fondée et dirigée par Gapone, et forte alors de plus de 11 000 adhérents. C'est bien à cause de cette responsabilité que le gouvernement dissoudra cette association, pourtant née sous sa bénédiction, dès le lendemain du 9 janvier.

Ensuite, selon Voline, *"une huitaine de jours après le 9 janvier"*, soit le 16 ou le 17, un homme vint lui rendre visite, l'avocat Nossar, qui lui propose d'organiser l'aide aux grévistes. Nossar réunit de l'argent ; le lendemain et les soirées suivantes, *"pendant quelque temps"*, écrit Voline, *les journées furent*

consacrées à la récolte par Nossar et à la distribution par Voline et ses amis de secours aux grévistes". "Cependant, écrit-il, *la grève tirait à sa fin"* (p. 88)... Et pour cause, puisque, à Pétersbourg, elle avait pris fin le 15 janvier, donc avant la rencontre entre Nossar et Voline.

Enfin, c'est après tout ce temps (vers le 25, donc) qu'apparut l'idée du premier soviet, que Voline présente curieusement comme *"une sorte de permanence ouvrière sociale"* en ces lignes : *"On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme, qu'on appela pour la première fois conseil (soviet) des délégués ouvriers"* (p. 89).

Cette phrase appelle deux remarques : si l'on informe les ouvriers de **toutes** les grandes usines de la capitale, comment peut-on procéder aux élections des membres de cet organisme *"dans l'intimité"* ? Et si ce sont des élections *"dans l'intimité"*, cela n'a rien à voir avec un soviet. Bien sûr, les ouvriers proposent à Voline d'être le président de cet étrange organisme. Voline refuse, car il n'est pas ouvrier. Nossar accepte. *"Le premier soviet était né."* Nossar *"devenait président de l'organisation : poste qu'il conserva par la suite jusqu'à son arrestation"* (p. 90). Mais non : Nossar fut élu président du soviet le 17 octobre 1905.

Voline doit expliquer comment il se fait que personne n'a jamais entendu parler de ce prétendu premier soviet, qui, pourtant, affirme-t-il, *"pendant plusieurs semaines, siégea assez régulièrement, tantôt ouvertement, tantôt en cachette. Il publiait une feuille d'informations ouvrières :* Les Nouvelles *(Izvestia) du soviet des délégués ouvriers. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale (...). Un peu plus tard, poursuivi par le gouvernement, ce premier soviet dut cesser presque totalement ses réunions"* (p. 90).

Affirmations extraordinaires :

1) Personne n'a jamais parlé de ce premier soviet (à commencer par son prétendu président)... comme doit le reconnaître Voline (*"Nul ne pouvait savoir ce qui s'était passé dans l'intimité d'une chambre privée"* où se serait donc réuni ce soviet, dont, selon Voline, *"le nombre de délégués devint imposant"*) (p. 90). Voline devait donc avoir une très grande chambre ! *"Nossar (...) n'en a probablement jamais parlé à personne. De toute façon, pour autant que je sache, il n'a jamais raconté ces faits publiquement "* (pp. 90-91). Et pourquoi donc se serait-il imposé ce silence ? Pourquoi cacher ce qui aurait été à l'évidence un mérite et un titre de gloire ? Voline se garde bien de tenter d'expliquer cette étrange discrétion. Personne, ensuite, n'a jamais trouvé de trace des prétendues premières *Izvestia*. La police qui a persécuté ce premier soviet, selon Voline, et dont les mouchards rédigeaient des rapports circonstanciés... n'a pas dans ses dossiers et archives la moindre trace de ce soviet prétendu.

2) Une conclusion s'impose d'elle-même : Voline a fabulé. Son soviet à la fois *"imposant"* par le nombre de délégués et réuni dans *"l'intimité d'une chambre privée"* est un mythe consolateur pour le vieil anarchiste. Son honnêteté n'est pas en cause, seulement sa mémoire, qui a comblé les failles du passé par les rêves du présent. Ce soviet est à ranger au rang des légendes.

Jean-Jacques Marie

Lénine
en avril 1917
(I)

Lénine est revenu en Russie le 3 avril 1917 au soir, près de cinq semaines après le renversement de la monarchie, la constitution du soviet de Petrograd (dès le 27 février) dominé par les socialistes-révolutionnaires (S-R) et les mencheviks, et la constitution d'un gouvernement provisoire présidé par le prince Lvov, grand propriétaire foncier monarchiste, tous partisans de respecter les alliances et les traités conclus par la monarchie, et donc de continuer la guerre, et tous farouches défenseurs de la propriété privée des moyens de production et de la terre.

Lénine a, dès son arrivée, défini une politique visant :

— à préparer le passage à une seconde étape de la révolution, la république des soviets ;

— à préparer la constitution d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.

Il s'est heurté, ce faisant, à l'opposition de la quasi-totalité de la direction du Parti bolchevique et d'une bonne partie des cadres du parti de la capitale.

Cette opposition est si forte que, le 9 avril, dans la *Pravda,* Lénine envisage la création d'un nouveau parti, c'est-à-dire la scission du Parti bolchevique, dont il a été le véritable fondateur et le principal dirigeant. Il écrit en effet : *"Fondons un parti communiste prolétarien : les meilleurs éléments du bolchevisme en ont déjà créé les éléments."*

Nous publions ci-après un premier document inédit en français : le procès-verbal du comité de Petrograd du Parti bolchevique du 12 avril, à la fin duquel les thèses de Lénine sont rejetées par 2 voix pour, 1 abstention et 13 contre !

Pour rendre compréhensible ce texte, nous le faisons précéder d'un rappel des circonstances historiques et du texte du discours (occulté sous Staline) prononcé par Lénine le 4 avril 1917 pour présenter ses *Thèses d'avril*, qui seront publiées dans la *Pravda* (7 avril) (le texte des thèses elles-mêmes est entre guillemets et en italique).

Le Parti bolchevique en mars 1917

STALINE et Kamenev reviennent à Petrograd à la mi-mars. Dix-neuf jours séparent leur retour de celui de Lénine, alors exilé en Suisse, en Russie. Pendant ces trois petites semaines, Staline et Kamenev sont les véritables dirigeants du journal et du parti. Ils considèrent, selon la vieille conception bolchevique, la révolution en cours comme "démocratique-bourgeoise" (c'est-à-dire destinée à liquider les résidus du régime féodalo-patriarcal pour ouvrir la voie au développement du capitalisme et à un régime parlementaire), et donc légitimement dirigée par le gouvernement provisoire du prince Lvov.

Le soutien critique

Comme les dirigeants des autres partis socialistes (mencheviks et socialistes-révolutionnaires), ils apportent un soutien critique à ce dernier et à sa politique *"dans la mesure où il lutte contre la réaction et la contre-révolution"* ; il faut continuer la guerre, qui a paralysé le pays et disloqué le régime monarchique, pour défendre les conquêtes de la révolution tout en appelant les belligérants à faire la paix. La fille de Staline traduira cette position dans une formule naïve non dénuée de vérité : au début, dit-elle, mon père n'était pas pour la révolution, mais "on" a effacé sa position de l'histoire. Le "on", c'est lui-même

La *Pravda* de Kamenev et Staline prend donc la même position que les autres partis socialistes, qui forment la "démocratie révolutionnaire". Le métallurgiste bolchevique Chliapnikov, mis à l'écart par le trio des revenus (Staline, Kamenev et Mouranov), note dans ses souvenirs : *"Le jour de la parution de la* Pravda *transformée (...), tout le palais de Tauride* (siège du gouvernement provisoire) *était rempli d'une seule nouvelle : la victoire des bolcheviks prudents et modérés sur les bolcheviks extrêmes."*

Mieux vaut être uni que divisé pour apporter un soutien critique et combatif au gouvernement provisoire. Puisque bolcheviks et mencheviks sont d'accord, pourquoi ces deux branches de la social-démocratie russe resteraient-elles séparées ? Une politique commune débouche logiquement sur leur fusion. Staline y est favorable, comme la majorité des dirigeants bolcheviques.

De Suisse, Lénine, que les Alliés ne veulent pas laisser rentrer en Russie, prend le contre-pied de cette politique et abreuve les dirigeants bolcheviques en Russie de télégrammes et de lettres. Il martèle : *"Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien au nouveau gouvernement, soupçonnons surtout Kerenski (...), aucun rapprochement autres par-*

tis." Il adresse à la *Pravda* quatre *Lettres de loin* pour développer cette politique. La rédaction de la *Pravda*, dirigée par Staline et Kamenev, imprime la première en en coupant un cinquième et en édulcorant le reste du texte. Elle classe les trois autres aux archives, sans les publier. Ils rejettent totalement la politique que Lénine propose.

Le 27 mars se réunit la conférence nationale du Parti bolchevique à Petrograd. Staline présente le rapport sur le gouvernement provisoire, au nom du comité central bolchevique. Il établit une division du travail ou répartition des rôles entre le soviet et le gouvernement provisoire : *"Les rôles se sont partagés entre eux. Le soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, le soviet est le chef révolutionnaire du peuple insurgé, l'organe qui contrôle le gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le soviet mobilise les forces, contrôle le gouvernement provisoire, en trébuchant, en s'embrouillant, prend le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple que ce dernier a en réalité déjà faites."*

Certains bolcheviks, prétend Staline, *"demandent s'il ne convient pas de poser tout de suite le problème du pouvoir"*. Il leur répond : *"Ce serait inopportun"*, car *"le gouvernement provisoire n'est pas si faible que cela. Sa force repose sur le soutien que lui apporte le capital franco-anglais, sur l'inertie de la province et sur les sympathies qu'il éveille."* Comment un gouvernement dont la force repose sur le capital franco-anglais peut-il consolider les victoires de la révolution ? Staline esquive la question. Staline définit l'orientation politique qui découle de cette analyse : *"Ne pas forcer les événements."*

La réunification avec les mencheviks

Conséquent avec son analyse, Staline s'affirme, le 1er avril, favorable à la réunification avec les mencheviks : *"On peut s'unir sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal"* (c'est-à-dire l'hostilité à la guerre et la paix sans annexions — NDLR). *Nous devons accepter... D'ailleurs, il ne faut pas devancer ni anticiper les désaccords."* Considérant la fusion comme quasiment faite, il précise : *"A l'intérieur du parti, nous réglerons les petits désaccords."* Donc, avec les mencheviks, dans leur grande majorité défensistes (c'est-à-dire partisans de la guerre), il ne saurait y avoir que de "petits désaccords". On ne saurait mieux dire que Staline, Kamenev et la majorité du comité central sont fondamentalement d'accord avec la politique des mencheviks, ou plus exactement de la coalition S-R-mencheviks. Pour faciliter la fusion, ajoute-t-il, *"nous devons aller à la réunion et ne présenter aucune plateforme"* ! Comme le parti unifié devra bien en avoir une, la discussion partira donc de celle des mencheviks. Rien à rédiger, pas de trace écrite de projet de programme : la paresse et la prudence y gagnent toutes deux. C'est Staline qui présente à la conférence la motion en faveur de l'unification, adoptée par 14 voix contre 13 ! La conférence désigne Staline à la tête de la délégation bolchevique chargée de négocier les conditions de l'unification. Ainsi, si Lénine n'était pas rentré de Suisse en Russie, le Parti bolchevique aurait pu être menacé de liquidation par ses propres dirigeants à travers la fusion avec les mencheviks.

"L'aube de la révolution mondiale luit"

Le 3 avril au soir, Lénine, passé par l'Allemagne et la Suède, arrive à la frontière finnoise. Il est accueilli par une délégation du Parti bolchevique. Dans le train, il apostrophe Kamenev : *"Qu'imprimez-vous donc dans la* Pravda *? Nous en avons vu quelques numéros et nous vous avons convenablement injuriés."* Arrivé à la gare de Finlande, à Petrograd, il tourne le dos au dirigeant menchevique du soviet, Tchkéidzé, qui le couvre de fleurs et de félicitations, et lance à la foule des militants, où se trouve

Staline : *"L'aube de la révolution mondiale luit (...). Vive la révolution socialiste"* (sous Staline, le mot "mondiale" sera effacé du socle de la statue de Lénine devant la gare dite de Finlande).

Le soir même, au palais Ksechinskaia, ancienne résidence d'une ballerine du tsar réquisitionnée par les bolcheviks, il prononce un discours de deux heures devant la délégation bolchevique médusée. Le menchevik internationaliste Soukhanov, membre du comité exécutif du soviet, a demandé à l'écouter. Il est saisi. *"Je n'oublierai jamais ce discours, pareil à un coup de tonnerre, qui ébranla et stupéfia non seulement un hérétique tel que moi (...), mais aussi tous les orthodoxes présents"* étonnés par son contenu. Soukhanov dit bien *tous* les bolcheviks présents. Ce "tous" n'est peut-être pas mathématiquement entièrement exact, mais il signifie en tout cas la grande majorité. On en aura la preuve dans les jours qui suivent.

Un coup de tonnerre

Soukhanov hésite à résumer son discours, dont la lettre ne saurait, dit-il, reproduire la force. Dans sa péroraison, Lénine déclare la social-démocratie à jamais souillée par sa participation aux gouvernements de guerre et propose d'abandonner le nom pour celui de parti communiste. Selon Hélène Stassova, présente, *"son discours trop neuf entrait mal dans la tête"*, à commencer par la sienne. A la fin de la séance, Lénine propose à l'assistance de chanter. Elle entonne *La Marseillaise*, Lénine *L'Internationale*, dont presque personne ne connaît ni l'air ni le texte.

Lénine répète son discours le lendemain devant la conférence des cadres bolcheviques aussi stupéfaits que ceux de la veille, puis devant une réunion commune des bolcheviks et des mencheviks, destinée à discuter de leur fusion prochaine, que Lénine fait voler en éclats. Les mencheviks l' accueillent par des rires et des huées, qui laissent Lénine de glace.

La Russie, dit-il, vit *"la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie (...). Le peuple n'a pas pris le pouvoir parce qu'il est inorganisé et dépourvu de conscience (...). Même nos bolcheviks font confiance au gouvernement. Cela peut s'expliquer par l'ivresse de la révolution. C'est la ruine du socialisme."*

Lénine avertit ses camarades : *"Vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble. Je préfère rester en minorité."*

Il martèle : *"Aucun soutien au gouvernement provisoire. Démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses."*

Il souligne : *"La question fondamentale est : quelle classe dirige la guerre ? La classe des capitalistes, liée aux banques, ne peut diriger aucune autre guerre qu'une guerre impérialiste"* de rapines et d'annexions, qu'il est hors de question de soutenir. Les paysans vont s'emparer de la terre, qu' *"ils ne nous demanderont pas"*. L'unité avec les mencheviks partisans de la guerre et de la défense nationale ? Pas question : *"C'est une trahison du socialisme."*

Il propose une double perspective : *"Une République des soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet"*, et *"la création d'une Internationale révolutionnaire"*.

Le menchevik Bodganov l'interrompt : *"C'est du délire, c'est le délire d'un fou."* L'ancien bolchevik Goldenberg résume l'impression d'une grande partie de l'auditoire : *"Lénine a posé sa candidature à un trône laissé vacant depuis 30 ans, le trône de Bakounine"* (1). Plekhanov qualifie ses thèses de *"délire"* et déclare : *"Lénine vit dans un univers fantastique où il n'y a ni jours ni mois"* (il ignore les étapes successives

Note de la rédaction :

(1) Mikhail Bakounine (1814-1876) : dirigeant de l'aile anarchiste de la Première Internationale.

du développement historique). Il lui oppose la perspective d'une République bourgeoise où les partis socialistes s'uniraient avec la bourgeoisie pour instituer des *"relations civilisées"* entre le capital et le travail. Chliapnikov, alors réservé, commentera de façon lapidaire : *"La tactique de notre parti ne constitue pas une ligne droite : après l'arrivée de Lénine, elle effectua un brutal zigzag vers la gauche."* Si brutal que certains dirigeants bolcheviques, choqués, passent chez les mencheviks, comme Voitinski et Avilov.

L'incompréhension

Sa position suscite d'abord l'incompréhension totale des dirigeants bolcheviques. Il n'arrive à faire adopter ses thèses, dites d'avril, ni par la conférence bolchevique, ni par le comité central réuni le 6 avril, où tous s'opposent à lui. Staline dit sèchement : *"Ces thèses ne sont qu'un schéma, qui n'est pas nourri de faits."* Lénine les présente sous son seul nom dans la *Pravda* du 7 avril. Kamenev les critique dans la *Pravda* du 12 avril, le matin même de la réunion du comité de Petrograd, qui les repousse par 13 voix contre 2 et une abstention.

Du 14 au 22 avril, se tient la conférence de Petrograd du Parti bolchevique, suivie de la conférence nationale, du 24 au 29 avril. Lénine réussit à gagner les délégués contre la direction et à retourner la situation... mais incomplètement. Si la conférence de Petrograd, puis la conférence nationale adoptent sa résolution affirmant : totale défiance à l'égard du gouvernement provisoire, Lénine est archiminoritaire sur la perspective de création d'une nouvelle Internationale et sur le changement de nom du parti, de parti social-démocrate en parti communiste. Il n'obtiendra satisfaction sur ce point qu'au VIIe Congrès du parti réuni en mars 1918, un an plus tard.

Dans sa préface aux *Chemins d'Octobre,* publié en 1925, Staline écrira : *"Il fallait une nouvelle orientation du parti (...). En la cherchant, le parti s'est arrêté à mi-chemin dans les questions de la paix et du pouvoir des soviets (...). J'ai partagé cette position erronée avec la majorité du parti et je m'en suis séparé au milieu d'avril en me joignant aux thèses d'avril de Lénine."* Ce chapitre disparaîtra des rééditions de l'ouvrage et Staline fera mettre sous le boisseau le procès-verbal de la conférence d'avril, édité en URSS seulement après sa mort.

La réalité du combat acharné mené par Lénine trois semaines durant sera systématiquement occultée. Dans son livre *Cronstadt et Piter en 1917,* publié en 1925, le vice-président du soviet de Cronstadt, Fiodor Raskolnikov, affirmera certes qu'après l'arrivée de Lénine *"la tactique du parti effectua un vif tournant à gauche"*, mais, à l'en croire, cela se passa sans gros problèmes. Il met ainsi dans la bouche de Kamenev, adversaire résolu et ouvert de la politique de Lénine jusqu'en novembre 1917, une conclusion lénifiante de la soirée du 3 avril : *"Nous pouvons être en accord ou en désaccord avec les opinions du camarade Lénine, nous pouvons être en désaccord avec lui dans l'appréciation de telle ou telle position, mais en tout cas, avec le camarade Lénine est revenu en Russie le guide génial et reconnu de notre parti, et avec lui nous irons en avant vers le socialisme"*... Et tout le monde applaudit bien sûr en chœur.

Même le métallurgiste bolchevique Chliapnikov, ancien responsable du bureau russe du comité central en exil, atténue considérablement la crise ouverte dans le Parti bolchevique par les positions et propositions de Lénine. Evoquant son discours du 3 avril au soir, il écrit seulement : *"Son discours, cette nuit-là, produisit sur tous une énorme impression et suscita une vive discussion sur les positions qu'il y défendait."* Et c'est tout.

On remarquera que, dans le débat qui oppose au comité de Petrograd Bogdatiev, qui parle au nom des adversaires de Lénine, et Zalejski, qui défend le point de vue de ce dernier, le premier part et ne parle que de la situation en Russie, le second part du mouvement ouvrier international...

Ajoutons aussi que, dix jours plus tard, le gouvernement provisoire connaîtra sa

première crise : le ministre des Affaires étrangères, Milioukov, dans une note aux Alliés, affirmera la volonté gouvernementale de poursuivre la guerre. L'indignation jettera des milliers de soldats et d'ouvriers dans la rue. Bogdatiev, adversaire le 12 avril des thèses de Lénine, effectuera un brutal virage à gauche et lancera alors le mot d'ordre de *"Démission du gouvernement provisoire"*, que Lénine condamnera comme gauchiste en expliquant qu'il est prématuré, car les masses considèrent encore ce gouvernement comme le leur et veulent encore non le renverser, mais le corriger et le pousser dans le sens qu'elles veulent.

Ce n'est pas la seule fois que le comité de Petrograd des bolcheviks mit alors Lénine en minorité.

Ainsi, le 30 mai, Lénine vient au comité tenter de convaincre ce dernier de ne pas publier un journal spécifique, alors que l'organe central du parti, la *Pravda*, est publié à Petrograd.

Cet organe local, dit-il, la concurrencerait et pourrait offrir le visage de deux politiques différentes. Il est battu par 16 voix contre 12. Nous y reviendrons.

Jean-Jacques Marie

Le discours du 4 avril (1)

(rapport présenté à la réunion des bolcheviks participant à la Conférence panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917)

J'AI esquissé quelques thèses, auxquelles j'ajouterai quelques commentaires. Faute de temps, je n'ai pu préparer un rapport circonstancié et systématique.

La question fondamentale, c'est notre attitude à l'égard de la guerre. Le problème essentiel, celui qui saute aux yeux quand on lit ce qui s'écrit sur la Russie et quand on voit ce qui se passe ici, c'est la victoire du défensisme, la victoire des traîtres au socialisme, la duperie des masses par la bourgeoisie. Il est manifeste qu'ici, en Russie, dans le mouvement socialiste, la situation est la même que dans les autres pays : le défensisme, la "défense de la patrie". La différence, c'est qu'il n'existe nulle part une liberté semblable à celle que nous avons ici et que cela nous rend responsables devant le prolétariat international tout entier. Le nouveau gouvernement est impérialiste, comme le précédent, malgré sa promesse de proclamer la république, il est impérialiste jusqu'à la moelle.

(1) La *Pravda*, 7 novembre 1924. Reproduit dans les *Œuvres complètes*, cinquième édition, tome 31, pp. 103 à 112.

Le texte ici traduit en entier est le compte rendu sténographique — parfois incomplet et peu compréhensible — du discours prononcé par Lénine à la séance de clôture de la conférence du Parti bol-

« Aucune concession, si minime soit-elle, au "défensisme révolutionnaire", ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre, qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et Cie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage, étant donné le caractère capitaliste de ce gouvernement.

Le prolétariat conscient ne peut donner son consentement à une guerre révolutionnaire qui justifierait réellement le défensisme révolutionnaire que si les conditions suivantes sont remplies : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux couches les plus pauvres de la paysannerie qui sont proches de lui ; b) renonciation, en actes et non en paroles, à toute annexion ; c) rupture totale dans les faits avec tous les intérêts du capital.

Etant donné l'indéniable bonne foi des larges couches, de la masse des partisans du défensisme révolutionnaire, qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné qu'elles sont trompées par la bourgeoisie, il importe de les éclairer sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est ***impossible*** *de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et qui ne soit pas imposée par la violence, sans renverser le capital.*

Organisation de la propagande la plus large de cette vision des choses dans l'armée combattante.

Fraternisation. »

Dans notre attitude à l'égard de la guerre, avec le nouveau gouvernement qui reste impérialiste, on ne peut admettre la moindre concession au défensisme. Les masses regardent le problème pratiquement et non théoriquement. Elles disent : *"Je veux défendre la patrie et non m'emparer du territoire d'autrui."* Quand peut-on considérer une guerre comme sienne ? Lorsque l'on refuse complètement les annexions.

Les masses abordent le problème pratiquement et non théoriquement. Notre erreur, c'est d'avoir une démarche théorique.

Un prolétaire conscient peut être d'accord avec une guerre révolutionnaire, justifiant réellement le défensisme révolutionnaire. Avec les représentants des masses de soldats, il faut poser la question pratiquement, autrement c'est impossible. Nous ne sommes pas des pacifistes. Mais la question fondamentale est : quelle classe dirige la guerre ? La classe des capitalistes, liée aux banques, ne peut diriger aucune autre guerre qu'une guerre impérialiste. La classe ouvrière le peut. Steklov, Tchkeidzé ont tout oublié. Quand on lit la résolution du soviet des députés ouvriers, on est frappé de voir comment des gens qui se donnent le nom de socialistes ont pu faire voter une pareille résolution.

Ce qui est original en Russie, c'est le passage rapide extrêmement de la violence sauvage à la tromperie la plus raffinée. La condition fondamentale : *refuser les annexions, pas en paroles,* mais en réalité.

Retch (2) hurle à propos de la déclaration du *Social-démocrate* que la réu-

chevique. Il y donne lecture des thèses dites d'avril, qu'il reproduira trois jours plus tard (7 avril) dans l'article publié dans la *Pravda* sous son seul nom : *"Les tâches du prolétariat dans la présente révolution."* Le compte rendu de son intervention, c'est-à-dire les commentaires des thèses, fut imprimé dans la *Pravda* du 7 novembre 1924, mais ne fut jamais reproduit ensuite pendant l'époque stalinienne.

Ce texte ne figure pas dans la quatrième édition des *Œuvres complètes* de Lénine, la seule qui soit livrée au public français. Trotsky le publia dans l'édition des procès-verbaux de la conférence de mars donnée dans *La Falsification stalinienne de l'histoire*, ouvrage non traduit en français. La revue soviétique *Voprossy Istorii KPSS*, qui publia en 1962 dans ses n°s 3 et 6 les procès-verbaux de ladite conférence, supprima le procès-verbal de la séance du 4 avril qui contient ce texte, mais la même année les éditeurs de la cinquième édition des *Œuvres* de Lénine le reproduisirent dans le tome 31. Nous citons ce texte en entier, malgré ses répétitions, parce qu'il illustre de façon très remarquable la manière dont Lénine engagea le combat politique pour la révolution socialiste dans un Parti bolchevique où il était très minoritaire. Nous avons placé entre guillemets en italiques le texte même des *Thèses d'avril* déjà traduit en français dans l'article cité du 7 avril 1917 (*Œuvres complètes*, quatrième édition, en français, pp. 11 à 16).

(2) Journal cadet. Le parti cadet (constitutionnel-démocrate, d'où K-D), parti bourgeois, fut créé en 1905.

nion de la Courlande à la Russie est une annexion. Mais une annexion, c'est la réunion de tout pays se distinguant par des particularités nationales, toute réunion de nation sans se soucier si elle se distingue par la langue, si elle se sent un autre peuple — contre son désir. C'est le préjugé des grands-russiens, nourri par les siècles.

On ne peut mettre fin à la guerre que par une rupture radicale avec le capital international... Ce ne sont pas des individus isolés qui ont suscité la guerre, c'est le capital financier international.

Il n'est pas facile de rompre avec le capital international, mais il n'est pas facile non plus d'arrêter la guerre. C'est de l'enfantillage, de la naïveté que de proposer de mettre fin à la guerre d'un seul côté... Zimmerwald, Kienthal... Sur nous plus que sur tout autre repose la nécessité de défendre l'honneur du socialisme international. Difficulté d'aborder ce problème.

Etant donné qu'un état d'esprit indubitablement défensiste domine dans les larges masses, qui admettent la guerre seulement par nécessité et non pour des conquêtes, il faut s'acharner à leur expliquer en détail, avec insistance et patience, que l'on ne peut parvenir à terminer la guerre autrement que par une paix de brigands sans renverser le capital. Il faut développer largement cette idée, de la façon la plus vaste possible. Les soldats exigent une réponse concrète : comment mettre fin à la guerre ? Mais promettre aux gens que nous pouvons mettre fin à la guerre par la seule bonne volonté d'individus isolés, cela c'est du charlatanisme politique. Il faut prévenir les masses. La révolution, c'est une chose difficile. On ne peut pas ne pas commettre de fautes. Notre erreur consiste en ce que nous n'avons (pas démasqué ?) le défensisme révolutionnaire dans toute sa profondeur. Le défensisme révolutionnaire est une trahison du socialisme. Il est insuffisant de se délimiter... On doit reconnaître ses fautes.

Que faire ? Expliquer. Comment faire comprendre à ceux qui ne le savent pas ce que c'est que le socialisme... Nous ne sommes pas des charlatans. Nous devons nous appuyer seulement sur la conscience des masses. Même s'il nous faut rester minoritaires, eh bien, restons minoritaires. Il convient parfois de se refuser à occuper une position majoritaire, il ne faut pas craindre de rester en minorité. Lorsque les masses affirment qu'elles ne veulent pas de conquête, je les crois. Lorsque Goutchkov et Lvov disent qu'ils ne veulent pas de conquête, ce sont des menteurs. Lorsqu'un ouvrier dit qu'il veut défendre son pays, ce qui parle en lui, c'est l'instinct de l'homme opprimé.

II.

"Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la ***transition*** *de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat,* ***à sa deuxième étape****, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.*

Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est ***aujourd'hui****, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde) ; de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, les pires ennemis de la paix et du socialisme.*

Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions ***spéciales*** *du travail du parti au sein des masses prolétariennes innombrables qui viennent de s'éveiller à la vie politique."*

Pourquoi n'avons-nous pas pris le pouvoir ? Steklov dit : parce que et parce que... Bêtises ! Le **fait est que le prolétariat** est insuffisamment conscient et insuffisamment organisé. Il faut l'avouer : la force matérielle est dans les mains du prolétariat, mais la bourgeoisie est consciente et préparée. C'est une réalité monstrueuse, mais il faut se l'avouer franchement et directement ; et déclarer au peuple qu'il n'a pas pris le pouvoir parce qu'il est inorganisé et dépourvu de

conscience... La ruine de millions d'hommes, la mort de millions d'hommes. Les pays les plus développés périront, et c'est pourquoi la question se posera ainsi devant eux.

Le passage de la première étape à la seconde — le passage du pouvoir au prolétariat et à la paysannerie — se caractérise d'un côté par le maximum de légalité (la Russie est aujourd'hui le pays le plus libre du monde, elle est à l'avant-garde du monde), et, de l'autre côté, par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement. Même nos bolcheviks font confiance au gouvernement. Cela peut sans doute s'expliquer par l'ivresse de la révolution. C'est la ruine du socialisme.

Camarades, vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble. Je préfère rester en minorité. Un seul Liebknecht vaut mieux que 110 défensistes du type de Steklov ou Tchkeidzé. Si vous sympathisez avec Liebknecht et que vous tendez ne serait-ce qu'un doigt *(aux défensistes)*, ce sera une trahison du socialisme international. Si nous rompons avec ces gens-là, tous les opprimés viendront à nous, car la guerre les amènera vers nous : ils n'ont pas d'autre issue.

Il ne faut pas s'adresser au peuple en baragouinant latin, mais en parlant de façon simple et compréhensible. Il a le droit... Il faut s'adapter, passer de l'autre côté, mais c'est nécessaire. Notre ligne apparaîtra alors correcte.

III.

"Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer, au lieu d'"exiger" — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste."

La *Pravda* exige du *gouvernement* qu'il renonce aux annexions. Exiger d'un gouvernement de capitalistes qu'il renonce aux annexions, c'est du galimatias, c'est une raillerie criante...

D'un point de vue scientifique, c'est un tel brouillard de tromperie, que tout le prolétariat international, toute...

Il est temps de reconnaître notre erreur. Assez de saluts, assez de résolutions ; il est temps de se mettre à l'œuvre. Il faut adopter une attitude active, ferme.

IV.

"Reconnaître que notre parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des soviets, en face du ***bloc de tous*** *les éléments opportunistes, petits-bourgeois, tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat. Ces éléments vont des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires au comité d'organisation (Tchkeidzé, Tseretelli, etc.), à Steklov, etc.*

Expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la ***seule*** *forme* ***possible*** *de gouvernement révolutionnaire et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement se soumet à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'****expliquer*** *patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.*

Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience."

Nous, les bolcheviks, nous sommes habitués à avoir l'attitude la plus révolutionnaire possible. Mais c'est insuffisant. Il faut comprendre.

Le véritable gouvernement, c'est le soviet des députés ouvriers. Penser autrement, c'est sombrer dans l'anarchisme. C'est un fait bien connu qu'au

soviet notre parti est en minorité. Il faut expliquer aux masses que le soviet est le seul gouvernement possible, un gouvernement comme on n'en a encore jamais vu dans le monde à l'exception de la Commune. Et si le soviet dans sa majorité défend un point de vue défensiste ? On n'y peut rien. Il ne reste qu'à expliquer patiemment, opiniâtrement, systématiquement aux masses le caractère erroné de leur tactique.

Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique, afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience.

L'appel du soviet : il n'y a pas là-dedans un seul mot pénétré de conscience de classe. Ce n'est que plates phrases. La seule chose qui a toujours perdu les révolutions, c'est la phrase, la flatterie du peuple révolutionnaire. Tout le marxisme enseigne à ne pas céder à la phrase révolutionnaire, surtout lorsqu'elle se vend bien.

V.

"Non pas une république parlementaire — y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière —, mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

Suppression de la police, de l'armée (3) *et du corps des fonctionnaires.*

Le traitement des fonctionnaires, élus et révocables à tout moment, ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier."

C'est une leçon que nous a donnée la Commune de Paris, que Kautsky a oubliée et que nous enseignent les ouvriers de 1905 et de 1917. L'expérience de ces années nous apprend qu'il ne faut pas laisser se reconstituer la police et la vieille armée.

Il faut modifier notre programme. Il a vieilli. Le soviet des députés ouvriers et paysans est un pas vers le socialisme. Aucune police, aucune armée, aucun corps de fonctionnaires. La convocation de l'Assemblée constituante, mais par qui ? On écrit des résolutions pour les cacher sous l'oreiller ou pour s'asseoir dessus.

Je serais heureux que l'Assemblée constituante soit convoquée demain, mais il est naïf de penser que Goutchkov convoquera l'Assemblée constituante. Tout le bavardage sur la nécessité de contraindre le gouvernement provisoire à convoquer l'Assemblée constituante n'est que paroles creuses et vaines, plate tromperie.

On a fait des révolutions et la police est restée, on a fait des révolutions et les fonctionnaires et les autres sont restés. Là est la cause de la ruine de la révolution. Le soviet des députés ouvriers est le seul gouvernement qui puisse convoquer l'Assemblée constituante. Nous nous sommes tous accrochés aux soviets, mais nous ne les avons pas compris. Nous nous éloignons de cette forme pour revenir à l'Internationale qui va dans le sillage de la bourgeoisie.

La république bourgeoise ne peut résoudre le problème *(de la guerre)*. Car il ne peut être résolu qu'à l'échelle internationale.

Nous ne promettons pas de libérer... mais nous disons que ce n'est possible que sous cette forme (soviet des députés ouvriers et soldats). Aucun gouvernement, sauf le soviet des députés ouvriers et des salariés agricoles. Parler de la Commune, ils ne comprendront pas. Mais dire : à la place de la police, il y aura le soviet des députés ouvriers et salariés agricoles, vous apprendrez à gouverner — nous n'entraverons personne — (cela, ils le comprendront).

L'art de gouverner ne s'apprend dans aucun livre. Essaie, trompe-toi, apprends à gouverner.

(3) C'est-à-dire remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier (L).

VI.

"Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les soviets des députés de salariés agricoles.

Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires.

Nationalisation de toutes les terres dans le pays et leur mise à la disposition des soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de soviets de députés des paysans pauvres. Transformation de tout grand domaine (de 100 à 300 hectares environ, en tenant compte des conditions locales et autres sur la décision des organismes locaux) en une exploitation modèle placée sous le contrôle des députés des salariés agricoles et fonctionnant pour le compte de la collectivité."

Qu'est-ce que la paysannerie ? Nous ne savons pas, il n'y a pas de statistiques, mais nous savons que c'est une force.

S'ils prennent la terre, soyez sûrs qu'ils ne vous la rendront pas, ils ne nous la demanderont pas. L'axe du programme s'est déplacé, le centre de gravité du programme, ce sont les soviets de députés des salariés agricoles. Si le paysan russe ne décide pas du sort de la révolution, c'est l'ouvrier allemand qui en décidera.

Le moujik de Tambov.

Pour un seul déciatine, il n'est pas nécessaire de payer, pour 2,1 roubles, pour 3,2 roubles. Nous prendrons la terre et le gros propriétaire ne pourra plus la récupérer.

Exploitation sur des bases collectives.

Il est inévitable qu'une séparation se produise dans les soviets avec les paysans les plus pauvres. Il y a le paysan riche, il y a le salarié agricole. Même si on donne la terre à ce dernier, il ne mettra pas sur pied des exploitations. Avec les grandes propriétés, il faut créer des exploitations modèles, fondées sur des principes collectifs et que doivent diriger les soviets de députés des salariés agricoles. Il y a de grosses propriétés.

VII.

"Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une banque nationale unique, placée sous le contrôle des soviets des députés ouvriers."

La banque, c'est *"une forme de comptabilité sociale"* (Karl Marx). La guerre enseigne l'économie, tous savent que les banques pillent les ressources du peuple. Les banques sont le nerf, le foyer de l'économie. Nous ne pouvons prendre les banques entre nos mains, mais nous prônerons leur fusion sous le contrôle du soviet des députés ouvriers.

VIII.

« Notre tâche immédiate n'est pas d'"introduire" le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au ***contrôle*** *de la production sociale et de la répartition des produits par les soviets des députés ouvriers. »*

La vie et la révolution repousseront à l'arrière-plan l'Assemblée constituante. Ce qui est important dans les lois, ce n'est pas le fait qu'elles soient inscrites sur le papier, c'est qui les applique. La dictature du prolétariat existe, mais on ne sait qu'en faire. Le capitalisme s'est transformé en capitalisme d'Etat. Marx... seulement ce qui a pratiquement mûri.

IX.

« Tâches du parti :

a. Convoquer sans délai le congrès du parti.

b. Modifier le programme du parti, et surtout :

— 1. sur l'impérialisme et la guerre impérialiste ;

— 2. sur l'attitude envers l'Etat et ***notre*** *revendication d'un "Etat-commune"* (4) *;*

— 3. corriger le programme minimum, qui a vieilli ;

(4) C'est-à-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration. (L.)

c. Changer le nom du parti (5). »

X.

« *Rénover l'Internationale.*

Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les ***social-chauvins*** *et contre le "centre"* (6). »

Bilan général :

Le soviet des députés ouvriers est créé, il jouit d'un énorme prestige. Tout le monde sympathise d'instinct avec lui. Dans cet instinct, il y a beaucoup plus de pensée révolutionnaire que dans toutes les *phrases révolutionnaires.* Si le soviet des députés ouvriers peut prendre la direction entre ses mains, la cause de la liberté est gagnée. Vous pouvez rédiger les lois les plus belles — mais qui les fera passer dans la vie ? Ces mêmes fonctionnaires qui sont liés à la bourgeoisie.

Il ne faut pas dire aux masses "incarnez le socialisme", mais "construisez-le" (?). Le capitalisme a fui en avant. Le capitalisme de guerre n'est pas ce qu'il était avant la guerre.

En s'appuyant sur des déductions tactiques, il faut passer à des mesures pratiques. Il est nécessaire de convoquer incessamment un congrès du parti, il est nécessaire de réviser le programme. De nombreux passages en ont vieilli. Il est nécessaire de modifier le programme minimum.

Personnellement, en mon nom propre, je propose de modifier le nom du parti, de l'appeler parti communiste. Le peuple comprendra le nom de "communiste". La majorité des sociaux-démocrates officiels ont déserté, trahi le socialisme... Liebknecht est le seul social-démocrate... Vous avez peur de trahir de vieux souvenirs. Mais changer de linge, c'est enlever sa chemise sale et en mettre une propre. Pourquoi rejeter l'expérience de la lutte mondiale ? La majorité des sociaux-démocrates dans le monde entier ont trahi et sont passés du côté de leurs gouvernements (Scheidemann, Plekhanov, Guesde). Comment faire pour que Scheidemann soit d'accord... Ce point de vue, c'est la ruine du socialisme. Envoyer un radiotélégramme à Scheidemann sur l'arrêt de la guerre, c'est une tromperie.

Le mot social-démocrate est inexact. Ne vous accrochez pas à un vieux mot, qui est complètement pourri. Vous voulez construire un nouveau parti... et vers vous viendront tous les opprimés.

A Zimmerwald et à Kienthal, c'est le centre qui a dominé... *Rabotchaia Gazeta* (7). Nous vous prouverons que toute l'expérience a démontré. Nous déclarons que nous avons constitué la gauche et rompu avec le centre. Ou bien vous parlez de l'Internationale, et alors vous la réalisez, ou bien vous...

Le courant de gauche de Zimmerwald existe dans tous les pays du monde. Les masses doivent comprendre que le socialisme a scissionné dans le monde entier. Les défensistes ont rompu avec le socialisme. Un seul Liebknecht... mais tout l'avenir est derrière lui...

J'entends dire qu'en Russie, il y a une tendance à l'unification, à l'unification avec les défensistes. C'est une trahison du socialisme. Je pense qu'il vaut mieux rester seul, comme Liebknecht : un seul contre 110.

---

(5) A l'appellation de "social-démocratie", il faut substituer celle de *parti communiste*, les chefs officiels de la social-démocratie ("jusqu'auboutistes" et "kautskystes" hésitants) ayant trahi le socialisme dans le monde *entier* et étant passés dans le camp de la bourgeoisie. (L.)

(6) On appelle "centre", dans la social-démocratie internationale, la tendance qui hésite entre les chauvins (= "jusqu'auboutistes") et les internationalistes, à savoir : Kautsky et Cie en Allemagne, Longuet et Cie en France, Tchkéidzé et Cie en Russie, Turati et Cie en Italie, Mac Donald et Cie en Angleterre, etc. (L.)

(7) Journal des mencheviks en 1917.

Deux témoignages

Zalejski : le parti et les *Thèses d'avril* (1)

Le jour de l'arrivée de Lénine marque, à mes yeux, la fin de la première période de la vie et de l'activité du premier comité de Petrograd dans l'existence légale de notre parti. De nouveaux temps s'annonçaient ; la position idéologique et la tactique de notre parti devenaient claires et définies.

C'est parmi le comité de Petrograd que les fameuses thèses du rapport prononcé par Lénine le lendemain de son arrivée, le 4 avril, à la réunion des bolcheviks délégués à la conférence panrusse des soviets, et qu'il répéta le même jour à la réunion des bolcheviks et des mencheviks, à l'invitation de ces derniers, c'est donc parmi le comité de Petrograd que ces fameuses thèses trouvèrent le plus de sympathie et furent le plus vite adoptées. Pour autant que je m'en souvienne, les dirigeants mencheviks posèrent alors le problème de la possibilité d'une alliance avec nous et proposèrent à Lénine de s'exprimer là-dessus.

Les thèses de Lénine produisirent la même impression que l'explosion d'une bombe. Dans les débats qui suivirent, le menchevik Goldenberg déclara : *"Depuis de nombreuses années, la place de Bakounine dans la révolution russe restait vacante, Lénine vient de l'occuper."* Ce jour-là, Lénine ne trouva pas de partisans, même dans nos rangs. A cette réunion, seule Kollontai le soutint.

Kollontai : *Thèses d'avril* (2)

Le 4 avril, Lénine prononça son discours formulant ses thèses historiques. Ce jour-là, je fus la seule à soutenir ouvertement son point de vue contre toute une série de bolcheviks hésitants. Cela permit à la presse antibolchevique, qui me harcelait déjà sans cela, de déclencher une attaque unanime contre moi. Un refrain commença même à courir les rues : *"Lénine quoi qu'il pépie, Kollontai toujours le copie."*

---

(1) *"Le premier comité de Petrograd légal"*, *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 1 (13), 1923, p. 156.

(2) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 3, 1992, p. 296.

Procès-verbal du comité de Petrograd du Parti bolchevique du 8 avril 1917

Cette réunion comporte cinq points à son ordre du jour :

1. la discussion de l'ordre du jour aux élections à la conférence de la ville du parti ;
2. les thèses du rapport du camarade Lénine ;
3. la livraison d'armes à la population ;
4. la journée de la presse ;
5. l'organisation militaire (du Parti bolchevique).

LE point essentiel est évidemment le second. Le secrétaire chargé de prendre le procès-verbal n'a manifestement à peu près rien compris à la discussion. Le procès-verbal est si mal pris et souvent si incompréhensible que, lors de sa publication en 1927, l'un des membres du comité de Petrograd, V. Zalejski, a jugé nécessaire d'adresser une longue lettre au comité d'histoire du parti.

Nous commençons par reproduire cette lettre, publiée en annexe du procès-verbal, qui a le mérite d'être claire, et dont le contenu, à notre connaissance, n'a été mis en cause par aucun des nombreux membres survivants du comité. Mais cette lettre est postérieure de dix ans à la réunion, et Zalejski n'affirme jamais s'appuyer sur des notes qu'il aurait lui-même prises ou sur un canevas écrit de son discours. On ne peut donc certifier l'exactitude totale des propos qu'il attribue à Bogdatiev et de ceux qu'il s'attribue. Malgré le charabia du procès-verbal, nous le publions dans la mesure où certaines idées des intervenants y apparaissent, même si parfois le secrétaire leur fait dire le contraire de ce qu'ils pensent.

Signalons enfin que, dès le début de la guerre de 1914, le gouvernement tsariste a russifié le nom de la ville en Petrograd. Les bolcheviks refusant cette modification, qu'ils jugent chauvine, gardent le nom de comité de Pétersbourg.

La lettre de Zalejski

« Le secrétaire technique qui a pris le procès-verbal n'a absolument pas su saisir ni les idées essentielles du rapporteur au nom de la majorité du comité de Pétersbourg, le camarade Bogdatiev, qui critiquait les idées essentielles des thèses du camarade Lénine, ni la pensée essentielle de mon corapport, que j'ai prononcé pour défendre des thèses du camarade Lénine au nom de la minorité insignifiante du comité de Pétersbourg qui les soutenait alors.

D'après ce dont je me souviens, Bogdatiev développait la conception suivante : les idées qui étaient à la base des thèses de Lénine étaient justes dans leur fond, en temps que schéma pur du développement possible de la révolution socialiste mondiale, mais ne pouvaient

fournir des directives pour l'activité pratique de notre parti dans le moment historique concret. Dans l'ensemble, il avait le même point de vue que celui exposé par Kamenev dans son article "Nos désaccords".

La tâche du moment consistait à mener jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise qui avait commencé. Absolument rien ne permettait de compter sur le passage de notre révolution sur la voie d'une révolution socialiste, car l'écrasante majorité de la paysannerie, vu sa nature petite-bourgeoise, ne soutiendra pas la prise du pouvoir par le prolétariat. On ne pourra réellement poser la question de la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie que si, en Allemagne, se produit la révolution socialiste et si notre classe ouvrière peut, grâce à cela, s'appuyer sur le prolétariat socialiste allemand qui se trouve sur notre front. Lénine lui-même, dans ses écrits antérieurs, ne considérait la révolution socialiste qu'au niveau international et devant commencer dans les pays capitalistes avancés. Lénine surestime les possibilités de la révolution russe : non seulement la masse fondamentale de l'armée ne marchera pas avec nous, mais nous sommes en minorité même dans les masses ouvrières ; même le prolétariat n'est pas prêt pour la révolution socialiste. La tâche du jour consiste à mener jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise, en l'achevant par la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

La voie pour y parvenir consiste à lutter pour la réalisation de notre programme minimum. Dans la mesure où nous y parviendrons, cela signifiera un passage réel du pouvoir vers nous, car la bourgeoisie s'y opposera furieusement. Dans la lutte pour notre programme minimum, nous pouvons compter réellement sur le soutien non seulement du prolétariat, mais aussi de larges couches de la paysannerie, mais pas plus.

Les propositions concrètes du camarade Lénine ne sont pas réalistes. En particulier, la 5e thèse est particulièrement inacceptable, car elle mène logiquement non seulement à nier la république parlementaire, mais aussi à supprimer la revendication de l'Assemblée constituante. Or la convocation de l'Assemblée constituante est politiquement rationnelle, car, dans la mesure où la bourgeoisie y sera représentée en tant que classe, il nous sera utile de lui livrer combat pour démasquer sa nature de classe et l'hostilité entre ses intérêts de classe et les intérêts de classe des larges couches populaires devant les ouvriers et devant les masses paysannes. Dans la mesure où le gouvernement provisoire retardera la convocation de l'Assemblée constituante, il nous faudra le renverser et prendre nous-mêmes l'initiative de convoquer l'Assemblée constituante.

Il faut totalement exclure le point 8 comme totalement irréaliste.

Le changement de nom du parti est nuisible, car cela écartera de nous la partie des ouvriers qui voient dans la social-démocratie le défenseur et le porte-parole des intérêts de la classe ouvrière, et à qui le nouveau nom du parti ne dira rien. »

Tel fut l'essentiel du discours de S. Ia. Bogdatiev.

Les idées essentielles de mon corapport se ramenaient à ce qui suit :

« Les thèses de Lénine découlent de façon tout à fait conséquente du point de vue défini par le marxisme révolutionnaire dans les congrès socialistes internationaux sur la question de la guerre à venir et de ses conséquences. Les congrès soulignaient que la guerre mondiale serait le prologue de la révolution socialiste. J'ai reproduit les citations adéquates des résolutions sur la guerre adoptées aux congrès socialistes internationaux de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912).

Je suis d'accord avec le rapporteur : la révolution démocratique bourgeoise n'est pas encore pleinement achevée, mais les idées fondamentales des thèses de Lénine ne contredisent pas ce point de vue. Le fait que nous insistions sur la république des soviets en passant pardessus la tête de la république parlementaire sera seulement capable d'accélérer la révolution socialiste internationale. Il ne convient pas d'attendre passi-

vement cette dernière, car le prolétariat de chaque pays doit approfondir les conflits sociaux qui existent dans son pays et aider ainsi à la cause de la révolution internationale. Et le slogan "République des soviets" *aiguise au maximum les conflits.*

Après la lecture des thèses de Lénine, je ne juge pas la question de l'Assemblée constituante fondamentale. Il faut d'abord obtenir la fondation de la République des soviets et on verra que faire après.

Je jugeai tous les points des thèses tout à fait acceptables, et en particulier la question du changement de nom du parti : ce changement de nom nous distinguerait vivement de tous les éléments opportunistes de la social-démocratie de l'époque, c'est pourquoi je jugeai injustifiés les motifs des objections qu'y faisait Bogdatiev.

Je m'efforçai ensuite de démontrer que, dans les faits, la tactique du comité de Pétersbourg avant même l'arrivée du camarade Lénine le 3 (16) *avril n'avait pas contredit la conception de l'orientation politique du parti telle que Lénine la définissait dans ses thèses.*

En particulier, le comité de Pétersbourg ne s'était jamais prononcé pour le soutien au gouvernement provisoire. Dans sa résolution sur ce dernier, il avait seulement déclaré que, dans la mesure où le gouvernement provisoire allait dans le sens du renforcement de la révolution, il adoptait une attitude de "non-opposition" et qu'il combattrait de façon décidée telle ou telle de ses éventuelles décisions contre-révolutionnaires.

Cette attitude du comité de Pétersbourg était dictée par le fait que le soviet soutenait le gouvernement provisoire.

Sur la question de la paix, je développai l'idée que la paix devait être conclue non par les gouvernements, mais par les peuples. Etant d'accord avec l'idée que, dans certaines conditions, les gouvernements bourgeois seraient eux aussi contraints de signer la paix, je considérai que la situation révolutionnaire engendrée par la guerre ne serait pas pour autant liquidée, car la bourgeoisie n'était pas en état de régler les conséquences de la guerre, ce qui mènerait à la révolution.

Comme le montre le procès-verbal des réunions du comité de Pétersbourg, l'écrasante majorité de ses membres se prononça contre les idées et les propositions essentielles du camarade Lénine. Il fut décidé de transférer la discussion dans les arrondissements. Pendant une semaine, les partisans et les adversaires des thèses de Lénine discutèrent dans les arrondissements, à la suite de quoi la conférence des bolcheviks de Petrograd qui se réunit le 14 (27) *avril soutint à une écrasante majorité le point de vue du camarade Lénine.* »

Le procès-verbal

Serge Bogdatiev : examine d'abord dans l'article de Kamenev *"Nos divergences"* ce qui concerne les mencheviks et cite la thèse 8 du camarade Lénine. Auparavant, Lénine ne comprenait pas la révolution socialiste de cette façon. La résolution de Berne, de la seconde conférence socialiste internationale qui s'est tenue à Kienthal, près de Berne, en avril 1916, envisageait la révolution socialiste à l'échelle internationale. Lénine avait alors en vue seulement une révolution européenne. Aujourd'hui, Lénine juge nécessaire de mener jusqu'au bout la révolution du vieux schéma avec la dictature du prolétariat et de la paysannerie par une révolution démocratique bourgeoise.

Toute la question est : est-ce que la révolution démocratique bourgeoisie est achevée, est-ce qu'elle s'achève ? En Allemagne, il est impossible de renverser Guillaume II par la seule proclamation du soviet, sans la classe bourgeoise qui le soutient. Si l'on disperse l'armée et que l'on arme le peuple entier, le gouvernement provisoire ne sera pas d'accord avec cette thèse. Si on l'avait mis en œuvre, le prolétariat aurait plus de force. Réaliser notre programme minimum, cela signifie s'engager vers un transfert effectif du pouvoir.

Comme la paysannerie, dans sa grande majorité, est petite-bourgeoise, il est im-

possible de compter sur son soutien total en cas de passage du pouvoir au prolétariat. La prise du pouvoir par le prolétariat suppose que la révolution socialiste soit possible, lorsque le prolétariat russe pourra s'appuyer sur la partie allemande l'armée sur le front et d'autres, quand, bien entendu, la dictature du prolétariat, une partie de la paysannerie, la révolution démocratique bourgeoise est possible, et n'est pas achevée et ne peut être achevée sans révolution socialiste.

Deuxième point : Lénine a-t-il raison quand il dit dans ses thèses : est-il pratique d'exiger du gouvernement provisoire le refus des annexions et du paiement d'indemnités de guerre, n'est-ce pas encore une illusion ? C'est impossible autrement, car personne d'autre ne le ferait. Nous disons que nous exigeons la publication des traités, en sachant d'avance que c'est sans espoir. Parfois, c'est nécessaire. Une expérience réelle est indispensable. Que la masse le voie. C'est une leçon de choses et elle est indispensable. Lénine s'est laissé emporter en pensant que l'armée est avec nous, même tous les ouvriers ne sont pas encore tous avec nous. C'est pourquoi nous devons défendre nos positions, faire la révolution. Je ne suis pas d'accord avec Lénine quand il dit qu'il ne faut pas craindre de rester seul. C'est politiquement indésirable. Sur les annexions, supposer qu'il est possible de donner à tous les peuples la possibilité de décider de leur destin, comme ils le veulent, c'est-à-dire dans tous les pays au sens large, c'est des bêtises, c'est impossible sans révolution sociale. Il est par exemple impossible de liquider les colonies dans le système capitaliste.

Jouer une partie nulle, dans le sens d'actuelles non-invasions, c'est-à-dire sans annexion, au sens large du terme, c'est impossible ? Ou bien on a la révolution socialiste, la guerre civile généralisée de tous les peuples, ou on a la paix conclue par nos diplomates en un match nul, quoique sous la pression des masses ou par crainte de la révolution sociale.

La révolution sociale à l'échelle internationale est possible, ce qui peut servir de prétexte à l'indignation des masses (la conscience que la guerre n'a rien réglé), des sur-impôts.

Le slogan de la paix conclue par les peuples est impensable.

Troisième point : sur l'attitude à l'égard du gouvernement provisoire. Nous ne le soutenons pas, nous allons de l'avant, nous approfondissons la révolution en bas, et le gouvernement provisoire enregistre, et encore pas très vite. De la main gauche, nous agissons, et de la main droite, nous nous tournons vers le gouvernement provisoire. Il le fera une fois, deux fois, et finalement il s'arrêtera, alors ou bien nous serons au pouvoir, ou bien ils nous livreront une bataille générale.

Sur la confiscation de la terre. Le plus avantageux pour nous dans notre position est de livrer combat. Ici, le gouvernement provisoire ne peut émettre aucune réserve, qui l'a fait lors du refus de publier les accords, car c'est la paix séparée.

Neuvième point : sur le changement de nom du parti. Lénine, sur ce point, a tort. Il est impossible de se hâter aujourd'hui de changer le nom du parti avant le congrès, il faut admettre plus largement dans les rangs du parti et ne pas écarter de nous des camarades. Aujourd'hui, il est impossible de diviser la masse, parce qu'il y a quelque chose qu'elle ne saisit pas. Le point sur les tâches du parti est superflu.

Cinquième thèse : si la république parlementaire est un retour au passé. L'Assemblée constituante ne nous donnera pas la majorité. Si nous attendons la révolution sociale, nous pouvons admettre que la majorité des congrès voteront pour nous. Tous les démocrates. L'armée, les paysans, les ouvriers et la bourgeoisie, telle est la composition de la future Assemblé constituante. Pourquoi ne pas livrer combat dans cette assemblée ? Il nous faut admettre la bourgeoisie dans l'Assemblée constituante et ne pas tenter de l'étouffer par en bas, cela ne nous serait pas avantageux, il faut nous rencontrer dans l'Assemblée constituante. Sans attendre la convocation de l'Assemblée constituante et renverser le gouvernement provisoire, et convoquer à notre initiative l'Assemblée constituante, et là, lui livrer combat.

Pourquoi ne pas appeler le soviet le Parlement de la République ?

Le troisième point *(des thèses de Lénine — NDA)* : annexions dans le sens d'un nul, c'est possible, présenter les exigences d'armistice, publier les traités.

Le cinquième point : l'exclure totalement.

Le neuvième point : l'exclure totalement.

Sur l'Internationale, exclure totalement.

Les thèses de Lénine sont justes dans leur fond, mais elles ne collent pas pratiquement. L'exigence de la paix, de la publication des traités et la journée de travail de 8 heures sont des exigences concrètes.

Le camarade **Vladimir Zalejski** (contre-rapporteur) rappelle les positions adoptées par les congrès internationaux. Il considère que Lénine n'a pas trahi les révolutions (1), comme maintenant l'avis du socialisme international en cas de guerre, le prolétariat doit aiguiser les conflits qui apparaissent pendant la guerre.

Il souligne que la révolution démocratique bourgeoise n'est pas achevée et c'est seulement en cas de révolution sociale que les alliés d'Europe occidentale (...) *(texte ultérieur non déchiffré — NDLR).*

Il récuse la décision du comité de Pétersbourg, que, par sa résolution du 7 (20) mars 1917 sur la guerre, il a exercé une pression sur le gouvernement provisoire, et c'est seulement un point de vue de liquidation dans les mots. Sur les annexions, dans les faits, par exemple, les habitants de la Courlande.

Slogan d'avorton, celui de la paix conclue par les peuples, pour l'Internationale c'est possible. Conclure la paix dans une société bourgeoise, c'est impossible, mais après la conclusion de la paix la bourgeoisie s'effondrera, car de gros impôts retomberont sur les épaules de cette bourgeoisie.

L'avis du comité de Pétersbourg (pas du camarade Lénine), s'adresser aux peuples pour élaborer ensemble les modalités de la paix.

Sur le soutien au gouvernement provisoire. Le comité de Pétersbourg n'a jamais dit. Il ne s'oppose pas à ses mouvements (actions) révolutionnaires, mais ne le soutient pas s'il s'engage sur une autre voie.

Il souligne que Lénine a su évaluer le moment, et on comprend ce que le comité de Pétersbourg a fait et a porté sur ses épaules.

La République des députés ouvriers, bergers et paysans. Le retour de cela à la République parlementaire est un pas en arrière. C'est un fait. Le parlementarisme, c'est une forme bourgeoise de lutte, maintenant arriérée. Un nouveau type de pouvoir d'Etat existe et a pris la forme du soviet des députés ouvriers et soldats.

Il faut d'abord développer la révolution jusqu'à la fin, puis penser à l'Assemblée constituante.

Sur le changement de nom du parti. La question est bien entendu peu importante, mais il n'est pas d'accord avec les motifs avancés par les adversaires de ce changement, à savoir la crainte de la rupture avec le centre. Lénine veut prendre un nom qui permette de se distinguer brutalement des chauvins et en général de tous ceux qui s'appelleront désormais sociaux-démocrates.

Le camarade Ilia (invité) (2) est frappé par la fraîcheur des pensées de Lénine, par le fait que dans un moment aussi difficile, il l'apprécie fidèlement.

Il dit que la guerre maintenant n'est plus seulement impérialiste.

Il faut lutter contre le système qui s'est formé grâce à la guerre. Que la bourgeoisie aussi a peur de la fin de la guerre, comme jadis elle craignait le début de la guerre. Elle a peur de l'indignation des masses après la fin de la guerre. Nous devons exiger des négociations de paix. Il faut exiger une conférence socia-

Notes de la rédaction :

(1) Manifestement, l'orateur a parlé de "résolutions" et non de "révolutions".

(2) Il s'agit de Ioureniev, membre du groupe interarrondissements (Mejraionka) de Petrograd rassemblant d'anciens mencheviks et d'anciens bolcheviks, auquel appartient Trotsky et qui entrera dans le Parti bolchevique en août 1917.

liste, puis une conférence socialiste générale pour le monde entier. Qu'est-ce qui est le mieux : la révolution sociale ou la paix sans annexion, c'est une question de goût. Le socialisme international n'est pas la manifestation de l'essence de la social-démocratie.

Les sociaux-démocrates ne sont pas devenus pires parce que dans leur sein sont apparus des éléments opportunistes. Ils sont restés propres, mais la guerre les a déroutés.

Il remarque que Lénine, en évoquant les soviets, parle toujours du soviet des députés ouvriers, mais ne parle pas du soviet des députés ouvriers et soldats. Il y a des voix actives et des voix passives. Il faut tenir compte des voix passives. Le mot d'ordre des soviets des députés ouvriers et de bergers ce sera après ? Aujourd'hui, il faut le soviet des députés ouvriers et soldats, car nous devons nous appuyer sur l'armée. Pour la révolution, tant qu'elle n'a pas de caractère socialiste, seulement les soviets de députés ouvriers et soldats.

La camarade Stal (Liudmila) : après l'arrivée de Lénine, un vent frais, précisément, a soufflé. Jamais les marxistes révolutionnaires ne s'adaptent aux masses (c'est-à-dire n'abaissent pas leurs slogans) et nous devons expliquer. Quand Lénine a lancé le slogan de *"Révolution sociale"*, il a éveillé la crainte chez beaucoup. Nous avons dit auparavant que notre révolution trouvera un écho en Occident. La révolution russe a posé un jalon et le prolétariat occidental ne peut pas alléguer qu'il faut attendre la fin de la révolution. Nous ne devons pas craindre d'effrayer la bourgeoisie. Nous ne devons pas aider la bourgeoisie à semer des illusions. La faute de 1905, les bolcheviks tenaient pour la dictature du prolétariat (3), nous n'avons pas abandonné ce vieux point de vue.

Le camarade A. explique que Lénine n'a pas évoqué les soviets de soldats quand il a évoqué le soviet des députés ouvriers, car les soldats deviendront le peuple, dans la mesure où il faut démobiliser l'armée et armer le peuple tout entier. Il est plus avantageux d'avoir sur le front son peuple en armes qu'une authentique armée qui maintenant est soumise à l'agitation de Goutchkov (le ministre de la Guerre du gouvernement provisoire), la révolution peut s'étendre sur des années.

Notre programme minimum a vieilli, il est indispensable de le réexaminer. C'est le soviet des députés ouvriers qui doit convoquer l'Assemblée constituante. Le point de vue de Lénine est un élan. Craindre l'étiquette, le changement, il ne faut pas les craindre.

Le camarade Anatoli considère que les thèses de Lénine ne sont qu'un exposé clair et précis de ce que nous avons fait passer dans la vie sous forme embrouillée. Si on retire le point 5, on retire notre existence. Dans les thèses de Lénine, il n'y a rien de nouveau.

L'article de Kamenev. Il est impossible de considérer la révolution bourgeoise comme achevée. C'est incorrect, sous la forme de l'embrouillamini. Il est impossible de déterminer où s'achève la révolution bourgeoise et démocratique.

Dans le changement de nom du parti, c'est le révisionnisme qui sera perdant, pas nous. Cela repoussera la masse. Il est vrai, ce n'est pas désirable, mais la rupture avec le centre et grâce à Dieu...

Le camarade Rakhia : si les bolcheviks suivent les masses, ce sont des opportunistes. Si nous changeons de nom, c'est comme si nous repoussions de nous celui qui veut adhérer au parti. C'est une erreur. Il faut d'abord tâter, puis adopter. Pour parler de la plate-forme bolchevique, il est impossible d'apporter l'appui (?), il est impossible de s'adapter à la masse. Il trouve que Serge Bogdatiev considère que les thèses de Lénine sont en principe possibles, mais pratiquement inapplicables dans le moment actuel.

Sur la rénovation de l'Internationale, cela se passe déjà dans la vie. La rénovation contre les sociaux-chauvins, contre le centre. Les points que le camarade Bogdatiev a demandé de rejeter sont précisément indispensables.

---

(3) Le secrétaire a omis la moitié du slogan bolchevique de 1905 : *"Dictature du prolétariat* ***et de la paysannerie pauvre."***

Le camarade Serge Bogdatiev répond : *"J'ai parlé seulement des méthodes à employer pour aborder le travail."* Il souligne que, lors du vote de certaines résolutions bolcheviques, il est resté en minorité, il n'était pas d'accord. Si, dans le système capitaliste, on échange la Courlande contre l'Arménie, de toute façon, cela revient au même.

Il affirme que la vieille Internationale a fait fausse route. Pas de tribunal d'arbitrage, pas le désarmement des peuples, aucune paix conclue par les peuples, tout cela, c'est des bêtises. Sur les décrets du gouvernement provisoire : je n'ai pas parlé de soutien au gouvernement provisoire. Tant que les troupes obéissent au gouvernement provisoire, nous disons : *"Exigeons de lui telle ou telle chose."* Nous disons au peuple et à l'armée : *"Si vous ne nous croyez pas, alors, soutenez le gouvernement provisoire. Exigez de lui."* Ces moments sont pratiques. Si nous recevions la majorité dans les élections municipales, il ne serait pas exclu que nous disions que le soviet des députés ouvriers a perdu sa signification. Lorsque l'Assemblée constituante se réunira, elle exercera un grand pouvoir, en conséquence, c'est vers elle qu'il faut se diriger.

Si nous prenons le nom d'internationalistes, Martov et Larine (4) se nomment aussi de cette façon. L'énorme majorité des paysans sont une force petite-bourgeoise. Il est impossible de s'appuyer sur eux. Ils marcheront bien sûr pour une république démocratique.

Considérer le slogan de la paix sans annexions comme inadéquat, à l'exclusion du point que j'ai rappelé ci-dessus. Dans l'ensemble et en totalité, les thèses sont correctes (5).

Proposition : un seul rapport, puis la discussion à la conférence du parti de toute la ville. Dans les arrondissements, choisir (...) *(blanc dans le procès-verbal — NDLR)* pour l'information.

Soumettre au vote l'ensemble des thèses de Lénine.

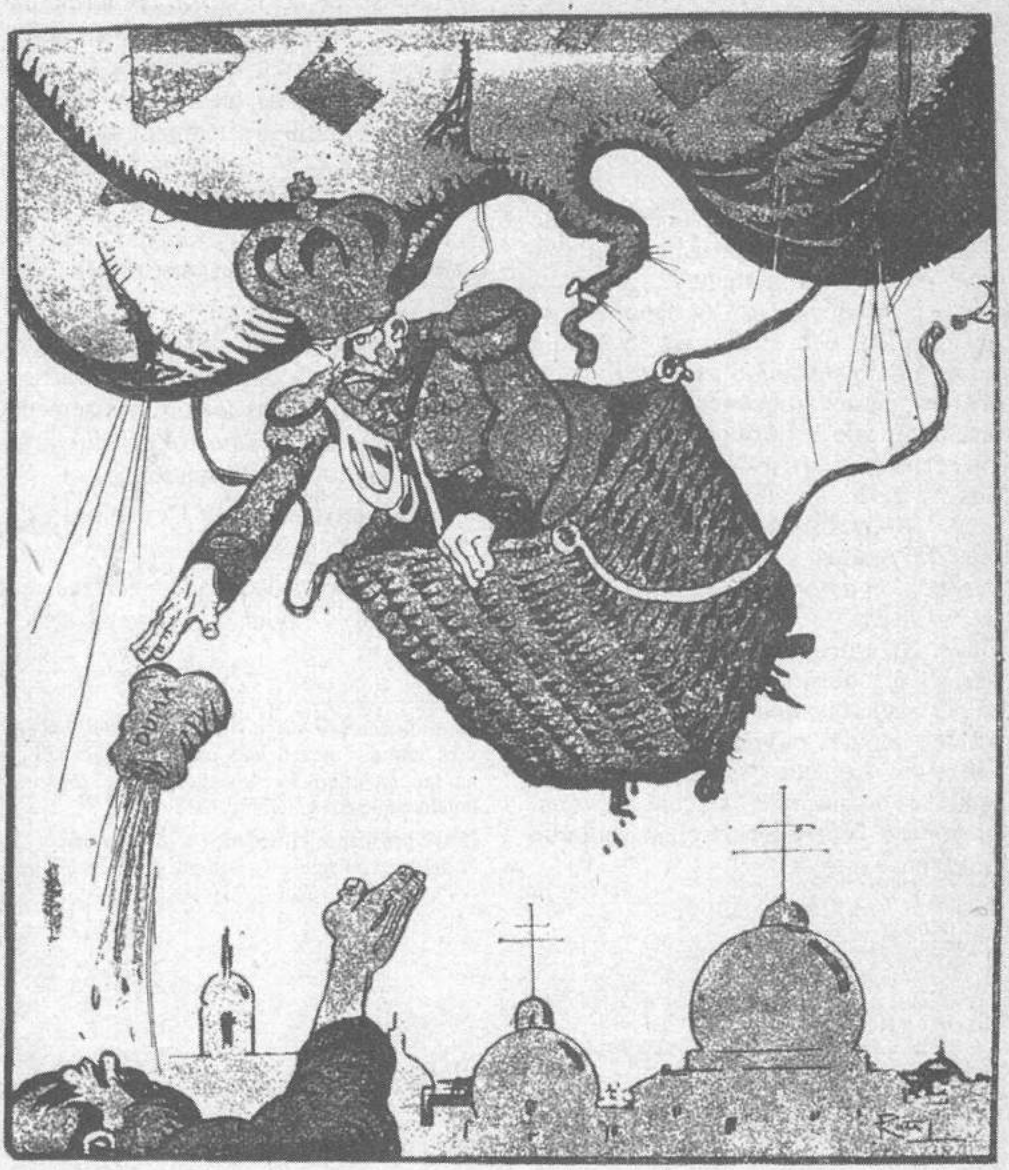
Les membres du comité votent sur cette proposition : 2 pour, 13 contre, 1 abstention.

---

(4) Iouli Martov dirige l'aile gauche des mencheviks, dite des mencheviks internationalistes. Larine, qui appartient à ce groupe, se ralliera au Parti bolchevique en septembre 1917.

(5) A l'évidence, Bogdatiev a dit l'inverse : "incorrectes", puisqu'il les critique et vote contre.

212 NICOLAS, ANGE DE LA PAIX



POUR SAUVER SA TÊTE !

— Eh ! Et l'autre ! Et la couronne qui tant pèse !

Caricature de Rata Langa (*LAsino*, de Rome, 3 septembre 1905).

* Autre image ayant recours à la figuration du ballon. Pour se sauver, le Tsar jette par-dessus bord la *Douma*, alors que le peuple russe lui fait observer que la couronne le débarrasserait d'un poids bien autrement lourd.

Ivan Vratchev : le XIIe Congrès du Parti bolchevique

Le XIIe Congrès du Parti bolchevique, tenu en avril 1923, représente un moment d'une extrême importance dans la vie politique de ce dernier, et donc de l'URSS :

1) C'est le premier congrès qui se déroule sans la présence de Lénine, frappé le 9 mars, un mois avant le congrès, par une attaque qui le prive définitivement de l'usage de la parole et de ses bras, donc de la possibilité même d'écrire.

2) C'est le congrès pour lequel Lénine avait préparé, selon les mots de l'une de ses secrétaires, *"une bombe"* contre Staline et organisé à cette fin une véritable alliance avec Trotsky. Mais ce dernier, en l'absence de Lénine, ne cherchera pas à faire éclater cette bombe. Ivan Vratchev examine les raisons, qui, à ses yeux, ont poussé Trotsky à s'abstenir de livrer le combat préparé par Lénine, alors que ce dernier l'avait invité à ne pas passer avec Staline un compromis, aux yeux de Lénine inévitablement "pourri".

3) C'est le premier congrès dans lequel la grande majorité des délégués sont en réalité désignés par les secrétariats régionaux du parti, eux-mêmes désignés ou confirmés par le secrétariat du comité central dirigé souverainement par Staline. La plupart des délégués sont donc désignés par l'équipe de Staline, sauf ceux de Petrograd, désignés par Zinoviev, qui dirige le parti à Petrograd.

4) C'est le congrès qui, dans les faits, entérine la politique nationaliste de Staline, condamnée par Lénine dans des documents (dits *"Testament"*) ignorés des délégués.

5) C'est le congrès qui débouche sur la consolidation définitive de l'alliance Staline-Kamenev-Zinoviev, dite "troïka", contre Trotsky, en prévision de la disparition prochaine de Lénine.

L'auteur de l'article ci-après, Ivan Vratchev, futur membre de l'Opposition de gauche avant de se rallier à Staline en même temps que Radek en 1929, a été délégué à ce congrès.

Souvenirs d'un délégué

JE parlerai du congrès de deux points de vue, si l'on peut dire, depuis la salle et depuis les coulisses. Le XIIe Congrès occupe une place très importante dans l'histoire du parti. Gravement malade, Lénine ne put y être présent, même s'il s'y était préparé et avait eu le temps d'écrire, ou, plus exactement, de dicter quelques travaux fondamentaux sous forme d'articles et de lettres : *"Accorder au plan des fonctions législatives", « La question des nationalités ou l'"autonomisation" », "Feuillets de journal", "La coopération", "Notre révolution (à propos des notes de N. Soukhanov)", "Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne (propositions pour le XIIe Congrès du parti)", "Mieux vaut moins, mais mieux"*, ainsi que la *"Lettre au congrès"*, connue sous le nom de *Testament*. Ces documents, écrits par Vladimir Ilitch juste avant sa mort, furent à la base de plusieurs résolutions du XIIe Congrès, à part deux lettres qui furent cachées au parti.

Le congrès se déroula du 17 au 25 avril 1923 en présence de 408 délégués avec voix décisive et 417 avec voix consultative, qui représentaient 386 000 adhérents. Y furent invités 30 paysans sans parti et de nombreux représentants de Partis communistes étrangers.

L. B. Kamenev ouvrit le congrès en déclarant : *"A l'heure où nous entamons l'examen annuel des forces du Parti communiste des Républiques soviétiques, nos premières pensées vont bien naturellement et nécessairement à celui qui se tient depuis des décennies à la tête de notre parti."*

A ce moment éclatèrent des applaudissements prolongés et les délégués se levèrent et entonnèrent *L'Internationale* (1).

Après cette ovation, Kamenev fit part des *"soins prodigués à Lénine par les meilleurs médecins soviétiques et étrangers"*, et, s'appuyant sur leurs conclusions, exprima l'espoir que Lénine guérisse : *"La science n'a pas dit son dernier mot et l'organisme de Vladimir Ilitch n'a pas épuisé ses dernières forces, c'est sur cela que repose notre espoir qu'il se relèvera, nous reviendra et reprendra dans ses mains de combattant et de guide la barre de la révolution mondiale"* (2).

Le rapport de Zinoviev

Zinoviev fit le rapport politique sur l'activité du comité central. Notre pays se développait alors dans les conditions du blocus économique et politique, l'URSS n'était pas encore reconnue par les Etats-Unis, la France, l'Espagne, le Mexique et quelques autres pays. Elle était reconnue *de facto* par la Grande-

Bretagne, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Chine, mais, *de jure,* nous n'étions alors reconnus que par une dizaine d'Etats : l'Autriche, l'Allemagne, la Pologne, la Finlande, la Perse, la Turquie, l'Afghanistan et les trois républiques baltes, Lituanie, Lettonie et Estonie. Malgré tout, le rapporteur, portant un regard optimiste sur notre situation internationale, proposa d'approuver la politique internationale du comité central.

Zinoviev considérait que l'activité du Comintern était particulièrement réussie. Il déclara solennellement : *"Le parti communiste mondial, c'est la Première Internationale réalisée"* (3).

Dans l'ensemble, il jugeait avec optimisme les succès économiques, et, abordant la question du parti et de l'Etat, il proposa sa formulation erronée de la dictature du parti. Pour lui, la dictature du prolétariat, c'était la dictature du parti. Il reçut alors le soutien de la direction, et sa formule de la dictature du parti se retrouva dans la résolution du XIIe Congrès, comme l'indique le compte rendu du comité central.

Evoquant la situation interne du parti, Zinoviev se prononça pour son unité : *« Toute critique de la ligne du parti, y compris celle dite "de gauche", est aujourd'hui objectivement menchevique »* (4).

Telle était sa position. Il essuya la critique de certains délégués, en particulier de L. B. Krassine (5), V. V. Ossinski (6), A. S. Boubnov (7) et I. Kh. Loutovinov.

Staline fit un rapport plutôt terne et convenu sur l'activité organisationnelle du comité central. Comme il parlait lentement et à voix basse, et que la salle avait une mauvaise acoustique, on l'entendait mal, et il fut donc peu critiqué, sauf par les leaders de l'opposition géorgienne, les "déviationnistes" Boudou Mdivani et Philippe Makharadze. Mamia Orakhelachvili et Sergo Ordjonikidze polémiquèrent avec eux pour défendre Staline.

Dans sa réponse, Staline s'en prit au déviationnistes géorgiens, critiquant durement les interventions de Loutovinov, V. V. Kossior et V. V. Ossinski (Obolenski), mais nous y reviendrons.

Un rapport écouté *"avec une attention exceptionnelle"*

Le rapport de Trotsky fut écouté avec une attention exceptionnelle. Le titre était modeste : *"A propos de l'industrie"*, mais ce fut surtout un rapport sur la politique économique, les relations de la classe ouvrière et de la paysannerie, la NEP, sa nature et les tâches essentielles à réaliser pour la mettre en œuvre, le développement des forces productives dans le pays, leur orientation dans le cadre de l'Etat ouvrier sur la voie du socialisme, enfin la situation de l'industrie et les principales tâches à accomplir pour la développer.

Ce rapport, sa discussion et la réponse du rapporteur constituèrent la partie la plus importante, le moment fort du congrès.

Evoquant la question de l'alliance entre la ville et la campagne, les relations entre la classe ouvrière et la paysannerie, Trotsky déclara : *"L'alliance est un excellent terme, mais nous l'employons si souvent que nous en oublions très souvent le contenu"* (8). Il s'agissait avant tout de l'échange des produits agricoles contre les produits industriels.

Trotsky présenta clairement la situation actuelle à l'aide d'un graphique présentant des courbes divergentes des prix industriels et des prix agricoles. Il donna à ce graphique le nom de "ciseaux", qui entra ainsi dans le vocabulaire international. A propos de la chute vertigineuse des prix agricoles, il s'exclama : *« C'est, hélas ! ce qu'on appelle une "alliance" »* (la salle éclata de rire).

Le rapport de Trotsky eut un succès inouï, comme le confirme le compte rendu officiel : *"Le président passe la parole à Trotsky pour la réponse. (Applaudissements nourris et prolongés.) (...) Les flashes crépitent (...). Trotsky : Je ne peux pas commencer tant que ces flashes ne cesseront pas. (Le photographe, sous les applaudissement de tout le congrès, fait un cliché du camarade Trotsky.)"*

Ce succès est compréhensible. Trotsky dira dans sa lettre du 23 octobre

1923 aux membres du comité central et de la commission de contrôle du parti : *"La préparation du rapport et des thèses sur l'industrie m'a pris, par exemple, près de deux mois de travail intensif"* (9).

Ce travail déboucha sur des propositions très importantes. En avril 1923, A. I. Rykov, refusant le poste de président du Conseil de l'économie, enverra une déclaration au bureau politique : *"Dans l'une de ses propositions diffusées aux membres du comité central, le camarade Staline a proposé la direction du Conseil de l'économie au camarade Trotsky. Je ne vois aucune raison pour qu'il refuse, puisque, ces dernières années, il est revenu plusieurs fois sur les problèmes de l'industrie et de l'économie, et qu'il connaît bien les principaux aspects de la gestion économique actuelle, ainsi que l'appareil de direction de l'industrie. Le succès exceptionnel qu'a rencontré le rapport du camarade Trotsky au congrès donne une totale garantie que le parti approuvera entièrement cette nomination..."* (10).

Mais Trotsky pensait et *"démontrait que cumuler le travail de président du Conseil de l'économie avec le travail militaire était une tâche trop difficile"* (11), c'est pourquoi il refusa ce cumul. En outre, il se prononçait pour l'indépendance des organes de l'industrie (soutenu en cela par Krassine et Ossinski).

Le rapport sur l'industrie fut suivi d'une discussion très animée et très importante. Quatorze orateurs prirent la parole parmi les militants du parti les plus en vue. Il y eut aussi des critiques sur certains points du rapport et des amendements aux thèses du comité central sur l'industrie.

La réponse de Trotsky fut un brillant complément de son rapport.

Les artisans... et l'armée

A propos des résultats de la NEP, la discussion avait accordé une place particulière au développement de l'artisanat. A ce sujet, Trotsky déclara : *"Aujourd'hui, l'artisanat est en soi un élément progressiste. Son développement est un phénomène nécessaire... L'artisanat a fourni en un an, avec les petits métiers, une production de 415 millions de roubles. C'est un chiffre important. Que faut-il en conclure ? Qu'il est temps d'écraser l'artisanat ou de geler à nouveau notre économie rurale ? Il faudrait être fou pour penser cela. Il doit être bien clair que nous n'allons pas écraser les artisans, mais bien au contraire tout faire pour contracter avec eux une alliance par le biais des coopératives et des crédits d'Etat, afin de les incorporer peu à peu et sans douleur dans le tissu économique de l'Etat"* (12).

A la fin de sa réponse, Trotsky aborda la question de l'Armée rouge. Il rappela qu'elle avait alors été réduite à 610 000 hommes et représentait en réalité une armée de cadres. Il fallait la doter d'un armement moderne et constituer des réserves matérielles pour l'avenir. On ne pouvait pas le faire en une année, c'est pourquoi il fallait un plan rigoureux et bien pensé.

Ensuite, rappelant comment s'effectuait auparavant l'organisation de l'armée avec la participation active des organes du parti, il déclara : *"L'état d'esprit qui règne dans l'armée, sa nature même montrent que, politiquement, jamais la domination du parti, que ce soit à travers son appareil ou ses comités locaux, jamais la domination de notre parti n'y a été si forte, si totale, si profonde, si indiscutable qu'aujourd'hui" (Applaudissements.)* (13).

Voilà ce que disait L. D. Trotsky alors qu'il ne lui restait qu'un an et huit mois à diriger l'Armée rouge.

Le 21 avril, ses thèses, publiées et diffusées, furent adoptées comme base et transmises à une commission de 25 membres pour discussion et amendements.

A la commission, il y eut beaucoup d'amendements. Ceux contre lesquels Trotsky se prononça furent écartés, mais beaucoup furent adoptés avec l'accord du rapporteur. Le 25 avril, le congrès entérina la résolution sur l'industrie, qui

sera l'un des principaux documents du parti pour de longues années.

La question nationale

La question nationale occupa également une grande place dans les travaux du XIIe Congrès. Staline en était le rapporteur. Sur le plan théorique, il reprit la conception du parti. Une année avait passé depuis la création de l'URSS, mais Staline ne dit pas un mot de sa proposition d'"autonomisation", d'incorporation des républiques nationales dans la RSFSR, ni de sa critique des propositions de Lénine. Au contraire, il fit siennes les propositions de Vladimir Ilitch. Dans son rapport, il critiqua l'ancienne direction "déviationniste" du comité central du parti de Géorgie, révoquée par le comité central. Ces derniers se manifestèrent, et il s'ensuivit une vive polémique, à laquelle participèrent Mdivani, Makharadze, Tsintsiadze, Kavtaradze, Stouroua et d'autres. Beaucoup de délégués ne comprenaient pas bien l'enjeu de la discussion qui éclata sur les affaires du Caucase, et notamment de la Géorgie. Karl Radek intervint pour dire : *"Le congrès est déjà passablement las de cette discussion, mais elle revêt tout de même une très grande importance. Le camarade Trotsky a écrit un article sur le fait que nous devons reprendre la discussion de la question nationale. En effet, à part les sommets du parti, dans le meilleur des cas quelques milliers de personnes, le parti, en tant que tel, n'a pas encore mené cette discussion. La majorité du parti ne comprend pas l'importance de cette question"* (14).

Christian Rakovski intervint dans le même style : *"Je dois dire franchement qu'en voyant avec quel calme la composante russe de notre parti considère ces discussions, qui ont malheureusement pris une couleur locale, je suis inquiet pour l'avenir de notre parti"* (15).

Mais la partie active des délégués comprenait l'importance de la question nationale et beaucoup d'entre eux, en particulier les Caucasiens, critiquèrent certaines affirmations du rapport de Staline. D'autres, comme Orakhelachvili, Elivava et Ordjonikidze, prirent sa défense en attaquant les "déviationnistes" géorgiens. Ordjonikidze organisa en outre une démarche collective contre les "déviationnistes" sous la forme d'une déclaration de la délégation transcaucasienne au présidium du congrès. Reconnaissant, Staline se fera photographier avec la délégation transcaucasienne.

"Quittons à présent la scène pour les coulisses"

Quittons à présent la scène pour les coulisses. Dans mes souvenirs du Xe Congrès du parti, je suis parvenu à la conclusion que c'était le dernier congrès convoqué et organisé sur une base réellement démocratique.

Après le XIe Congrès, où Lénine était encore présent, tout a brusquement changé. En octobre 1923, une lettre de Trotsky aux membres du comité central et de la commission de contrôle du PCR(b) observait qu'*"un grand nombre de membres du parti, et non des moindres, observaient avec inquiétude les voies et les moyens employés pour convoquer le XIIe Congrès"* (16).

La rédaction de la revue précisait : *« Par "voies et moyens" Trotsky pense au fait que, à la veille du congrès, dans beaucoup d'assemblées régionales du parti, les délégués furent élus comme candidats uniques, sur recommandation des secrétaires des comités régionaux, qui à leur tour étaient élus sur recommandation du comité central, c'est-à-dire qu'ils étaient de fait nommés par le secrétariat »* (17).

Dans la même lettre, Trotsky affirmait que *"ce régime, qui s'est formé pour l'essentiel avant même le XIIe Congrès et qui a trouvé ensuite sa configuration et sa dimension définitives, est plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime des moments les plus durs du communisme de guerre. La bureaucratisation de l'appareil du parti a atteint un développement inouï avec les*

méthodes de sélection employées par le secrétariat. Alors que, aux pires heures de la guerre civile, nous discutions au sein des organes du parti et même dans la presse du recrutement des spécialistes, de l'armée des partisans et de l'armée régulière, de la discipline, etc., aujourd'hui, on n'entend plus parler de ces franches discussions sur les questions qui inquiètent tant le parti..." (18).

"Discréditer et isoler politiquement Trotsky"

Est importante, de ce point de vue, l'affirmation de la revue du comité central : *« La lettre de Trotsky fut écrite dans des conditions où la crise dans le pays s'aggravait, avec le risque de voir se rompre les "ciseaux" entre les ouvriers et les paysans, où la bureaucratisation de l'appareil du parti s'accroissait et où la "troïka" dirigeante (Zinoviev, Kamenev et Staline) s'activait manifestement dans le but de discréditer et d'isoler politiquement Trotsky »* (19).

Ainsi, c'est à cette époque que s'est constituée cette troïka au sein du comité central pour combattre Trotsky.

Parmi certains délégués au XIIe Congrès, le bruit a couru que quelqu'un avait proposé au bureau politique que Trotsky fasse le rapport d'activité. En février 1924, j'ai rencontré plusieurs fois L. D. Trotsky à Soukhoumi, en Abkhazie, où il était alors en cure de repos. Je lui ai demandé s'il avait été réellement question qu'il présente sur le rapport d'activité du comité central.

Trotsky me répondit : *"Oui, cela a été proposé, et figurez-vous que c'est Staline qui a fait cette proposition.*

— Lev Davidovitch, pourquoi avez-vous refusé ?

— J'ai refusé parce que cette intervention aurait pu être comprise par mes ennemis, et aussi par beaucoup de membres du parti, comme une tentative de remplacer Lénine. Au bureau politique, nous considérions alors que Vladimir Ilitch ne pouvait être remplacé que par ***un collectif dirigeant dans le parti****. J'ai strictement suivi cet avis concerté."*

Telle fut en substance la réponse que j'ai gardée en mémoire pour toute ma vie. Aujourd'hui, on a la possibilité de se référer à l'explication de Trotsky lui-même.

Dans un article du 31 décembre 1932 retrouvé récemment dans ses archives aux Etats-Unis, *"Le testament de Lénine"*, on peut lire cet aveu de Lev Davidovitch : *"C'est précisément pour assurer une direction solide du parti dans l'avenir que Lénine voulait maintenant condamner fermement Staline et le désarmer (le destituer du poste de secrétaire général). Ce qui m'a retenu, ce fut la crainte que tout conflit aigu au sein du groupe dirigeant fût interprété par le parti comme une tentative de consulter les augures sur la dépouille de Lénine au moment où il luttait contre la mort"* (20).

Une intervention intempestive ?

Je voudrais citer un autre épisode important qui s'est produit au XIIe Congrès, après l'intervention du délégué Vladimir Kossior, rédacteur du journal *Troud*. Celui-ci avait déclaré que *"le camarade Staline, malheureusement (...)* (n'avait) *pratiquement pas évoqué certaines questions sensibles au sein de notre parti"* (21), questions également éludées par Zinoviev. Il avait également affirmé que, *"dans sa politique d'organisation, le groupe dirigeant du comité central mène en quelque sorte une politique de bloc, politique qui à* (son) *avis ne répond*(ait) *pas du tout aux intérêts du parti"* (22).

Citant la résolution du Xe Congrès sur l'unité du parti, Kossior avait rappelé ce qui l'avait motivée, pour conclure : *"A quoi bon, maintenant que nous nous trouvons dans les conditions de la construction pacifique et que dans le parti, comme le reconnaît le camarade Zinoviev lui-même, tous les regroupements dépérissent, à quoi bon cette loi d'exception ?"* (23). Kossior avait également attiré l'attention sur le fait qu'on n'utilisait pas suffisamment les capacités de Trotsky.

Le discours de Kossior avait occupé une place centrale dans les débats sur les rapports de Zinoviev et de Staline et fut vivement critiqué par une dizaine de délégués, dont Boukharine, Roudzoutak et Staline.

Karl Radek, intervenant contre Kossior, nia l'existence de groupes dans la direction du parti.

La position de Kossior fut également rejetée par Trotsky au début de son discours de réponse. Mais Kossior avait incontestablement raison et avait fait un discours courageux. Au moment du XIIe Congrès, la troïka dirigée contre Trotsky était déjà constituée. Celui-ci, qui ne perdait pas de vue l'unité du parti, était obligé de se dissocier de Kossior, car il se retrouvait au sein du bureau politique seul contre six.

D'autres critiques

A part Kossior, d'autres délégués intervinrent contre les rapports de Zinoviev et de Staline, en particulier Iou. Loutovinov, qui fut sévèrement critiqué par une vingtaine d'intervenants, et Ossinski (Obolenski), qui critiqua Zinoviev. Staline, prenant la défense de Zinoviev, reconnut l'existence d'un groupe dirigeant au comité central et déclara à l'adresse d'Ossinski : *"Il a adopté la ligne de désintégrer le noyau qui s'est constitué au sein du comité central au cours d'années d'activité, afin de désintégrer progressivement, pas à pas, l'ensemble. S'il pense sérieusement poursuivre de telles attaques contre tel ou tel noyau de notre comité central, je dois le prévenir qu'il va rencontrer un mur compact contre lequel je crains qu'il ne se brise l'échine. Qu'Ossinski se ménage !"* (24).

Pour revenir à la question nationale, je dois mentionner la lettre écrite par Lénine les 30-31 décembre 1922 à l'insu du congrès, *"La question des nationalités et l'autonomisation"*. Lors d'une séance du présidium du congrès, il fut décidé de diffuser la lettre de Lénine au cercle des initiés, ainsi qu'aux délégations du congrès, mais pas à la commission pour la question nationale (25).

Sur la base de cette décision, les historiens pensent en général que les délégués du congrès ont eu connaissance de la lettre de Lénine, mais ce n'est pas exact : la lettre n'a été diffusée qu'à la réunion des chefs de délégation. (Moi, par exemple, qui étais délégué avec voix délibérative, membre du comité central du Parti communiste de Géorgie, membre du comité transcaucasien du PCR(b), chef du département politique de l'armée du Caucase, je fus seulement informé de son existence, mais je n'ai pas pu en prendre connaissance.)

De plus, lorsque Boudou Mdivani tenta à plusieurs reprises de rendre public tel ou tel extrait de la lettre de Lénine ou simplement de l'évoquer, Kamenev, le président de séance, l'interrompit en disant qu'il ne fallait pas se référer à ce document.

Un mois avant l'ouverture du XIIe Congrès, le 5 mars 1923, Lénine, malade, dicta une lettre à Trotsky :

« A Trotsky, le 5 mars 1923. Ultra-secret. Personnellement.

Cher camarade Trotsky, je vous prie très instamment de vous charger de défendre la cause géorgienne au comité central du parti. Cette affaire est actuellement l'objet des "poursuites" de Staline et de Dzerjinski, et je ne puis me reposer sur leur impartialité. C'est même tout le contraire. Si vous consentiez à prendre la défense de cette cause, je pourrais être tranquille. Si pour quelque raison vous n'acceptez pas, renvoyez-moi tout le dossier. J'y verrai le signe de votre désaccord. Avec mes meilleures salutations de camarade. Lénine » (26).

Au même moment, Lénine écrivait une autre lettre :

"A Mdivani, Makharadze et autres, le 6 mars. Copie aux camarades Trotsky et Kamenev. Ultra-secret.

Chers camarades, je suis votre cause de toute mon âme. Je suis bouleversé par la grossièreté d'Ordjonikidze et la connivence de Staline et de Dzerjinski. Je prépare des notes et un discours en votre faveur.

Avec ma considération. Lénine" (27).

Otage de la troïka et du bureau politique ?

Hélas ! Vladimir Ilitch n'eut pas la possibilité d'intervenir... Lev Davidovitch n'intervint pas non plus, arguant de son état de santé, mais plus probablement parce qu'il ne voulait pas exciter les oies de Staline. Mais il fit tout de même quelques démarches dans ce sens. L'historien A. P. Nenorokov fait remarquer que *"Trotsky fit beaucoup dans ce sens, en critiquant les thèses de Staline pour le XIIe Congrès dans deux excellents articles"* (28).

Il n'écrivit pas que des articles. Trotsky reconnaissait que dans le Parti communiste de Géorgie il n'y avait pas de tendance nationaliste et proposait de rappeler Ordjonikidze de Géorgie. Il ne prit pas la parole sur la question nationale comme le demandait Lénine et fonda ses espoirs sur Kamenev, qui devait se rendre en Géorgie en tant que président d'une nouvelle commission. Mais celui-ci ne justifia pas ses espérances : il prit le parti d'Ordjonikidze et de Dzerjinski.

Sur cette question, Nenorokov tire des conclusions hardies, considérant que Trotsky *"n'a pas fait le principal, il s'est consciemment abstenu de résoudre la question essentielle, la destitution de Staline du poste de secrétaire général, scellant ainsi son propre sort"* (29).

Oui, Trotsky s'est consciemment abstenu de cette démarche, non seulement parce qu'il était otage de la troïka et du bureau politique (seul contre six), mais aussi parce qu'il avait des illusions sur la possibilité d'une direction collective du parti. Son attitude au XIIe Congrès en est la preuve éclatante, il sera même obligé d'inclure dans ses thèses sur l'industrie des propositions qui les contredisaient, comme par exemple sur la direction des organes de production par le parti, ce qui fut présenté comme le principal contenu de son travail, alors qu'il s'était prononcé pour l'autonomie des organes économiques.

Nenarokov se trompe donc, mais également... Trotsky, quand il écrit dans *Ma vie* : *"Si, à la veille du XIIe Congrès, j'avais agi sur la base d'un bloc Léniné-Trotsky contre le bureaucratisme stalinien, je ne doute pas que même sans la participation de Lénine j'aurais remporté la victoire dans ce combat"* (30).

Une défaite programmée ?

Non, il n'aurait pas remporté la victoire, mais aurait subi une défaite. En ce qui concerne le bloc Lénine-Trotsky, les historiens n'ont pas découvert de données documentaires, à mon avis c'était en cours, mais cela n'aboutit pas à cause de l'aggravation de la maladie de Vladimir Ilitch, puis de sa mort.

Comment Trotsky aurait-il pu remporter la victoire ? La troïka, les "sept" et leurs partisans qui dirigeaient les grandes organisations du parti à la périphérie avaient des moyens puissants, il se serait produit prématurément ce qui conclut la XIIIe Conférence du parti : Trotsky se serait vu accuser de déviation social-démocrate, voire pire. C'est ce que montre déjà le XIIe Congrès, dont le ton fut donné par la troïka, avec l'aide des "sept" et des pions placés par Staline à la périphérie, et qui siégeaient au présidium du congrès. Ce sont eux qui avaient le soutien du congrès et non Trotsky, même si ses interventions furent très applaudies (expression de sentiments sincères et de mimétisme...).

Et l'une des décisions importantes du congrès peut être vue comme une instruction donnée à Staline. Le congrès déclara que *"la reconnaissance par la paysannerie des méthodes socialistes de gestion économique ne peut être obtenue que* ***par la voie de l'exemple direct*** (souligné par moi — I. V.), *c'est-à-dire en démontrant à la paysannerie* ***dans la pratique, sur plusieurs années****, que l'économie collective est économiquement plus avantageuse, plus rationnelle, etc."* (31).

On sait de quelle façon Staline violera et dévoiera cette décision quelques années plus tard...

D'une certaine façon, le XIIe Congrès fut le prolongement du XIe. En 1922, à la

suite de ce congrès, Staline fut élu secrétaire général sur proposition de Kamenev. C'est précisément à ce moment-là que se forma la troïka Staline, Zinoviev, Kamenev, qui soumit à son influence tous les membres du bureau politique contre Trotsky.

En réalité, c'est une fraction qui se formait au sein du comité central. Elle se donna pas mal de peine lors de la préparation du XIIe Congrès, utilisa pour ses propres intérêts l'absence de Lénine et remporta la victoire contre lui, ce qui se traduira dans la composition des organes de direction du parti. Un comité central de 40 membres sera élu. Parmi eux, Trotsky pouvait compter sur le soutien de Radek, de Piatakov et en partie de Sokolnikov, et c'est tout. Parmi les 17 suppléants, il n'y avait aucun partisan potentiel de Trotsky, de même que parmi les 50 membres et les 10 suppléants de la commission de contrôle.

A ce propos, au XIIe Congrès, j'avais proposé à l'assemblée de la délégation transcaucasienne la candidature de A. F. Miasnikov, le secrétaire du comité de Transcaucasie, comme membre suppléant du comité central. A la séance de la délégation, il était passé. Mais ensuite, Ordjonikidze n'avait pas réussi à le défendre dans les plus hautes sphères qui décidaient de la composition du comité central. Quand je revins du congrès, Alexandre Fedorovitch me demanda en aparté : *"Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé avec ma candidature ?"* Que pouvais-je lui répondre ? Staline s'était souvenu, bien entendu, que lors de la discussion sur les syndicats, Miasnikov avait soutenu la position de Trotsky, et aucun de ses partisans d'alors ne fut élu au comité central.

Staline avait posé des fondements solides pour sa lutte contre Trotsky, qui allait commencer un an plus tard.

Le 17 septembre 1990

---

(1) *XII s"ezd RKP(b). Stenografitceskij ottcet,* Moscou, 1968, p. 3.
(2) *Ibidem,* p. 4.
(3) *Ibidem,* p. 11.
(4) *Ibidem,* p. 52.
(5) *Ibidem,* pp. 48, 126.
(6) *Ibidem,* p. 201.
(7) *Ibidem,* p. 238.
(8) *Ibidem,* p. 319.
(9) *Izvestija CK KPSS,* 1990, 10, p. 180.
(10) *Ibidem.*
(11) *Ibidem,* p. 179.
(12) *Stenografitceskij ottcet,* p. 401.
(13) *Ibidem,* p. 417.
(14) *Ibidem,* p. 615.
(15) *Ibidem,* p. 511.
(16) *Izvestija CK KPSS* 1990, n° 5, pp. 165-166.
(17) *Ibidem,* p. 175.
(18) *Ibidem,* p. 170.
(19) *Ibidem,* p. 173.
(20) *Gorizont,* 1990, n° 6. p. 49.
(21) *Stenografitceskij ottcet,* p. 101.
(22) *Ibidem,* p. 102.
(23) *Ibidem,* p. 104.
(24) *Ibidem,* p. 201.
(25) *Ibidem,* p. 821.
(26) *Polnoe sobranie sotcinenij,* t. 54, p. 329.
(27) *Ibidem,* p. 330.
(28) *Sojuz,* 1990, n° 11, p. 6.
(29) *Ibidem.*
(30) *Izvestija,* 18 août 1990. Je remercie D. A. Volkogonov pour cette citation.
(31) *Stenografitceskij ottcet,* p. 671.

Comment les programmes et les manuels scolaires présentent les institutions européennes

(Maurice Martin)

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà consacré plusieurs articles aux manuels scolaires : dans le n° 8, un article de Gérard Lorigny sur *"Histoire en sixième et propagande religieuse"* ; dans les n°s 13 et 14, un article d'Odile Dauphin sur *"La Révolution française dans les manuels scolaires"* ; et dans le n° 22, un article de Roland Corominas sur *"Les manuels scolaires espagnols à l'heure de la régionalisation"*.

La rédaction de la revue entend continuer ce travail, et, dans cette direction, publie ci-après un article de Maurice Martin, professeur d'histoire-géographie, sur la façon dont l'Europe et ses institutions sont présentées dans de nombreux manuels scolaires.

La propagande y remplace l'histoire. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il atteint des proportions à ce jour inconnues, sauf dans les régimes totalitaires.

"Les gouvernements réfléchissent ensemble à ce qu'ils peuvent faire pour le bien de tous"

AVANT d'examiner la manière dont les programmes et les manuels scolaires abordent la question de la construction européenne, il est utile d'effectuer quelques remarques préalables.

La première, c'est que nos élèves de collège, puis de lycée, sont maintenant soumis à un véritable matraquage, puisque la "question européenne" figure, sous une forme ou sous une autre, à la fois au programme d'histoire, de géographie et surtout d'éducation civique, en 4e, en 3e, puis en 1re et en terminale ! Tout enseignant sait bien que la bonne pédagogie est affaire de répétitions ! Ainsi, dans leur "formation" de futurs citoyens, les élèves auront eu affaire au moins deux années de suite en collège, puis deux fois encore en lycée — à l'âge où ils deviennent électeurs —, à un véritable "formatage" idéologique, comme on le verra ci-dessous.

La deuxième, c'est que le véritable tournant, la césure décisive arrivent au lendemain de la signature du traité de Maastricht. Jusqu'aux éditions de 1993, les manuels accordent à la construction européenne, au fonctionnement de ses institutions, à ses réalisations, une place somme toute normale, qui correspond à une réalité essentiellement économique, vieille, alors, de plus de 35 ans. Les auteurs les plus audacieux n'hésitant pas parfois à soulever quelques critiques sur la politique agricole commune (PAC) ou la lenteur des prises de décisions...

Mais tout change après Maastricht ! Toutes les priorités sont inversées, la construction de l'Union européenne devenant l'alpha et l'oméga de toute l'histoire depuis l'Antiquité, inscrite dans les "gènes" de la déesse grecque Europe, ancrée dans les moindres détails de la géographie continentale et soudée par les "valeurs communes" que sont la démocratie, l'économie de marché, les droits de l'homme, la solidarité, et... les bons sentiments !

La troisième, enfin, découle de la précédente. S'alignant totalement sur les instructions officielles qui **ordonnent** aux auteurs et aux éditeurs de respecter les programmes à la lettre et dans l'esprit, tous les manuels finissent par se ressembler, publiant les mêmes documents, les mêmes textes, les mêmes photos, les mêmes "analyses", et, parfois, les mêmes mensonges ou omissions volontaires.

La lecture des instructions officielles, puis de quelques dizaines de manuels de tous niveaux, en histoire, en géographie et en éducation civique, en devient vite fastidieuse et répétitive ! C'est la raison

Maurice Martin est professeur d'histoire-géographie au lycée Saint-Exupéry, à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

pour laquelle le choix des citations — indispensables à la "démonstration" — se limitera à des extraits choisis parmi des documents officiels ou les quelques ouvrages en usage dans mon établissement ou dans les collèges avoisinants. Que leurs auteurs ne nous en tiennent pas griefs ! Répétons-le : c'est sans doute sur ce sujet que l'alignement des manuels est devenu le plus systématique, pour ne pas dire... totalitaire !

Avant Maastricht...

Prenons deux exemples, l'un en collège, l'autre en lycée, tout à fait conformes aux programmes officiels d'avant 1993.

• Le programme d'éducation civique de 3e comportait trois grandes parties :

1. La nation et l'Etat (étude de la Constitution, les Assemblées, les élections, les partis politiques, les syndicats, la justice, le budget, la défense).

2. Les institutions des deux grandes puissances (Etats-Unis et URSS devenue CEI).

3. La vie internationale (le droit international, l'ONU, guerre et paix).

Quid de l'Europe ? Dans le manuel Hachette, elle est évoquée en une seule page (11) en tant que "superstructure" instituant une citoyenneté européenne à côté de la citoyenneté nationale, dont l'étude reste cependant dominante dans les programmes. Le dossier est consacré au référendum sur le traité de Maastricht, qui vient d'avoir lieu en 1992. Ce manuel est d'ailleurs l'un des rares à avoir l'honnêteté de donner les chiffres du résultat acquis de justesse : 51,04 % des votants ont répondu oui, soit 34,36 % des inscrits ! Les collégiens des générations suivantes n'auront plus jamais l'occasion de se poser des questions sur cette adhésion chichement acquise... et qui va pourtant tout bouleverser !

• En 1988, le programme de géographie de 1re portait sur la France et les autres pays d'Europe. On étudiait alors des Etats constitués par des nations qui avaient leur histoire, leurs peuples, leur économie (agriculture, industrie, commerce, services) et leurs grands ensembles régionaux. On pouvait encore lire ceci : *"Les frontières de la France résultent des actions politiques d'un Etat et d'une nation (...). La France est un héritage de l'histoire."*

Sur 288 pages, le manuel Hatier ne consacrait que 13 pages à la construction européenne. Certes, la dernière page était un article de *L'Express,* qui évoquait la signature de l'Acte unique de 1986 et s'intitulait *"Pourquoi nous voulons l'Europe"*, condamnant pêle-mêle les corporatismes syndicaux, les statuts catégoriels, le colberto-conservatisme et le marxisme... Mais les auteurs "compensaient" en quelque sorte par quelques critiques audacieuses (!), telles que : *"Le Parlement* (européen) *ne peut rien contre le Conseil et pour censurer la Commission une majorité des 2/3 est nécessaire"*, ou bien : *"Certains revers de la PAC apparaissent de plus en plus nettement (...), ce sont les plus grandes exploitations qui en tirent profit"*, ou encore : *"Le cap des 17 millions de chômeurs a été franchi au début de 1987 dans l'Europe des 12."*

Le Paradis européen n'existait pas encore, quelques esprits chagrins pouvaient encore s'interroger, risquer quelques critiques et inciter nos élèves à réfléchir par eux-mêmes ou par l'expérience de leurs parents, agriculteurs ruinés ou sidérurgistes licenciés... qui sait ?

Vinrent Maastricht et l'euro...

Sachant qu'il est tout de même difficile de changer les programmes et les manuels trop souvent, il aura fallu attendre quelques années après l'adoption "enthousiaste" du traité de Maastricht, pour que **toute** l'histoire, **toute** la géographie et **toute** l'éducation civique de **tous** les niveaux de l'enseignement secondaire s'en trouvent renversées "cul par-dessus tête".

La France — qui tenait la tête — n'est plus qu'un assemblage de régions

ou de provinces, toutes plus "européennes" les unes que les autres : *"L'Alsace, entre France et Europe"*, *"Le Nord-Pas-de-Calais, un carrefour d'une Europe sans frontières"*, *"Rhône-Alpes, une dorsale européenne"*, *"PACA, l'Euroméditerranée"*, et même, pourtant à l'écart de tout, *"la Bretagne, entre identité culturelle et ouverture européenne"* (manuel de 1re Bréal, 2003).

• Propagande officielle

C'est l'arrivée de l'euro qui va fournir l'occasion de déchaîner la véritable propagande qui tient lieu désormais "d'enseignement" dans nos disciplines.

En 1998, le ministère de l'Education nationale édite une plaquette de présentation de la future monnaie européenne : *"L'euro, une monnaie pour le XXIe siècle."* Cette plaquette, diffusée à tous les lycéens, va donner le ton de toutes les instructions officielles qui vont suivre, y compris pour les inexactitudes qu'elle contenait.

Une carte montrait les 11 pays sur les 15 membres de l'Union européenne qui avaient adopté l'euro, n'expliquant pas, d'ailleurs, pourquoi quatre d'entre eux ne l'avaient pas fait ! Puis, le document présentait les pièces et les billets, et expliquait le bien-fondé de la création de la monnaie européenne : *"Pour stabiliser les marchés, il faut donc une politique monétaire unique"*, *"Dans un pays, celle-ci est définie par une banque centrale (en France, la Banque de France). Pour la zone euro, ce sera le rôle de la BCE installée à Francfort"*.

Comparaison qui se veut rassurante, mais parfaitement mensongère. La Banque de France était contrôlée par l'Etat et appliquait pour le franc une politique monétaire définie par le gouvernement français. La Banque centrale européenne (BCE) a été constituée comme un organisme financier **indépendant**, totalement soumis aux aléas des marchés financiers, c'est-à-dire de la spéculation. Le document ministériel poursuit : *"La coordination est assurée par le Conseil de l'euro, qui réunit les ministres de l'Economie et des Finances"*... et qui n'a strictement aucun pouvoir sur les décisions de la BCE ! Mais, à la lecture de ce document et des manuels, qui, tous, reprendront cette antienne, quel lycéen le saura ?

Plus loin, ce même document expose les fameux *"critères de convergence : faible hausse des prix, maîtrise des dépenses publiques, Etat, collectivités locales et dépenses de Sécurité sociale"*, intégrant frauduleusement dans le budget de l'Etat ce qui relève de la protection sociale collective des salariés.

En 3e, Maastricht devient la référence incontournable. Les mêmes citations sont déversées dans tous les manuels. Ainsi, Hachette 2004 cite deux fois les objectifs du traité de Maastricht (pages 147 et 161). Il s'agit, bien entendu, de *"promouvoir un progrès économique et social équilibré"*.

En éducation civique (Bordas, 1999), il est indiqué : *"L'évolution récente de nos Etats-nations d'Europe (...) invite chacun à s'interroger sur une première approche de ce que pourrait être une citoyenneté de l'Union. C'est l'un des objets du traité de Maastricht..."*

Et l'affiche qui illustre le référendum de 1992 est celle du PS qui appelle à voter oui !

Le Belin 1999 publie un texte qui vante les mérites de *"l'euro pour tous"* et propose un exercice parfaitement objectif : *"Quels sont les **avantages** d'une monnaie unique ?"* (page 44).

En 2001, l'éducation civique, juridique et sociale (ECJS) apparaît au programme de terminale, avec pour thème principal *"Citoyenneté et construction européenne"*. La brochure ministérielle d'accompagnement des programmes sera l'occasion d'indiquer des questions *"à débattre"*, diantre, on est entre citoyens majeurs ou presque (!), telles que : *"droit européen, source des droits nationaux"* (page 67), *"l'euro, monnaie et souveraineté"* (page 68), *"le travail de nuit des femmes rétabli par l'Union européenne"* (page 70), où l'on apprend — après débat, s'entend — que cela est finalement positif, parce que non discriminatoire, et que *"les institutions euro-*

péennes ont développé le droit social"(page 74) !

• L'alignement systématique

Les manuels vont donc se faire le relais fidèle de ces "instructions", afin de former nos collègiens-lycéens-futurs citoyens à l'idéologie officielle et bien pensante.

Haro sur les adversaires

Il faut d'abord disqualifier les *"pays réticents et les pays réfractaires"* : *"Ces Etats — Suisse, Norvège, Islande — ont en commun de puissants groupes de résistance économique, sociale et culturelle face à l'extérieur, une population peu nombreuse et un niveau de vie élevé"* (Bréal, 1re, 2003, page 28). Egoïstes, va !Ce qui n'empêche pas ce même manuel d'intégrer la Suisse dans les eurorégions représentées sur une carte page 338 !

Quant aux "eurosceptiques" au sein de l'Union européenne, *"ils craignent la disparition de certaines spécificités nationales ou régionales, le savoir-faire alimentaire ou une certaine conception du service public" (ibidem).* Joueurs de biniou, amateurs du camembert au lait cru, défenseurs du service public de La Poste... Tous ringards !

L'Europe chrétienne

Si l'on signale volontiers que la France a institué une tradition laïque, il est constamment rappelé qu'elle fait exception dans un espace, qui, *"du Moyen Age aux temps modernes (...), s'individualise comme un Occident chrétien"* (Bréal, 1re, 2003, page 16). Le même manuel publie une carte (page 17) qui montre une *"frontière de la foi"*, qui sépare les différentes obédiences chrétiennes et les musulmans... frontière qui correspond à l'Europe des 25 constituée en mai 2004 ! Et tant pis pour la Turquie, officiellement candidate à l'adhésion !

Le manuel d'éducation civique (Magnard, 2002) confirme *"cette identité commune"* : *"Le Moyen Age a unifié les Européens autour du christianisme. Des édifices religieux (...) construits pour rassembler les chrétiens couvrent toute l'Europe"* (page 85). Plus loin, page 87, l'emploi du temps scolaire d'un petit Basque, Pablo, comporte bien 2 heures de *"religion et ética"* par semaine.

Pour la classe de 3e, c'est le Bordas qui évoque *"le drapeau européen adopté en 1955, et qui comporte 12 étoiles d'or réunies en cercle sur un fond bleu"*. Le collégien futé pourrait poser la question : pourquoi 12 étoiles, alors qu'il n'y avait que 6 pays, puis 9, puis 10, 12 (le hasard), puis 15, et enfin 25 ? Le manuel n'ose pas fournir l'explication : les 12 étoiles d'or sur fond bleu sont un symbole "marial", celles que l'on trouve sur les images pieuses qui entourent le visage de la Vierge Marie !

Le libéralisme indépassable

Que nos élèves soient prévenus : fini le temps des emplois stables, des services publics pour tous, des conquêtes sociales et de l'Etat providence ! L'heure est désormais à la concurrence, aux restructurations, aux privatisations, aux délocalisations. Et, on vous l'affirme, **on ne peut pas faire autrement** !

"L'euro sera, avec le dollar, l'une des principales monnaies internationales et attirera, grâce à sa stabilité, l'épargne des grandes entreprises mondiales. Cela ***nécessite*** *une réduction des déficits des budgets des Etats"*... donc une réduction des dépenses de santé, d'éducation, du financement des retraites, etc. (Bordas, 3e, 1999, page 45).

Quant à la stabilité de l'euro, le collégien aura du mal à comprendre que la monnaie unique aura perdu jusqu'à 20 % de sa valeur en 2001, avant de dépasser le dollar lorsqu'il a fallu relancer les exportations américaines !

"La Commission (de Bruxelles) ***surveille*** *étroitement les subventions gouvernementales en faveur de l'industrie, certaines aides publiques sont soumises à son approbation" (ibidem)...* et, comme généralement elle refuse, les entreprises n'ont plus qu'à licencier !

Pour les 10 nouveaux pays entrés en 2004, *"il leur **faudra** accepter de profondes restructurations, touchant notamment leurs paysanneries"* (Bréal, 1re, 2003, page 30).

"Entrer dans une économie marchande, avec des privatisations et la fin des monopoles nationaux" (*ibidem*, page 42)... Combien de petits agriculteurs condamnés en Pologne ou de fonctionnaires en Hongrie ?

"Des pressions extérieures venant de l'Union européenne s'exercent dans le sens d'un réaménagement des frontières entre public et privé" (Belin, 3e, 1999)... En termes plus clairs, cela s'appelle privatisations !

*"La modernisation du système productif et l'intégration communautaire témoignent de sa volonté d'adaptation aux **contraintes** de la mondialisation"* (Hatier, géographie terminale, 2004, page 144).

"Les entreprises européennes sont parmi les plus dynamiques du fait des délocalisations (...), qui assurent leur présence dans le monde entier" (*ibidem*, page 152)... sauf là où elles étaient implantées avant de déménager ailleurs parce que la main-d'œuvre est encore moins chère !

La démographie européenne *"vieillissante"* entraîne *"l'augmentation des dépenses de santé et le financement problématique des retraites (...), ce qui peut réduire l'attractivité et le dynamisme de l'Union"* (*ibidem*, page 158)... Et si l'on diminuait l'espérance de vie de la population pour rendre l'Europe plus "attractive" ?

Un sujet de type bac est proposé en histoire *(sic)* par Hachette terminale 2004 : *"La démocratie en Europe à la fin des années 90."* Parmi les critères inhérents à la démocratie, sont citées *"l'économie de marché, la libre entreprise, la propriété privée, la concurrence, l'intervention limitée de l'Etat et la remise en cause de l'Etat providence"* (page 249).

Et puisqu'il est question de "démocratie", il faudra bien essayer de convaincre nos élèves que l'Union européenne en est un modèle... tout de même perfectible.

Les directives européennes

Dans l'enthousiasme général pour célébrer la nouvelle citoyenneté européenne instituée par le traité de Maastricht, il est un domaine où les manuels sont quelque peu embarrassés lorsqu'il s'agit d'essayer de rendre légitime ou simplement démocratique le processus des prises de décisions de l'Union européenne.

Difficile d'avouer franchement que le Parlement européen n'a aucun pouvoir et que la Commission, qui les a tous, ou presque, n'est élue par personne, et que ses membres sont **désignés** par les gouvernements !

Pour être honnête et objectif, il aurait fallu citer les articles du traité de Rome, revus à Amsterdam en 1997 et repris dans les projets de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing :

— Article 138 B : *"Le Parlement européen peut (...) **demander** à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en œuvre du présent traité."*

— Article I-25 : *"Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté **que** sur proposition de la Commission."*

Comme tout cela n'est pas très démocratique, les rédacteurs des manuels sont obligés de se contorsionner : *"Les membres de la Commission sont **proposés** par les Etats et sont **soumis** à l'investiture du Parlement"*, *"Le Conseil européen (composé des chefs d'Etat ou de gouvernement) donne des **impulsions**..."* (Belin, 3e, 1999, page 41). *"Le Parlement **contrôle** les activités communautaires"* (Bréal, 1re, 2003, page 29)

Et puis, il faut bien finir par lâcher quelques vérités.

"Le droit communautaire est supérieur au droit national français" (Bordas, 3e, 1999, page 44).

"Les Etats membres doivent non seulement respecter les traités adoptés par les institutions communautaires, mais aussi leur donner vie" (*ibidem*, page 44)... Cela s'appelle même le principe

de subsidiarité : Bruxelles décide, Paris **doit** appliquer !

"La primauté du droit communautaire : le transfert, opéré par les Etats, de leur ordre juridique interne au profit de l'ordre juridique communautaire, des droits et obligations correspondant aux dispositions du traité de Rome, entraîne une limitation définitive de leurs droits souverains contre laquelle ne saurait prévaloir un acte unilatéral ultérieur incompatible avec la notion de Communauté" (Belin, 3e, 1999, page 41). Le jargon est sans doute un peu indigeste pour un élève de 3e, mais il aura retenu sans difficulté ce que veut dire *"limitation **définitive**"* des droits souverains d'un Etat constitué depuis des siècles.

Et s'il s'offusquait que tout cela n'est finalement pas très "démocratique", les manuels devancent l'objection : *"Que resterait-il d'un ordre juridique communautaire si l'on voulait le subordonner au droit national ? Le fonctionnement de la Commission serait compromis et la construction d'une Europe unie, porteuse de grands espoirs, serait ruinée"* (Bordas, 3e, 1999, page 45)... Imparable ! Comment peut-on soulever des objections de souveraineté, de légitimité, de démocratie, au risque de ruiner de si "grands espoirs" ?

De la flagornerie à la manipulation des esprits, il n'y a qu'un pas, que les manuels franchissent allégrement.

Car toutes les "impulsions" traduites en décisions communautaires portent un nom : ce sont des **directives**. Le mot est un peu "dur", il fait "autoritaire", et, plutôt que d'en donner quelques exemples dans les domaines économiques (privatisations) ou sociaux (remises en cause du Code du travail), les seules directives qui sont évoquées traitent de domaines auxquels des adolescents ne peuvent qu'être spontanément et immédiatement sensibles :

— La défense de l'environnement : *"Le traité de Maastricht fait de l'environnement une préoccupation majeure de la Communauté : préservation de la qualité de l'eau, la pollution, l'élimination des déchets, les produits chimiques, le bruit..."* (Bordas, 3e, 1999, page 46)... D'où un dossier d'une page sur des "directives", dont personne, évidemment, ne peut discuter le bien-fondé.

— Plus "manipulateur" encore, le dossier sur les "directives" européennes limitant les périodes de chasse et protégeant les oiseaux en période de reproduction (Belin, 3e, 1999, page 40). On est au bord des larmes, mais heureusement Bruxelles veille, tance et sanctionne, y compris le gouvernement français trop sensible au lobby des chasseurs ! Et les petits oiseaux n'ont plus qu'à remercier les commissaires européens.

L'indispensable Constitution

Les dernières éditions ayant été rédigées en 2003, les auteurs de manuels se sont donc cru obligés d'anticiper sur l'adoption de la future Constitution proposée par la Convention dirigée par Valéry Giscard d'Estaing.

*"Une Constitution européenne qui pourrait être **approuvée** par référendum par l'ensemble des peuples d'Europe"* (Magnard, *Livret du professeur*, éducation civique, 3e, 2004, page 21)... "Approuvée", avant même d'avoir été "soumise" au vote des citoyens ?

Cette Constitution répond à *"la nécessité d'une plus forte cohésion"* (Bréal, 1re, 2003, page 45).

Le Hachette de 3e, 2004, n'hésite pas à proposer déjà un "sujet expliqué" sur l'élargissement à 25 et la Constitution élaborée par Valéry Giscard d'Estaing (pages 288-289).

"La Convention européenne est une assemblée qui prépare l'avenir politique de l'Union européenne. Elle élabore des propositions pour mettre en place un gouvernement européen garanti par une Constitution. Elle entend fonder l'Union européenne sur les valeurs de la démocratie : la justice, la solidarité, la paix, l'égalité dans l'unité et la diversité" (Nathan, *Livre du professeur*, éducation civique, 3e, 2004, page 5).

Que manque-t-il à un tel bouquet d'éloges, sinon la consigne explicite de voter nécessairement oui au prochain référendum ?

D'ailleurs, si l'idée saugrenue de voter non vous effleurait un instant, le manuel Hachette de terminale 2004 se charge de vous en dissuader en publiant un texte caricatural et outrancier de Philippe de Villiers, qui ne donne guère envie de se retrouver à ses côtés (page 244) !

•
• •

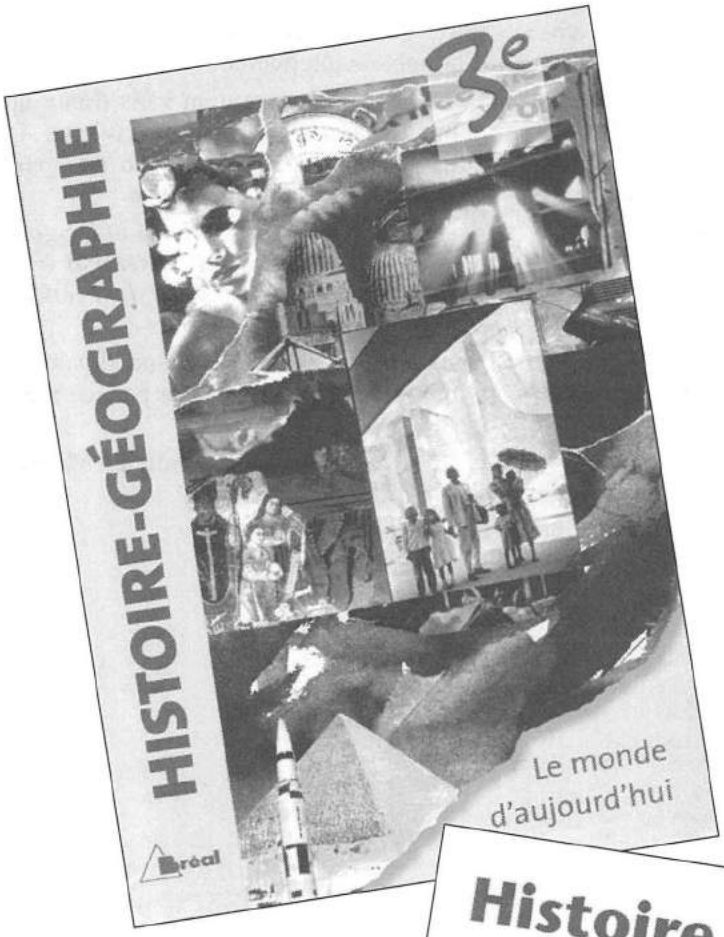
Et c'est ainsi que, depuis une quinzaine d'années, les élèves sont "formatés" sans le moindre souci d'équilibre, d'objectivité, d'esprit critique ou d'honnêteté intellectuelle.

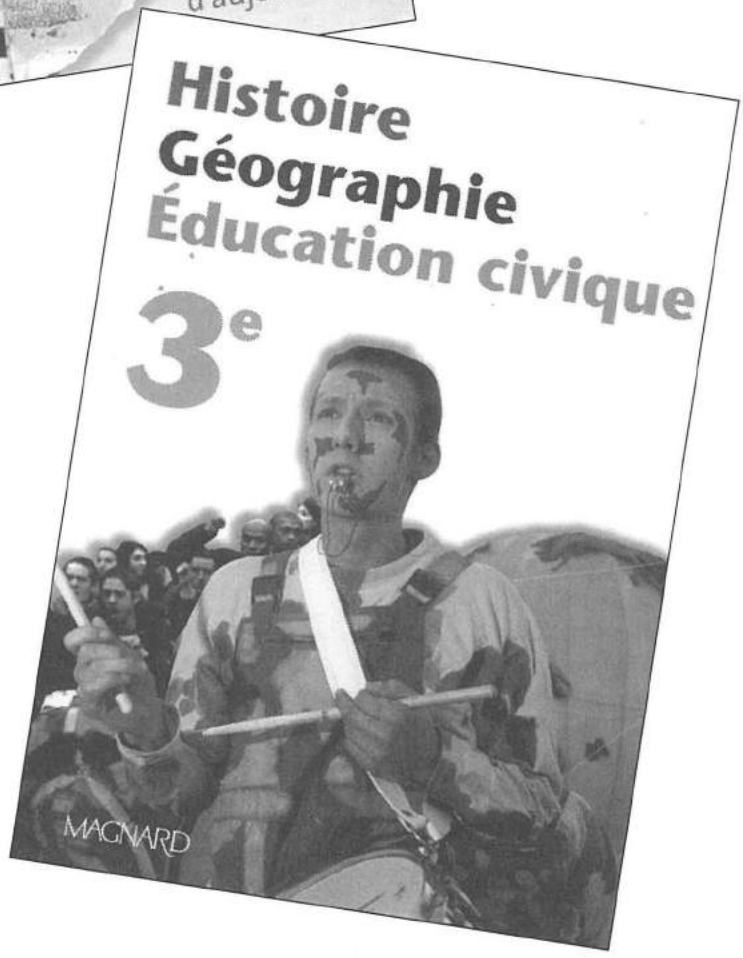
Mais la palme revient sans doute au manuel Magnard (éducation civique, 4e, 2002, page 102), qui propose un "jeu" illustré par une bande dessinée :

"Il n'y a plus de frontières et les gouvernements réfléchissent ensemble à ce qu'ils peuvent faire pour le bien de tous."

Il n'y a donc plus aucune raison de s'inquiéter, et puis, n'est-ce pas, ce n'est qu'un "jeu" !

Maurice Martin


HISTOIRE-GÉOGRAPHIE
3e
Le monde d'aujourd'hui
Bréal


Histoire
Géographie
Éducation civique
3e
MAGNARD

Dans les pays de l'ex-URSS aujourd'hui

« Certains (...) utilisent cette agitation populaire pour critiquer le pouvoir, mais nous nous y refusons. Parce que cette révolte est dirigée contre nos valeurs ; elle est dirigée contre la propriété privée et la démocratie. La tâche des libéraux est de mettre en œuvre des réformes libérales et non de diriger des meetings de pauvres sous prétexte de renverser une "clique honnie". »

Boris Nadejdine, dirigeant de l'Union des forces de droite (SPS), à propos des manifestations de retraités en Russie.

"Mort d'un vétéran" D'après un article de la *Novaïa Gazeta* (17 janvier 2005)

LE meeting des retraités de samedi dernier avenue de Moscou a vu se produire un tragique événement. Alexandre Izraïlevitch Ayol, 79 ans, est devenu la première victime — au sens propre du terme — de la "monétarisation" des avantages sociaux. Le destin a joué un mauvais tour au défunt pétersbourgeois. Il participait, en compagnie de centaines d'autres anciens bénéficiaires d'avantages sociaux, depuis la mi-journée, aux protestations, portant une pancarte sur laquelle on lisait : *"Prix des transports : 600 roubles. Compensation financière* (1) *: 230 roubles. Poutine ! Ne trahis pas les vétérans !"* Cinq heures plus tard, le vieillard mourait écrasé sous les roues d'une voiture de marque étrangère forçant le barrage humain des manifestants installé sur son trajet.

A trois heures de l'après-midi, sur l'avenue de Moscou, près de la station Parc-de-la-Victoire, près de 500 retraités se sont rassemblés. Sur des vieux morceaux de carton, ils avaient écrit : *"Matvienko* (2)*, vis avec notre retraite pendant un mois !", "Poutine, protège-nous de Matvienko !", "Non à la monétarisation des voleurs !", "Les victimes du blocus* (3) *à nouveau sous blocus !"* Les retraités offensés se relaient pour aller porter aux passants des piles de tracts. Ici, ils recueillent les signatures adressées au gouverneur de Saint-Pétersbourg et au conseil législatif. Tout cela au son des couplets de *La Guerre sainte* (4) et aux cris de *"Poutine, démission ! Matvienko, démission !"*

(...) Tandis qu'une partie des manifestants bloquaient la chaussée Poulkovo *(la route qui mène à l'aéroport — NDT)*,

(1) La "compensation financière", c'est-à-dire la somme dérisoire versée aux ayants droit "en échange" de la suppression des avantages sociaux de l'époque soviétique (gratuité des transports, etc.).

(2) Matvienko : gouverneur de Saint-Pétersbourg.

(3) Allusion au blocus de Leningrad par les armées nazies.

(4) *La Guerre sainte*, chanson patriotique de la Seconde Guerre mondiale.

les autres retournaient vers la place de la Victoire. Le trafic était arrêté et les manifestants remontaient l'avenue ; brusquement arrive une voiture étrangère, on entend le haut-parleur de la police : *"Faites vite demi-tour, partez !"* Mais les retraités entouraient déjà la voiture, en frappant et en criant. Un coup trop brusque sur l'accélérateur : un mort, Alexandre Israïlevitch Ayol, et deux blessés, sous le panneau *"27 janvier, jour anniversaire de la fin du blocus"*.

Lettre d'une étudiante de Saint-Pétersbourg

LE montant moyen d'une retraite est d'environ 3 000 roubles (100 dollars). Bien sûr, pour certaines catégories (combattants de la Grande Guerre patriotique ou d'Afghanistan), il y a des compensations spéciales, mais cela ne concerne que peu de gens. Au début, les autorités de Pétersbourg voulaient supprimer tous les avantages. Dans d'autres villes, la gratuité des transports est maintenue. A Pétersbourg, il y a eu toute une série de meetings, à la suite desquels les autorités ont décidé de laisser aux retraités une carte qui coûtera 230 roubles. Beaucoup d'autres avantages (concernant les loyers, etc.) ont été supprimés. Les médicaments coûtent cher et les retraités pouvaient les avoir gratuitement dans certaines pharmacies, mais il n'y en a plus qu'une, et, bien entendu, il faut faire la queue des heures. La carte de transport étudiante a aussi augmenté.

D. S,. étudiante, Saint-Pétersbourg

Lettre de Kiev (Ukraine)
(23 janvier 2005)

LES protestations des retraités russes contre le remplacement des avantages sociaux par des compensations financières ont pris un caractère de masse. Selon la nouvelle loi, la question de la compensation a été intégralement donnée aux régions, et, naturellement, elle est réduite, c'est-à-dire que les personnes, ou ne touchent aucune compensation financière, ou la compensation reçue ne couvre qu'une part non significative de ce qu'il faut pour se déplacer en transports en commun. Une situation particulièrement scandaleuse apparaît à Moscou, quand on ne laisse pas entrer dans le transport urbain terrestre et dans le métro les retraités avec un enregistrement (propiska : passeport interne au pays) de la banlieue de Moscou. Dès le 1er janvier, à l'entrée du métro, les gens se sont heurtés aux puissants barrages des employés du métropolitain et de la milice, qui vérifiaient le passeport des retraités : si ces derniers n'étaient pas enregistrés à Moscou, ils étaient alors envoyés à la caisse. En tenant compte du fait que de nombreux retraités de la banlieue de Moscou travaillent à Moscou, le coup est reçu de façon plus que douloureuse.

Dans de nombreuses villes, les retraités sont descendus dans la rue et ont tenu des meetings contre l'augmentation des tarifs municipaux et contre le remplacement des avantages sociaux par des compensations financières. Des mee-

tings de masse ont eu lieu à Oufa, Vladimir, Almetevsk, Starom Oskol, Nahodka, Toliatti, Koursk, dans la région de Briansk, Barnaoul, Ijevsk, Samara. Dans la ville de Himki (banlieue de Moscou), le pouvoir a envoyé les troupes armées de policiers et les soldats des armées intérieures pour réprimer une manifestation des retraités.

A Perm, les retraités rassemblés dans un meeting ont pris en otage le gouverneur de la province, Oleg Tchirkounov. Quelques militants ont été arrêtés.

Des actions ont été suivies par des blocages de routes, l'occupation d'institutions d'Etat, des grèves de la faim et d'autres formes de protestations radicales. Des poursuites ont été intentées contre les organisateurs des manifestations.

Pourtant, bien que l'indignation du peuple contre la politique de Poutine et de son gouvernement atteigne ce point, le pouvoir n'a pas l'intention de modifier sa décision criminelle. Le gouvernement russe a rejeté sa responsabilité sur les gouverneurs, *"qui n'ont pas utilisé la loi de la bonne façon"*. Le porte-parole de la Douma, Boris Grizlov, a parlé de la loi sur la "monétarisation" des avantages sociaux comme d'une loi *"juste, qui donne des avantages complets aux citoyens ayant des avantages sociaux"*.

De toute façon, la perte des trajets gratuits n'est que la dernière goutte qui pousse le peuple à manifester. Le mécontentement s'est accumulé durant toute l'année 2004, quand, sous fond de croissance économique et de conjoncture pétrolière favorable, la vie des gens s'est détériorée soudainement et de façon plutôt rapide. La cause de cela est l'inflation, qui a rapidement fait baisser la valeur des salaires et des retraites.

Quand à cela s'est superposée la suppression des trajets gratuits dans les transport, la situation s'est immédiatement embrasée. Et elle s'est embrasée pour de vrai. A 90 %, les meetings et les regroupements des derniers jours sont des protestations spontanées, avec très peu d'organisations, au rang desquelles différentes unions de vétérans ou association d'invalides... C'est une manifestation réelle des travailleurs.

Il faut s'attendre à un nouveau jaillissement du mécontentement de masse, par exemple lorsque les citoyens vont recevoir leur quittance de loyer ou encore lorsqu'en conséquence du déficit du budget régional, les salaires ne seront pas payés.

Le pouvoir a humilié presque tout le monde, des étudiants aux académiciens, des policiers aux retraités, nos vétérans, ceux qui ont écrasé le fascisme il y a soixante ans.

Tout cela se passe sur fond d'une profonde crise de la direction du mouvement ouvrier. Le PC russe, les autres "staliniens" et les groupes pseudo-gauche de Schein passent à côté des événements. Ils n'étaient pas prêts à un tel tournant dans le développement des événements. Ils ont commencé par livrer le Code du travail, et maintenant ils livrent les retraités et les avantages sociaux.

Une position intéressante est celle de ce que l'on nomme "l'aile gauche" du stalinisme russe contemporain. Ainsi, D. Iakoutchev (site left.ru), dans son interprétation des événements, écrit qu'*"aujourd'hui, seuls les compradores connus peuvent profiter de la chute de Poutine, avec toutes les conséquences qui en découlent pour la Russie"*. L'éjection de Poutine par les retraités en grève n'est pas nécessaire ! C'est précisément la nature de ce que l'on nomme les mouvements russes de gauche !

Un militant ouvrier ukrainien

Communiqué (janvier 2005) du syndicat libre des travailleurs des tramways de Saint-Pétersbourg

LE syndicat libre des travailleurs du tramway a remporté une victoire modeste, mais importante : au dépôt n° 1, a été ouvert un snack, qui jouxte non pas les bureaux de la direction, mais le dépôt où se retrouvent ouvriers de réparation, conducteurs, receveurs... Il a remplacé les locaux d'autrefois, où étaient enfreintes toutes les normes de salubrité et de sécurité.

On peut y manger à des prix tout à fait "socialistes" : la soupe aux choux, 6 roubles ; la soupe à la viande et les salades 12 ; les boulettes de veau, 6 ; la côtelette, 20 ; les légumes, 5 ; le pâté, 4 ; le thé et le café 3 ou 4 roubles. On peut faire un repas complet pour 30-40 roubles.

Un pas est franchi : les travailleurs savent qui résout leurs problèmes et comment. On peut maintenant discuter des pas suivants.

Mikhail Droujininski,
conducteur, président du syndicat libre des travailleurs du tramway

Déclaration du syndicat des ouvriers électriciens de la ligne de chemin de fer Octobre

LE 2 février 2005, des responsables du syndicat des ouvriers électriciens de la ligne de chemin de fer Octobre ont été passés à tabac par des vigiles de l'entreprise de sécurité privée de l'entreprise Magistral de Saint-Pétersbourg.

Se fondant sur l'article 30 de la Constitution de la Fédération de Russie, et les articles 5, 11 et 20 de la loi de la fédération sur *"les syndicats, leurs droits et les garanties de leur activité"*, sur l'article 370 du Code du travail, sur les articles 22 de la loi fédérale de la Fédération de Russie *"sur les fondements de la protection du travail"* et sur le statut du syndicat des électriciens, ce dernier a effectué une vérification de l'état de la protection du travail dans la section des wagons "Saint-Pétersbourg-Passajirski-Moscou" de la direction des transports de passagers longue distance de Transservice, filiale de la ligne des chemins de fer Octobre de la Société des chemins de fer de Russie (indiquée ci-après par les initiales V.Tch.-8). A cette fin, la visite de l'entreprise a été organisée par :

— L. A. Pétrov, président du syndicat ;

— V. G. Koulechov, vice-président du syndicat ;

— V. V. Zamiatine, président de la section syndicale de Transservice ;

— Iou. Elistratov, vice-président de la section syndicale de Transservice.

Lorsque les quatre responsables syndicaux ont tenté de pénétrer dans le bâtiment de V.Tch.-8, ils ont été bloqués par les vigiles de l'entreprise de garde privée Magistral, qui les ont empêchés physiquement de pénétrer dans le bâtiment, puis les ont sauvagement agressés. Ils ont repoussé de force les syndicalistes hors du bâtiment. L'un des vigiles s'est mis à frapper Elistratov, qu'il a jeté à terre d'un croche-pied, tandis qu'un second vigile a tenté de frapper Pétrov, qui s'efforçait de soustraire Elistratov aux coups du vigile en fureur. Un second vigile renversa alors Pétrov au sol, puis se rua à l'aide du premier vigile et donna plusieurs coups de pied à Elistratov, allongé sur le sol, pendant que le premier vigile se ruait sur Pétrov, qu'il renversa à nouveau au sol et frappa à la tête. Elistratov tentant de se relever, le second vigile l'allongea au sol d'un violent coup à la tête. Zamiatine essaya alors de séparer Elistratov et le premier vigile, qui le mordit au doigt. Des travailleurs de l'entreprise arrivant sur les lieux, le passage à tabac cessa, les vigiles s'éclipsèrent dans le bâtiment V.Tch-8. Les responsables syndicaux appelèrent la milice. Ils attendirent une heure, mais la milice ne se présenta pas. Au bout de ce laps de temps, le directeur du personnel de V.Tch.-8, Bernadski, le chef de la garde privée Magistral, accompagnés des vigiles de Magistral, sortirent du bâtiment et menacèrent de passer de nouveau à tabac les syndicalistes, contraints alors de quitter l'entreprise.

Cet incident n'est pas le premier dans les relations entre les syndicats et l'employeur, mais ce n'était jamais allé aussi loin. On a déjà menacé d'abattre avec une arme (menace confirmée par l'enquête de police) le président du syndicat, Léonide Pétrov, menacé s'il n'arrêtait pas son activité syndicale, des syndiqués ont été soumis à des pressions, et des syndicalistes ont déjà été expulsés de l'entreprise, soit parce qu'ils avaient organisé un piquet pour la défense des droits du syndicat et des syndiqués, soit parce qu'ils effectuaient un contrôle.

Cet incident montre le vrai visage de l'employeur, de ses ambitions d'exploiteur, de sa chasse au profit et de sa volonté de défendre ses propres intérêts, ceux de la classe des bureaucrates et des dirigeants, et de leurs laquais prêts à tout. Il rabaisse progressivement, mais impitoyablement, le vrai travailleur. Pour eux, la liberté de construire des organisations sociales, les droits de l'homme et la liberté de conscience ne sont qu'une fiction, qu'un rideau de fumée devant le désir d'accumuler le maximum de biens le plus longtemps possible. Ils veulent que la partie la plus éclairée, progressiste et humaine du monde prenne tout ce bavardage pour argent comptant, afin qu'elle ne les boycotte pas et qu'elle ne cesse pas d'entretenir des relations avec eux. Ce sont de véritables receleurs, pour qui tous les droits de l'homme ne sont que du vent, sauf les leurs, qu'ils sont prêts à défendre en égorgeant quiconque — même leurs alliés — porterait atteinte au trésor qu'ils ont accumulé.

Bien sûr, un syndicat comme Rosprofjel, de mèche avec l'employeur, ne défend pas les droits des travailleurs de la Société des chemins de fer russes, foulés aux pieds par l'employeur, des travailleurs que l'employeur utilise à plein en réduisant chaque année des droits acquis hier par la sueur et le sang de la classe ouvrière (si nous ne préservons pas ce que nous avons, nous le paierons par des larmes), en imposant aux travailleurs un fardeau insupportable d'obligations de services et de responsabilité.

Evidemment, l'employeur est mécontent quand il voit apparaître un syndicat ouvrier dirigé par des ouvriers et non par des chefs propulsés et approuvés par l'administration même de la Société des chemins de fer.

Le représentant du syndicat,
L. A. Pétrov

Deux *Cahiers du CERMTRI* consacrés à 1905

Au sommaire du n° 115

Présentation ..... page 1

I. 1905 : une brochure du PCF (parue en 1925) ..... page 5

II. Documents du Bureau socialiste international ..... page 9
• Lettre de socialistes américains ..... page 10
• Appel à une journée internationale de manifestations ..... page 11
• Sélection de documents de l'année 1905 ..... page 13

III. 1905 en Allemagne ..... page 25
• Sur les grèves en Allemagne (1904-1905) ..... page 26
• Les leçons de la grève des mineurs (Kautsky) ..... page 27
• 1905 : polémique sur la question de la grève générale (Kautsky) ..... page 31
• *"La révolution en permanence"* (F. Mehring) ..... page 33
• Karl Liebknecht : pour le soutien à la révolution russe ..... page 36
• *"Le chemin du pouvoir"* (K. Kautsky, extraits) ..... page 37

IV. 1905 en France : *Le Socialiste*, journal du Parti socialiste de France (guesdiste) ..... page 45
• Manifeste au prolétariat voté par toutes les composantes socialistes .. page 48
• Adresse aux révolutionnaires russes du congrès de la SFIO (octobre 1905) ..... page 49
• La grève générale en Russie (*Le Socialiste* ,18 novembre 1905) ..... page 50
• *"Lettre à un bourgeois russe"* (E.Vaillant, 1907) ..... page 51
• *L'Humanité* (Jaurès), 3 février 1905 ..... page 52
• *L'Humanité* (20 janvier 1906) ..... page 56

V. 1905 en Belgique : articles du *Peuple,* organe du Parti ouvrier belge
• *"La révolution russe"* (29 janvier 1905, L. de Brouckère) ..... page 59
• *"Les défaites libératrices"* (26 janvier 1905, E. Vandervelde) ..... page 61
• *"Les plaies du Caucase"* (26 janvier 1905, E. Vandervelde) ..... page 62
• Le meeting du 22 janvier 1906 ..... page 64

VI. Grande-Bretagne : extrait du livre de Morton et Tate ..... page 67

VII. Roumanie : article de Racovski ..... page 71

VII. En France : 1905, constitution de la SFIO ..... page 73

"La révolution en permanence"

TOUT à fait complémentaires des *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 25, les *Cahiers du CERMTRI*, n° 113, de mai 2004, et celui janvier 2005 (n° 115) sont entièrement consacrés à la révolution russe de 1905.

1905 est une année d'une importance capitale, elle ouvre un XXe siècle dont l'histoire, et plus particulièrement celle du prolétariat international, sera d'une intensité exceptionnelle. Cette année débute *"l'ère des guerres et des révolutions"* et les événements dépassent totalement la seule Russie.

Fidèle à ses principes, le CERMTRI, dans ses *Cahiers*, reproduit des textes ou des documents qui illustrent la période, l'événement ou le thème choisi.

Le n° 113 reprend des textes de quelques grandes figures révolutionnaires, qui analysent la révolution de 1905.

Le n° 115 publie des documents (articles de journaux, résolutions, motions) du mouvement socialiste international, qui montrent le soutien apporté par celui-ci à la lutte des ouvriers russes dès 1904.

Le *Cahier* n° 113

Il "donne la parole" à Lénine, Jaurès, Rosa Luxemburg et Trotsky. Certes, pour certains de nos lecteurs, les textes sont déjà connus ; pour les autres, ils pourront, à partir des extraits que nous publions, se reporter plus complètement à des œuvres dont la richesse du contenu et la précision des analyses éclaireront la compréhension des événements de tout le XXe siècle.

Lorsque se produit le "Dimanche rouge" (22 janvier 1905 dans le calendrier européen), Lénine est en exil en Suisse, à Genève. A partir de la presse bourgeoise et des quelques informations transmises difficilement par le groupe bolchevique de Saint-Pétersbourg, il analyse l'ensemble des événements dès fin janvier. *"Que se passe-t-il en Russie ? Emeute ou révolution ? Telle est la question que se posent les journalistes et reporters européens en informant l'univers des événements de Saint-Pétersbourg et en s'efforçant de les apprécier. Ces prolétaires, debout par dizaines de milliers, contre lesquels l'armée impériale a donné victorieusement, sont-ils des émeutiers ou des insurgés ?"* Lénine va répondre à cette question avec toute la précision et l'argumentation qui le caractérisent, dans les extraits que nous avons choisis dans le tome 8 de ses *Œuvres*.

Le 17 octobre, le tsar tente de désamorcer le mouvement et la grève géné-

(1) Ces deux *Cahiers* sont disponibles au CERMTRI ; 4 € 60 l'exemplaire + 1,50 de frais d'envoi.

rale par un manifeste qui annonce la création de la Douma (Parlement) et la liberté d'expression. Manifeste déchiré publiquement par Trotsky, qui le traite de *"chiffon de papier"*. Mais il est en même temps le reflet du rapport entre les forces en lutte et amnistie les exilés : Lénine revient en Russie quelques semaines après. Dans ses écrits (tome 9), il écrit : *"La journée du 17 octobre restera dans l'histoire une des grandes journées de la révolution russe. Une grève générale du peuple entier, telle que le monde n'en avait pas encore vue, a atteint son point culminant."*

Quelques jours avant le décret s'est constituée une assemblée de délégués de plusieurs usines de Saint-Pétersbourg : le premier soviet.

Le 17 décembre, l'insurrection ouvrière à Moscou est écrasée dans le sang : c'est le début du reflux de la vague révolutionnaire. Figurent dans ce *Cahier* de larges extraits de l'analyse que Lénine fait de cette période avant de regagner la Russie : *"Les forces s'équilibrent, écrivions-nous il y a une semaine... Mais loin d'exclure la lutte, l'équilibre des forces la rend au contraire particulièrement âpre."*

Le second texte publié est la reproduction d'un article de Jean Jaurès paru dans *L'Humanité* (5 novembre 1905). D'abord très critique vis-à-vis de la "grève générale", stratégie prônée par les syndicalistes révolutionnaires de la CGT, Jaurès infléchit sa position à la lumière des événements de Russie et s'efforce de concilier le combat pour les droits démocratiques et le recours à la grève générale : *"Quand la classe ouvrière française interprète les événements révolutionnaires en Russie, elle ne doit pas oublier un instant qu'elle dispose, elle, du suffrage universel que le prolétariat russe s'efforce d'arracher au tsarisme. C'est donc dans des conditions toutes différentes que la grève générale s'exercerait en France. Elle pourra servir d'aiguillon au suffrage universel appesanti par les préjugés et les routines."*

Bien entendu, évoquer les problèmes posés par la grève générale amène à citer Rosa Luxemburg et sa brochure (fin 1906) *Grève de masses, parti et syndicats*. Son but est double : d'abord, donner le récit le plus fidèle de la manière dont a éclaté la grève générale ou de masse, et, surtout, en tirer les enseignements pour les partis de la Deuxième Internationale.

Les pages publiées sont celles qui analysent les événements russes : *« Les grèves de masses en Russie se présentent sous des formes si variées qu'il est absolument impossible de parler de "la" grève de masse, d'une grève schématique abstraite. »*

Trotsky est arrêté le 3 décembre 1905 avec la majorité des membres du comité exécutif du soviet de Saint-Pétersbourg. Il est emprisonné, puis condamné à l'exil à vie. Il a été, de l'avis de tous, le principal animateur du soviet de la capitale, qu'il a présidé du 26 novembre au 3 décembre. Il va s'attacher à écrire l'histoire de la révolution de 1905.

Dans la préface de l'édition allemande rédigée en 1909, Trotsky est à la fois modeste et visionnaire. Il écrit : *"Le temps d'apprécier la révolution russe, historiquement, dans son ensemble et d'une façon définitive n'est pas encore venu, la situation respective des forces en présence n'est pas encore suffisamment définie ; la révolution se poursuit, elle entraîne sans cesse de nouvelles conséquences, son importance est illimitée. En présentant ce livre au lecteur, nous ne prétendons pas lui offrir un ouvrage historique ; nous apportons le témoignage d'un spectateur et d'un acteur... Nous nous sommes efforcé avant tout d'expliquer au lecteur la lutte révolutionnaire du prolétariat russe, lutte dont l'apogée a été dans l'activité du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, en même temps qu'elle y trouvait son dénouement tragique."*

Le *Cahier du CERMTRI* publie l'essentiel de la conclusion de la première partie de l'ouvrage de Trotsky *1905* : *"La révolution russe a démontré une fois de plus que ce ne sont pas les fusils, les canons et les cuirassés qui gouvernent les hommes, mais que ce sont, finalement, les hommes qui gouvernent les fusils, les canons et les cuirassés."*

Le *Cahier* n° 115

Il est intitulé *"1905 – La révolution russe et le mouvement international"* et publie toute une série de documents qui reflètent les répercussions que provoque la révolution russe dans les partis socialistes et dans leur presse.

Comme le précise la présentation de ce *Cahier*, trois éléments ressortent de l'activité des partis socialistes et des débats qui s'y déroulent en relation avec la révolution russe de 1905 :

— Le premier, c'est l'immense mouvement de solidarité à l'égard des travailleurs russes qui se manifeste dans tous les pays.

— Le second, c'est à quel point la Deuxième Internationale fonctionne alors effectivement comme une organisation internationale.

— Le troisième élément, c'est que la révolution russe provoque — au-delà même de cette révolution elle-même — un débat intense sur la stratégie des partis de la classe ouvrière, sur les objectifs de la lutte des classes, sur la nécessité de la conquête du pouvoir politique pour en finir avec le système social d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Concernant le troisième point, une place importante a été, naturellement, donnée à l'Allemagne. L'impact de la révolution russe est très important dans un pays qui a la classe ouvrière la plus forte et la plus organisée. En 1905, se déroulent de puissantes grèves, particulièrement dans les mines de la Ruhr. Les mouvements de masses cherchent aussi à imposer le suffrage universel. Dans le parti social-démocrate (SPD), en même temps se développent des discussions sur la grève générale et une véritable confrontation entre les militants et l'appareil dirigeant du syndicat, très conservateur. C'est ce qui est illustré par les documents reproduits : extraits d'un ouvrage de Bernard Engelmann sur les grèves de 1904-1905 : *"Ce qui fit sensation, ce fut la grève des ouvrières du textile de Crimmitschau pour la journée de 10 heures, qui dura presque six mois..."* ; également, deux articles de Kautsky sur le problème de la grève générale et un large passage de son ouvrage *Le Chemin du pouvoir*, où le chapitre II *"La prophétie de la révolution"* commence par un diagnostic sans ambiguïté : *"Nous marchons vers une époque où, pour un temps qu'on ne saurait fixer, pas un socialiste ne pourra vaquer en paix à ses travaux, où notre activité sera un combat sans trêve..."*

Vous trouverez le discours de Karl Liebknecht au congrès social-démocrate de Mannheim, en 1906, *"Pour le soutien à la révolution russe"*, et le remarquable article (intégral) de F. Mehring daté du 1er novembre 1906, où il précise et développe la théorie de la révolution permanente : *« Ce qui fut la faiblesse de la révolution européenne de 1848 est la force de la révolution russe de 1905. Son protagoniste est un prolétariat qui a compris cette "révolution en permanence". »*

Pour illustrer à la fois l'immense mouvement de solidarité et le fonctionnement d'une Internationale organisée, il a été largement fait appel à la reproduction de motions, lettres, manifestes, déclarations publiés par le Bureau international socialiste. Tous les pays européens sont concernés, mais on trouve aussi la sympathie des socialistes de Sydney, et, parmi les signataires de la lettre des camarades des Etats-Unis envoyée depuis San Francisco, on remarque Jack London.

La presse socialiste belge n'est pas en reste pour soutenir et analyser la révolution russe, le leader socialiste de Brouckère y voit dans *Le Peuple*, organe du Parti ouvrier, *"un grand événement, le plus grand depuis la Révolution française..."*. Pour répondre à l'appel du Bureau international à commémorer le "Dimanche rouge", le Parti ouvrier organise le 22 janvier 1906 un meeting à Bruxelles avec 1 500 entrées payantes et 135 francs de collecte.

En France, où le mouvement socialiste va s'unifier en avril 1905 et créer la SFIO, les deux principales tendances : le Parti socialiste de France, regroupant guesdistes et blanquistes, publiant *Le So-*

cialiste, et le Parti socialiste français, avec Jaurès et son organe *L'Humanité,* donnent l'une et l'autre une large place aux événements de Russie. L'article publié le 4 décembre 1904, donc un mois et demi avant le "Dimanche rouge", est une analyse et une compréhension extraordinaires de ce qui va se passer, n'hésitant pas à pronostiquer : *"L'écroulement du tsarisme sous l'assaut de la classe ouvrière stimulera l'élan du prolétaire universel."*

Jaurès, lui, dénonce la signification de l'alliance franco-russe, et il voit à juste titre que *"tout secours moral ou financier donné par la France au gouvernement russe est une subvention au despotisme meurtrier qui décime ou écrase les forces de la liberté"*.

Qui parle, en ce début de 2005, de la révolution de 1905 ? En publiant ces deux numéros, le CERMTRI s'est efforcé de rester fidèle à son objectif de défendre la mémoire ouvrière.

LA VISION DU TSAR

Composition de Rata Langa (*Der Wahre Jacob*, de Stuttgart, 22 août 1905).

Pages oubliées : Gaëtan Pirou (1925)

**Gaëtan Pirou n'était pas un militant ouvrier.
Il était professeur de droit à la faculté de Bordeaux.
Il nous a paru intéressant de republier les premières pages
de son ouvrage de 1925 sur les doctrines économiques,
consacrées à un exposé
de ce que l'on appelait alors la "doctrine socialiste"
à travers l'exposé qu'en donne Jules Guesde.
Chacun peut constater l'honnêteté de son exposé d'idées
que l'auteur est sans doute très loin de partager.
Ces pages ont été publiées dans un ouvrage destiné aux étudiants.
Si on les compare avec les extraits des passages
des manuels scolaires consacrés à l'Europe et à ses institutions
présentés par Maurice Martin,
on ne peut que s'interroger sur l'évolution
de la connaissance historique élémentaire
que les manuels doivent fournir aux jeunes générations.**

"La pénétration du marxisme en France" (1)

1. De la Commune (1871) au congrès ouvrier de Marseille (1879)

L'ÉCHEC de la Commune et la répression sanglante qui y mit fin paralysèrent pendant près de dix ans le mouvement ouvrier et le socialisme en France. Ce n'est pas que la Commune ait été à proprement parler une insurrection socialiste. Ni dans ses causes, ni dans les mesures que prit le gouvernement des Fédérés, l'inspiration socialiste doctrinale n'a joué un grand rôle, et c'est par l'effet d'une légende que la Commune apparut plus tard comme *"la première bataille rangée du capital et du travail"*. Beaucoup de militants socialistes avaient pourtant participé au mouvement ; un certain nombre y avaient laissé leur vie ; d'autres furent déportés, d'autres enfin volontairement s'expatrièrent, en sorte que le mouvement socialiste se trouva décapité.

En outre, au lendemain des horreurs et des tristesses accumulées de la défaite militaire et de la guerre civile, l'opinion publique aspirait avant tout à l'ordre et à la paix sociale. Ce n'étaient point là des conditions propices à la diffusion des idées révolutionnaires. Au reste, une loi de 1872 était venue interdire, sous des sanctions sévères, toute propagande en vue de changer l'organisation de la société, et, jusqu'en 1876, l'état de siège subsista, rendant impossible toute réunion, toute publication de tendance socialiste. L'organisation ouvrière, cependant, ne disparut point, mais elle prit la forme de groupements syndicaux et coopératifs, qui s'appliquaient à faire triompher un programme pratique très modéré et à réaliser la réconciliation des classes.

En 1876 se tint à Paris, pour la première fois depuis la guerre, un grand congrès ouvrier. Les rapports lus devant l'assemblée et les motions adoptées par elle répudiaient expressément la grève et préconisaient comme remède à la misère ouvrière l'association et la coopération scientifiques.

La presse modérée vit dans ces délibérations la preuve que la classe ouvrière était désormais assagie. Les révolutionnaires exilés à l'étranger accueillirent au contraire avec indignation les décisions du congrès, déclarant monstrueux que, *"dans la ville de la Révolution, cinq ans après la Commune, des hommes qui se disent représentants du prolétariat fas-*

(1) Editions Laskine, *L'Internationale et le pangermanisme*, Floury, 1916 ; Ch. Mauger, *Les Débuts du socialisme marxiste en France*. Thèse de droit, Paris, 1908 ; A. Zévaès, *Histoire des Partis socialistes en France*, tomes II et III, Rivière, 1911.

sent amende honorable devant la bourgeoisie".

Trois ans plus tard, en 1879, une telle évolution s'était produite dans les esprits qu'au congrès ouvrier de Marseille étaient adoptées des résolutions nettement socialistes et collectivistes, et que l'on décidait la création immédiate d'un "Parti ouvrier" révolutionnaire. Ce changement brusque fut essentiellement l'œuvre d'un homme, Jules Guesde. Après avoir collaboré sous le Second Empire à divers journaux d'opposition, Guesde avait fait campagne pour la Commune, avait été condamné à cinq ans de prison en 1871 et s'était réfugié à l'étranger. Ses rapports avec Marx et le marxisme furent d'abord dépourvus de cordialité. Il reprochait au conseil marxiste de Londres d'imposer au mouvement ouvrier une orthodoxie trop étroite et d'empêcher les ouvriers de s'organiser librement dans chaque pays, d'après leur esprit propre et leurs habitudes particulières. Mais bientôt un rapprochement se fit entre Guesde et Marx, dans des conditions mal connues, sur lesquelles nous ne sommes renseignés que par une lettre énigmatique de Marx, où il est fait allusion aux *"ficelles secrètes au moyen desquelles les leaders, de Guesde et Malon jusqu'à Clemenceau, ont été mis en mouvement".*

Quoi qu'il en soit, dès son retour en France, en 1876, Jules Guesde entreprend une propagande socialiste très active. Il est bientôt rejoint et aidé par Paul Lafargue, orateur révolutionnaire déjà célèbre sous le Second Empire, qui avait fondé à Bordeaux, en 1870, une section de l'"Internationale" et était devenu le gendre de Karl Marx. Le 18 novembre 1877, paraissait le premier numéro du journal *L'Egalité*, fondé par Guesde. Sa carrière fut brève, puisqu'il n'en parut que 33 numéros. Mais l'influence de *L'Egalité* fut très profonde sur les militants ouvriers ; elle s'exerça dans un sens nettement collectiviste. La déclaration inaugurale donnait l'école collectiviste comme celle *"à laquelle se rattachent aujourd'hui presque tous les esprits sérieux du prolétariat des deux mondes".* La diffusion de la doctrine fut puissamment aidée par les poursuites que le gouvernement intenta, en 1878-1879, à Guesde et à ses amis qui avaient voulu organiser un congrès ouvrier international. Condamné à six mois de prison, Guesde fit tirer en brochure et répandre à des milliers d'exemplaires le plaidoyer qu'il avait prononcé pour la défense collective des inculpés et, à sa sortie de prison, mena par toute la France une campagne de conférences, pour exposer et vulgariser sa doctrine. C'est cette doctrine qu'adoptèrent le congrès de Marseille de 1879 et le "Parti ouvrier" qui se constitua l'année suivante. Elle présente donc un intérêt historique capital.

2. La doctrine de Jules Guesde [2]

Tout système de transformation sociale doit répondre à deux questions distinctes et complémentaires : 1. Quel est le but de la transformation proposée, et en quoi la société nouvelle différa-t-elle de la société présente ? 2. Quels moyens permettront le passage de l'une à l'autre ? A la première question, Jules Guesde répond par l'apologie de l'appropriation sociale des moyens de production ; il est collectiviste. A la deuxième question, il répond en préconisant la conquête du pouvoir politique par tous les moyens, même violents ; il est révolutionnaire.

Le collectivisme de Guesde s'appuie sur des arguments tirés de l'évolution historique et économique des sociétés. L'appropriation privée, dit-il, eut son heure de légitimité et de nécessité. Elle constituait pour l'humanité le meilleur des régimes, celui qui incitait à la production maxima, lorsque le travail s'opérait à l'aide de petits instruments on d'outils. Aujourd'hui, elle est devenue un anachronisme. Le développement du machinisme a engendré la technique du travail collectif. Cette nouvelle technique a rendu possible un accroissement extraordinaire et presque féerique de la production. Mais il y a contradiction

(2) *Collectivisme et révolution.* Brochure, 1879. *Le Collectivisme.* Brochure, 1894.

entre la forme du travail devenue ainsi collective et la forme de la propriété demeurée individuelle. Et tous les désordres dont souffre la société actuelle ont leur origine dans cette contradiction, dans le fait que les moyens nouveaux de production sont appropriés individuellement par quelques capitalistes ; que les prolétaires ont été exclus du bénéfice de la surabondance des richesses et n'ont trouvé *"au bout de l'avoir humain si extraordinairement accru qu'un accroissement de misère et une servitude sans précédent"*.

Une telle contradiction ne saurait subsister indéfiniment. L'histoire nous enseigne que les classes qui ont cessé de remplir leur fonction sociale sont destinées à être promptement éliminées. Or les capitalistes, aujourd'hui, ne participent plus effectivement à la production et à l'échange. Ce ne sont pas les propriétaires des mines ou des chemins de fer qui tirent la houille des entrailles de la terre ou font rouler les wagons sur les voies ferrées. La propriété des capitalistes ne vaut que par le travail des non-propriétaires qui la mettent en œuvre, et, reprenant la parabole de Saint-Simon en la portant du plan politique sur le plan économique, Jules Guesde déclare que si demain, *"par suite d'un de ces cataclysmes que l'on peut indifféremment qualifier d'heureux ou de déplorable"*, les actionnaires des mines ou des chemins de fer disparaissaient jusqu'au dernier, la production n'en serait point diminuée.

L'avènement de la société collectiviste est aussi rendu nécessaire par la disparition de la classe moyenne. Des milliers d'hommes naguère indépendants sont chaque jour rejetés dans l'enfer du prolétariat, et comme ils ne pourront s'habituer à la servitude du salarié, ces hommes seront *"le levain, qui, fatalement, fera lever la pâte ouvrière"*. Enfin, l'antinomie entre le mode collectif de production et le mode individuel d'appropriation fait que la société n'est pas en mesure de consommer toutes les richesses qu'elle produit, puisque ne peuvent s'en porter acquéreurs ni les propriétaires rapidement saturés, ni les ouvriers dont la puissance d'achat est limitée au montant de leurs salaires. D'où les crises de production qui bouleversent périodiquement le monde moderne et ne disparaîtront qu'avec la forme capitaliste de la propriété, à laquelle elles sont attachées *"comme le choléra au delta du Gange"*.

La transformation du régime de propriété apparaît ainsi comme inéluctable. Pourtant, Guesde ne conseille point d'attendre qu'elle se fasse d'elle-même, par le seul jeu de l'évolution économique. Tout au contraire — et c'est même la partie la plus personnelle de sa doctrine —, il proclame la nécessité et l'urgence d'une action politique en vue de la conquête du pouvoir.

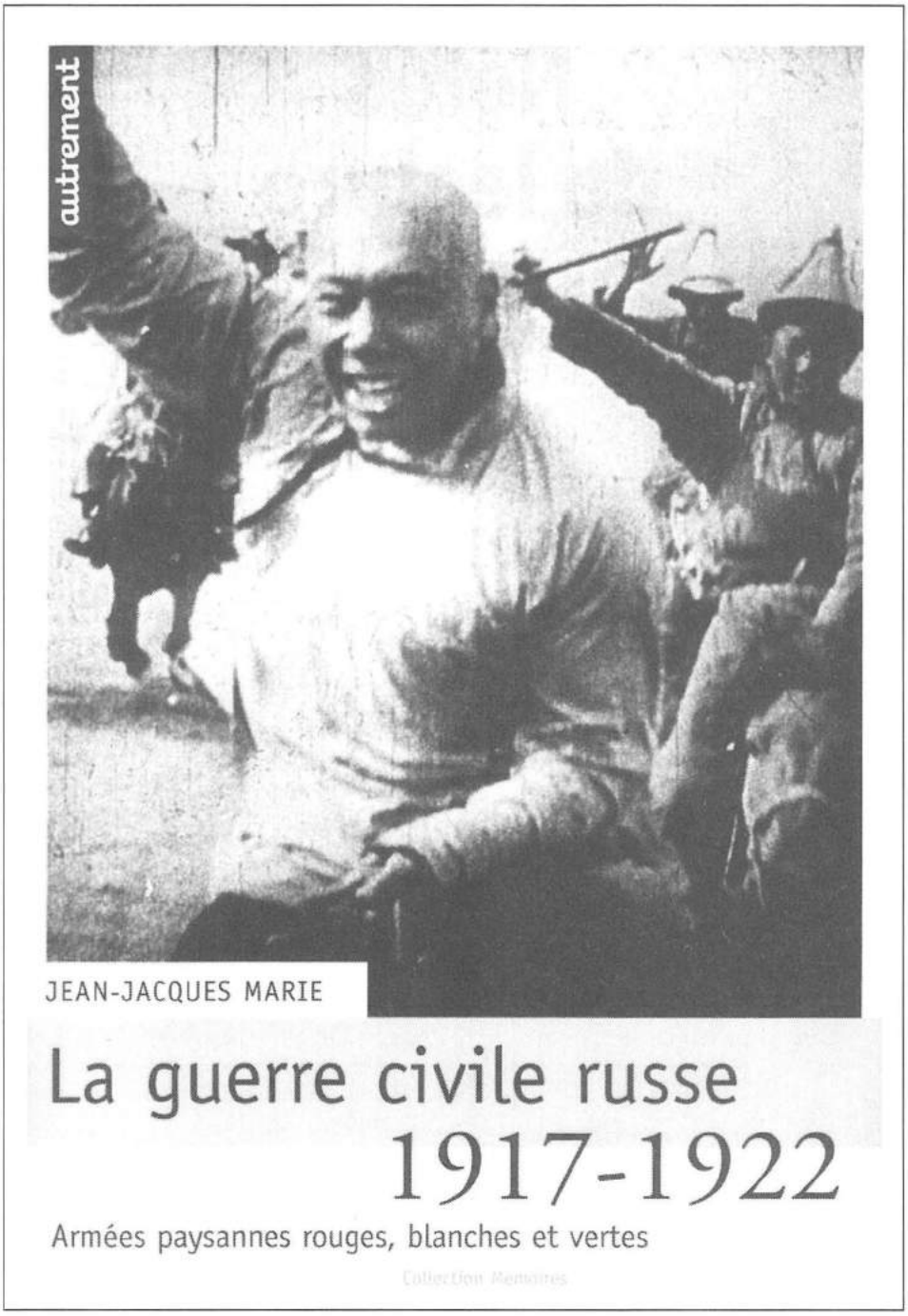
L'expropriation politique de la classe capitaliste, dit Guesde, doit précéder son expropriation économique. C'est parce que la bourgeoisie a l'Etat dans sa main, parce qu'elle fait les lois et les applique, qu'elle a pu jusqu'ici conserver la propriété des moyens de production. Par suite, c'est seulement lorsqu'il se sera emparé de l'Etat que le prolétariat sera en mesure de reprendre et de restituer à la collectivité cette propriété. Cela ne veut pas dire que Guesde nie l'utilité, la nécessité même d'une préparation du prolétariat sur le plan économique. Il déclare expressément que les ouvriers doivent s'organiser en syndicats et en coopératives, sinon la révolution serait vouée à la stérilité. Mais cette préparation économique de la classe ouvrière ne saurait la dispenser de l'action politique : si elle ne constitue pas, à elle seule, la révolution, la conquête du pouvoir doit en être du moins le premier acte.

Comment Guesde se représente-t-il cette conquête du pouvoir politique ? Le programme minimum du "Parti ouvrier", dont Guesde fut, en 1880, un des principaux rédacteurs, mentionne, parmi les moyens dont dispose le prolétariat pour son action politique révolutionnaire, le suffrage universel, *"transformé ainsi, d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation "*. Mais ce serait mal comprendre la pensée de Guesde que de croire qu'il s'hypnotisait sur le bulletin de vote. Guesde, sans doute, attachait un grand prix à l'action

électorale ; il considérait la présence au Parlement d'un groupe socialiste, nombreux et agissant, comme une préparation très efficace de la révolution politique qu'il souhaitait, mais il n'espérait pas que l'avènement du collectivisme pût être l'œuvre d'une poussée électorale qui donnerait un beau jour la majorité au parti socialiste. Au contraire, Guesde a maintes fois déclaré qu'il serait chimérique d'escompter que la transformation sociale se ferait *"pacifiquement, à coups de scrutin"*. Et, là encore, c'est sur l'histoire que s'appuyait sa conviction. Il montrait que les grands changements sociaux du passé s'étaient toujours opérés révolutionnairement ; que, même dans les démocraties modernes, le fusil avait dû parfois servir à réaliser des progrès que le bulletin de vote avait été impuissant à accomplir. Il ajoutait que la loi de l'*"enfantement dans le déchirement"* était vraie de l'organisme social comme de l'organisme individuel et qu'il n'y a pas de vie nouvelle sans effusion de sang. Et Sembat, dans son ouvrage posthume *La Victoire en déroute*, raconte qu'un jour, Guesde lui déclara que si le Midi était aussi organisé que le Nord, il n'attendrait pas le résultat d'élections favorables et entreprendrait immédiatement une action révolutionnaire. Seulement, Guesde pensait que l'insurrection ne devait être déclenchée qu'à bon escient, après une préparation minutieuse, qui lui donnerait les plus sérieuses chances de succès ; il n'avait aucun goût pour les échauffourées stériles, *"qui feraient couler le sang ouvrier sans résultat, ou au seul profit de la bourgeoisie"*.

Le guesdisme s'implanta solidement dans les régions industrielles du Centre et du Nord. Son emprise fut plus superficielle et plus précaire dans le reste de la France. Et bientôt, en réaction contre le guesdisme, apparurent des formes nouvelles de la pensée et de l'action socialistes. De 1881 à 1898 se déroule une série de luttes, qui mettent aux prises guesdistes et possibilistes, puis allemanistes et possibilistes. Les blanquistes, les anarchistes, les socialistes indépendants jouent aussi leurs notes dans ce concert discordant. Nous ne nous arrêterons pas à l'histoire externe de ces luttes, qui est assez fastidieuse et que compliquèrent souvent des conflits de personnes. Nous ne les retiendrons que dans la mesure où elles se répercutèrent sur la doctrine socialiste pour en élargir les fondements et en assouplir les méthodes.

Notes de lecture



En vente à la SELIO (87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris) et au CERMTRI. Prix : 19 euros.

Des dirigeants anarchistes au service de l'Etat bourgeois (1)

L'HISTOIRE de la CNT, le syndicat anarchiste fort d'un peu plus d'un demi-million d'adhérents en Catalogne, où il représentait de loin la principale force sociale et politique, a été d'ordinaire écrite, souligne François Godicheau, en cultivant *"l'illusion d'une linéarité et d'une continuité naturelle de ses prises de position"*, c'est-à-dire l'illusion d'une politique cohérente et homogène menée par la CNT sans crises, déchirements ou convulsions.

François Godicheau rejette cette vision. Il s'attache essentiellement à l'étude de la CNT catalane, qui, à elle seule, représente plus de la moitié de la CNT. L'objet premier de sa recherche est d'étudier *"comment le mouvement anarcho-syndicaliste s'intègre à l'Etat républicain et permet de ce fait d'achever la reconstruction de celui-ci"*, alors que l'Etat républicain avait, jusqu'au 19 juillet 1936, date du soulèvement franquiste, harcelé, pourchassé, persécuté, emprisonné,voire abattu les militants anarchistes par centaines.

Le rétablissement de l'ordre républicain, que la vague révolutionnaire qui a balayé l'Espagne au lendemain du putsch franquiste avait fait voler en éclats le 19 juillet, subordonne en effet la CNT à la reconstruction d'un Etat républicain présentable au gouvernement britannique (par ailleurs profranquiste) et secondairement à celui de Paris. Ce processus vise à effacer le bouleversement social et politique engendré par la mise en échec du putsch sur plus de la moitié de l'Espagne.

Le soulèvement populaire qui a répondu au putsch franquiste a créé en Catalogne et en Aragon une multitude de comités révolutionnaires et des milices populaires coordonnées dans un comité central des milices antifascistes, que les reconstructeurs d'un Etat républicain protecteur de la propriété privée des moyens de production et de la terre ont comme premier souci de dissoudre. Contre leurs propres militants, les dirigeants de la CNT (suivis comme leur ombre par ceux du POUM) donnent leur aval à cette dissolution, qu'ils gardent un moment secrète tant la pilule est dure à avaler pour les ouvriers et les militants qui ont sauvé la République et qui s'attaquent à l'ordre capitaliste. Puis, le groupe dirigeant de la CNT, balayant d'un revers de main la tradition anarchiste, désigne trois ministres au gouvernement, dont le ministre de la Justice, Garcia Oliver. (Un anarchiste ministre de la Justice, c'est un véritable reniement de la tradition anarchiste !)

C'est le début d'une brutale normalisation de la CNT (trop puissante pour qu'on lui applique le sort réservé au POUM dissous au printemps 1937, et qu'il est pour cette raison même nécessaire d'intégrer à la reconstruction de l'Etat). Ce processus d'intégration pro-

(1) François Godicheau : *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Odile Jacob, 458 pages, 29 euros.

gressive de la CNT à cette reconstruction a comme conséquences :

— Une restructuration de la CNT sur le modèle du Parti communiste espagnol, que François Godicheau appelle une *"bolchevisation"* du mouvement anarcho-syndicaliste, aboutissant à liquider ses structures horizontales ou fédéralistes pour imposer une verticalisation rigide, qui permet d'imposer la loi du sommet — minoritaire — aux organisations de base de plus en plus réticentes. Ainsi, les dirigeants de la CNT décident-ils d'exclure de leurs rangs le groupe des Amis de Durruti, hostile à leur politique de subordination à l'Etat et de normalisation. Ainsi, la CNT se trouve-t-elle au bord de la scission.

— Une distance de plus en plus grande entre les militants et la direction, qui se cristallise comme un appareil indépendant de l'organisation même et s'intègre de plus en plus au sommet même de l'Etat et des partis de la coalition républicaine, où le Parti communiste espagnol, qui met en œuvre la politique de Staline, joue un rôle croissant.

— La répression de l'Etat républicain qui se déchaîne contre les militants anarchistes au lendemain des journées de mai 1937. Une provocation de la police, organisée directement par des chefs liés au Parti communiste espagnol (ou, plus exactement, à sa version catalane, le PSUC) dans le cadre de la normalisation du mouvement révolutionnaire de juillet-août 1936, suscite à Barcelone une vive réaction de milliers de militants anarchistes, auxquels se joignent ceux du POUM. La direction de la CNT invite ses propres militants à rendre les armes au nom de l'unité nécessaire pour mener la guerre. Les forces de police de l'Etat républicain vont alors s'acharner sur les militants anarchistes, dont près de 4 000 sont jetés en prison, et certains purement et simplement assassinés.

La direction de la CNT, qui intrigue pour retrouver une place au gouvernement et finira par obtenir un strapontin dans le gouvernement Negrin en avril 1938, normalise elle-même ses propres rangs. Elle distingue parmi les militants arrêtés, dont certains responsables de haut niveau, ceux qu'il est possible de défendre, et les autres, qualifiés de voyous, de vauriens ou même d'apaches, bref, assimilés à des droit commun, alors même que le gouvernement Negrin assimile toute critique de sa politique à une trahison et que le Servicio de Investigacion Militar (SIM), où l'influence du PCE est grande, fait régner la terreur.

Ainsi, un jeune anarchiste est condamné à six ans de prison pour avoir lu en janvier 1938 le journal anarchiste *Libertad* dans un train, alors même que le tribunal relaxe en juin 1938 un groupe de magistrats de Barcelone notoirement franquistes. D'après le tribunal, ce faisant, *"il était animé de l'intention de déprimer le moral du public, de démoraliser l'armée, d'affaiblir la discipline collective et le crédit du public à l'intérieur du pays, et favorisait par son procédé les machinations des fascistes qui tentaient de démoraliser l'arrière républicain"*. On pourrait ironiser sur cette version espagnole des *"horribles dangers de la lecture"* décrits par Voltaire. Mais un tel verdict en dit long sur l'entreprise de normalisation menée par l'Etat à l'encontre de tous ceux qui pensaient que la victoire militaire ne pouvait être obtenue que grâce à un changement social radical.

Certains militants anarchistes chargés par leur syndicat de lui procurer des armes, et donc à cette fin de gérer des fonds confisqués en juillet-août, se voient ainsi, sans être défendus par les responsables de la CNT, emprisonnés pour trafic d'armes ou détournement de fonds.

Or, souligne François Godicheau, l'organe central de la CNT, *Solidaridad Obrera*, ne mène aucune campagne pour la défense de ses militants jetés en prison. Un groupe d'entre eux, internés à la prison Modelo, à Barcelone, écrivent dans une lettre collective, le 17 juin 1937 : *"Jusqu'à présent, aucun de nos organes de presse ne s'est occupé, ni de près ni de loin, des prisonniers, de leur état moral et matériel, de faire savoir à l'opinion que l'on ressuscitait des procédés anachroniques pour les appliquer aux véritables révolutionnaires. En gé-*

néral, l'organisation ne s'est pas souciée et ne se soucie apparemment toujours pas de la situation de ses prisonniers à Barcelone."

De l'abandon de ses propres militants à l'abandon de leur propre héritage politique, il n'y a qu'un pas, que les dirigeants de la CNT et de la FAI franchissent allégrement... pour défendre l'Etat républicain bourgeois, et donc la propriété privée des moyens de production.

« *En juin 1937*, écrit François Godicheau, *le groupe Nervio, qui réunissait les principaux dirigeants anarchistes catalans, élabora une proposition de "nouvelle structuration", qui fut ensuite transmise telle quelle par le comité péninsulaire de la FAI à toute l'organisation. Dans le préambule, il était dit que, depuis le 19 juillet, un changement d'époque radical avait eu lieu : la période de la lutte contre l'Etat et l'exploitation capitaliste était passée et les tâches du présent consistaient à construire le nouvel état de choses, dominé par la justice et la liberté."*

C'était la reprise de la politique des staliniens en plus grossier encore, car les staliniens, eux, disaient pour camoufler leur politique de défense de l'Etat bourgeois : la guerre d'abord, la révolution après.

Le sort de Barriobero, depuis longtemps avocat des anarchistes et d'autres militants ouvriers persécutés, est l'une des expressions les plus achevées de cette politique. Jeté en prison pour son activité, il sera tellement affaibli par son emprisonnement qu'il sera hors d'état de fuir Barcelone avant l'arrivée des franquistes. Ces derniers se feront une joie de le fusiller.

Ainsi, avant de subir la sanglante répression franquiste, la CNT a d'abord été affaiblie et minée par la subordination de ses dirigeants à la politique du Parti communiste espagnol, c'est-à-dire de Moscou. Il était apparemment beaucoup plus facile de chanter à Barcelone la gloire de Makhno et des insurgés de Cronstadt que de se dresser contre la désastreuse politique de défense de l'Etat bourgeois imposée par Staline au mouvement ouvrier espagnol.

Jean-Jacques Marie

La parole aux paysans [1]

CE recueil de lettres de paysans soviétiques de 1925 à 1931 s'ouvre par une lettre à Mikhail Kalinine, le président du comité exécutif central des soviets, qui dénonce en termes vifs les privilèges des dirigeants :

« *Nous sommes pour le bien du peuple, que vous dites, "pour son bien", mais les trois cents roubles que vous gagnez tous les mois, c'est pour qui, hein ? Pas pour vous, p't-être ? En attendant, Mikhail Ivanovitch, dites-moi que c'est pas ça, le chemin du socialisme ! Le v'là, le chemin du socialisme : ne forcer personne et ne pas gagner trois cents roubles par mois.* »

Cette protestation est celle de l'égalitarisme révolutionnaire des niveleurs de

(1) *"Nous autres paysans", Lettres aux soviets, 1925-1931*. Introduction, notes et traduction d'Hélène Mondon. Verdier, collection Poustiaki, 2004, 150 pages, 18 euros.

la révolution anglaise ou des enragés de la Révolution française : *"Faut donner une estimation du travail de l'ouvrier, de celui du paysan et aussi de l'employé soviétique, pour définir une norme des besoins de chacun, pour ne pas laisser les uns s'empiffrer et les autres crever de faim. Voilà ce que ça serait, le vrai socialisme. On va y arriver, au socialisme (...). Nous autres, travailleurs, on saura bien s'unir sans vous, faut du temps, c'est tout."*

Ce petit livre de 150 pages rassemble cinquante lettres adressées de 1925 à 1931 au journal *Krestianskaia Gazeta* ("Le Journal paysan"), dont l'auteur de la préface, Hélène Mondon, rappelle la nature et la fonction : *"Ecrit dans une langue simple, à la portée de tous les villageois, ce journal arrive à séduire les paysans, les incite à lire, plus surprenant encore, il leur donne l'envie d'écrire"*, au point que ce journal a reçu en dix ans de parution (1923-1933) la bagatelle de cinq millions de lettres, adressées en grande partie à Mikhail Kalinine, ancien ouvrier métallurgiste devenu président du comité exécutif central des soviets, donc chef théorique de l'Etat. Kalinine a, en effet, la réputation, de plus en plus usurpée, de se soucier des paysans et de leurs intérêts. Le journal ne publia, bien entendu, qu'une petite partie, soigneusement sélectionnée, seulement de ces lettres. Mais la plupart d'entre elles ont été conservées.

Les cinquante lettres choisies dans le recueil ne représentent qu'une infime partie de cette masse. On y trouve pourtant un éventail extrêmement large de points de vue divers : des lettres de paysans qualifiés de koulaks ("paysans riches", en comparaison des autres), et qui se plaignent de leur condition réelle ; des lettres de paysans pauvres emplis d'une hargne profonde, voire de haine, à l'égard de ces koulaks qu'ils dépeignent comme des exploiteurs ; des lettres marquées par une aversion profonde pour l'appareil bureaucratique et ses privilèges ; des lettres de paysans pauvres favorables à la collectivisation volontaire, d'autres de paysans hostiles aux kolkhozes, puis, lorsque la collectivisation stalinienne forcée, massive et meurtrière commence, des lettres emplies de plaintes et de protestations.

Dans les lettres des paysans, dits à juste titre ou non koulaks, revient un leitmotiv : les paysans pauvres le sont parce que ce sont des fainéants. Si on leur donne de la terre, ils la laissent en friche et n'en font rien. Les vrais parasites, ce seraient eux ! L'un d'eux les accuse même de vivre quasiment dans le luxe (extrêmement relatif, certes) : *"Ils achètent bien souvent de la farine blanche, du sucre, des harengs, des produits de manufacture, etc."*

Un autre écrit à Kalinine, qui a déclaré nécessaire de transformer le paysan pauvre en paysan moyen (c'est-à-dire d'améliorer sa situation matérielle). Comment le faire, demande ce correspondant, *« quand c'est, disons-le franchement, un flemmard qui n'a pas la moindre envie de redresser son exploitation et d'améliorer sa vie ? Voilà ce qu'il dit :* "Ça va pour moi, je suis en vie, j'ai du pain, qu'est-ce qu'il me faut de plus ? Je ne paie point d'impôt, je n'ai rien à donner." *Comment que le pouvoir peut regarder des gens pareils en face et les dispenser de l'impôt ? »*

Des lettres de paysans pauvres se plaignent au contraire de la rude exploitation que les koulaks leur font subir en louant leurs bras pour une poignée de kopecks ou en les tenant à la gorge, parce que seuls les koulaks ont une trieuse, une batteuse, un buttoir qu'ils prêtent au paysan pauvre à un prix élevé. D'autres s'enthousiasment pour la collectivisation organisée par eux-mêmes avec l'aide des colonnes (c'est-à-dire des brigades) de tracteurs, qui font, à leurs yeux, des miracles sur leurs parcelles réunifiées. Le kolkhoze leur permet d'avoir, écrit un paysan de Kobylka, une vanneuse, un buttoir, une batteuse, une herse à ressort, tous matériels inaccessibles au paysan pauvre isolé, sauf à passer sous les fourches caudines du koulak. Les lettres publiées montrent que la collectivisation stalinienne forcée va briser ce mouvement spontané, dont plusieurs décrivent la réalité.

Dès le lancement de la collectivisation accélérée, un groupe de quatre pay-

sans pauvres de l'arrondissement de Melitopol proteste : l'un d'eux a voulu, avec 15 autres paysans, *"organiser une association de travail en commun de la terre"*. Cela lui a été refusé, parce que, parmi les 15... il y a deux "paysans aisés". Ils s'étonnent : *"C'est-y comme ça qu'on va mettre en œuvre le testament de Lénine sur la collectivisation ?"* Et, ajoutent-ils, *"des faits pareils n'arrivent point seulement dans notre bourg à nous, ça arrive partout dans notre arrondissement"*. Et pourtant, interrogent-ils, *"qu'est-ce qui pourrait y avoir de nuisible à ce qu'on ait un ou deux paysans aisés dans notre effectif"* ? Certes, rien. Mais Staline sabote un mouvement réel — évidemment partiel — vers la collectivisation, parce que son objectif n'est nullement d'organiser une collectivisation plus ou moins ordonnée de l'agriculture, mais de briser la paysannerie en tant que couche sociale (toutes catégories confondues).

La déportation de près de deux millions de paysans dans des endroits perdus, glaciaux et désertiques suscite une tempête de protestations. L'une des plus éloquentes et des plus significatives est celle des paysans du kolkhoze Karl Marx, dans la république autonome des Allemands de la Volga (que Staline dissoudra en 1941 en déportant ses habitants). Ils maudissent Staline : *"Malédiction, camarade Staline (...). Nous autres kolhoziens, on t'envoie notre malédiction au lieu d'un rapport, on a perdu patience, tu nous a poussés à bout, tu nous a complètement ruinés avec ta marche à pas de plans bureaucratiques, tu as fait de nous des esclaves, tu nous a volé notre liberté qu'on avait conquise par notre sang ; on est devenu pire que nos ancêtres du temps des seigneurs. On n'a ni vêtements, ni pain, on trime comme des bêtes, affamés, nu-pieds, dépouillés de tout."*

Ces anciens de l'Armée rouge, qui ont défendu et construit l'Union soviétique, dénoncent et menacent : *"Nous autres partisans rouges, on vous a point fait monter sur le trône pour que vous suciez tout notre sang jusqu'à la dernière goutte, on vous pardonnera pas pour notre sang et on se vengera."* Ils stigmatisent les *"communistes clabaudeurs"*, les dirigeants incompétents, inventeurs de mots ronflants et dont les *"plans de criailleurs"* débouchent sur des catastrophes : *"Les blés sont gâtés, le foin a pourri, les bêtes sont harassées, nous aussi on est accablés."*

Des lettres de paysans déportés ferment le volume. La protestation la plus violente contre le véritable massacre qu'ils subissent émane d'un groupe d'employés et d'ouvriers de Vologda, indignés et solidaires des paysans déportés. Ils décrivent leurs conditions effroyables de transport dans des trains de marchandises glaciaux, d'où ensuite *"on les balançait hors des wagons comme des ordures"*, puis de déportation. Ils demandent à Kalinine de venir enquêter sur place. Kalinine, terrorisé par Staline, ne répondra pas et ne prendra aucune mesure.

Ces quelques citations sont loin d'épuiser la grande richesse de ce volume. En 150 pages, il présente de multiples facettes de la paysannerie soviétique au cours de cinq années décisives pour son avenir : des lettres de paysans pauvres partisans d'une collectivisation organisée par eux-mêmes aux cris désespérés de paysans déportés, qualifiés de koulaks souvent pour la seule raison qu'ils refusaient d'entrer de force au kolkhoze. Il reflète l'éventail des positions diverses qui divisaient une paysannerie trop souvent présentée abusivement comme un bloc homogène, que seul, en fait, Staline réussira à unifier contre lui, puisque la collectivisation forcée réussira à dresser contre elle non seulement des dizaines de milliers de paysans riches (koulaks) et de paysans dits moyens, mais aussi de nombreux paysans pauvres, anciens partisans rouges qui se virent parfois dépouillés de tous leurs rares biens (leurs bottes et leurs poules) et résistèrent à la contrainte et à la violence.

Marc Teulin

Lueurs clignotantes sur le fascisme

Angelo Tasca : *Naissance du fascisme.* L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome, préface d'Ignazio Silone. Avant-propos de Charles-André Julien. Notes traduites de l'italien par Valeria Tasca, Tel, Gallimard, 2004, 504 pages, 11 euros.

Marie-Anne Matard-Bonucci et Pierre Milza : *L'Homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945).* Entre dictature et totalitarisme. Fayard, 366 pages, 22 euros.

Emilio Gentile : *Qu'est-ce que le fascisme ?* Folio Histoire, Gallimard, 530 pages, catégorie F 15.

Emilio Gentile : *La Voie italienne au totalitarisme.* Le parti et l'Etat sous le régime fasciste, traduit de l'italien par Philippe Baillet, éditions du Rocher, Monaco, 2004, 396 pages, 22,50 euros.

Robert Paxton : *Le Fascisme en action*, Seuil, 2004, 432 pages, 25 euros.

Robert Soucy : *Fascismes français ? 1933-1939,* Autrement, 2004, 578 pages, 22,95 euros.

Robert Paxton signale plus de 30 000 titres, essentiellement universitaires, sur ce sujet. Apparemment, la lumière qu'ils ont apportée est très tamisée, puisque, chacun à sa manière, Paxton, Soucy et Gentile se posent la question qui forme le titre du livre de ce dernier : *Qu'est-ce que le fascisme ?* On ne peut pas dire, d'ailleurs, que leurs réponses, surtout celles de Paxton et de Soucy, soient très convaincantes.

Robert Paxton cite la définition concise la plus récente et la plus généralement acceptée, celle de l'historien britannique Roger Griffin : *"Le fascisme est un genre d'idéologie politique dont le paradigme mythique, dans ses diverses permutations, est une forme d'ultranationalisme populiste du renouvellement par la base (palingénésique)."* Mais définir le fascisme d'abord comme une idéologie, c'est prendre ce qu'il dit être pour ce qu'il est, son apparence tapageuse pour sa réalité.

A la fin de son ouvrage, Robert Paxton distingue le fascisme de la tyrannie classique (la dictature), de la dictature militaire et de l'autoritarisme, avant de le définir comme *"une forme de comportement politique marqué au coin d'une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société, pour son humiliation et sa victimisation, pour les cultes compensatoires de l'unité, de l'énergie et de la pureté ; ses militants, des nationalistes convaincus encadrés par un parti fondé sur la masse, collaborent de manière souvent rugueuse, mais efficace, avec les élites traditionnelles ; le parti abandonne les libertés démocratiques et poursuit, par une politique de violence rédemptrice et en l'absence de contraintes éthiques ou légales, un double objectif de nettoyage interne et d'expansion externe"*.

Cette obscure définition ne permet guère de définir la place et le rôle historiques spécifiques du fascisme.

Robert Soucy nage dans une fâcheuse confusion. Il parle ainsi des *"syndicats marxistes"* — expression des fascistes — ou de *"révolution marxiste"*. Mais une révolution et un syndicat ne peuvent pas plus être marxistes que matérialistes ou dialectiques. Il introduit des critères de moralité bien douteux : *"Défendre la perspective d'une alliance avec l'Allemagne et l'Italie (...) était tout à fait an-*

tidémocratique et immoral." Sans doute, mais à cette aune tous les chefs d'Etat européens ont été immoraux, de Chamberlain à Daladier et au colonel Beck ; cette immoralité ne nous éclaire donc guère sur le fascisme. Il égrène une série de critères à partir desquels il classe comme fascistes une série d'organisations françaises des années 1930 : antisémitisme, antilibéralisme, antimarxisme, antidémocratisme, esprit paramilitaire, antirationalisme. Mais l'antilibéralisme, l'antisémitisme, l'antirationalisme n'ont rien de spécifiquement fasciste. Ces deux derniers traits appartiennent ainsi organiquement à l'héritage de l'Eglise catholique.

Uriage et le nazisme

Or on ne peut définir cette dernière comme "fasciste", même si elle s'est toujours fort bien entendue avec les régimes fascistes. Et même si la très catholique école d'Uriage a, après la chute du nazisme, osé oublier un bilan du régime nazi où l'on trouve les lignes suivantes : *"Le nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature capable de comprendre le monde actuel et même de le dominer temporairement. Il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe."*

Le portrait idéalisé des brutes rapaces SS des camps de la mort ou des Einsatzgruppen en "hommes nouveaux" débouche sur une conclusion lyrique : *"Le nazisme a su trouver des méthodes pour dégager les élites sociales et une aristocratie de commandement. Le nazisme a restauré le sens de la communauté nationale (...). Le racisme a su remédier à la crise démographique de l'Allemagne en réprimant l'avortement (...), le sol résonne à nouveau sous des pas virils."*

Les camps de la mort ne figurent dans ce texte écrit six mois après leur découverte publique que dans une phrase désinvolte aux relents racistes : *"La race des maîtres* (sic !) *est elle-même traitée et maniée comme une masse sans noblesse, les haras voisinent avec les camps de concentration et les écoles du parti. Que sera-ce chez les peuples inférieurs ?"*

Ces lignes n'émanent pas d'un ouvrage de propagande nazie. Elles se trouvent dans *Vers le style du XXe siècle,* ouvrage publié par *"l'équipe d'Uriage, sous la direction de Gilbert Gadoffre"*. Le dépôt légal est du troisième trimestre 1945. Mais le sous-chapitre dont ces lignes sont extraites est systématiquement occulté par les historiens d'Uriage (1).

Or Laurence Bertrand-Dorléac, dans son étude sur *"Les vieilles images de l'homme nouveau"*, souligne deux points à propos d'Uriage : l'expression de l'homme nouveau *"fourmille dans tout son livre de principes"* et *"la pédagogie de l'homme nouveau de l'école des cadres d'Uriage a réconcilié les hommes de bords différents, qui fonderont une bonne partie des élites françaises après la Libération"*. L'école d'Uriage a en effet formé les cadres de la démocratie chrétienne et du christianisme dit social, dont nombre des pères fondateurs de l'Europe de Bruxelles et de Maastricht se réclament explicitement.

"Préserver la propriété privée et la division en classes"

Emilio Gentile souligne, lui, en revanche, la dimension *"antiprolétarienne"* du fascisme et son souci de *"préserver la propriété privée et la division en classes"*.

Robert Paxton l'indique d'ailleurs aussi à un autre endroit : *« Même s'ils ont réalisé quelques changements spectaculaires, les fascistes ont laissé pour l'essentiel intactes la distribution de la propriété et la hiérarchie sociale et économique (différences fondamentales avec ce que le terme de "révolution" signifiait d'ordinaire depuis 1789)."*

(1) On trouvera le texte complet de ce sous-chapitre dans le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier.*

Le fascisme a en effet protégé vigoureusement la propriété privée des moyens de production : les quelques contraintes régulatrices que son économie de guerre lui a imposées n'ont jamais dépassé celles que l'Allemagne monarchiste a dictées pendant la guerre de 1914 à 1918...

Dans *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Emilio Gentile rappelle d'ailleurs : *"A la veille de la marche sur Rome (...), le Duce proclama que le fascisme respectait la monarchie et l'armée, reconnaissait la valeur de la religion catholique, entendait mettre en œuvre une politique de libre-échange favorable au capital privé et enfin restaurer l'ordre et la discipline dans le pays."*

Un peu plus loin, il souligne : *"Se préparant à la conquête du pouvoir, le parti fasciste se proposait non seulement de défendre le socle économique et social capitaliste, mais aussi d'accomplir une révolution politique pour conquérir le monopole du pouvoir"*... pour mieux défendre ce socle par une politique impérialiste brutale, tout en prélevant à son profit un pourcentage, dissimulé sous un verbiage révolutionnaire.

Angelo Tasca souligne fortement ce point : au lendemain de la vague d'occupations d'usines dans le nord de l'Italie, en septembre 1920, *« industriels et agrariens couvent une sombre fureur et sont maintenant prêts à tout, à vendre leur âme au diable pour avoir, n'importe comment, leur revanche. Les incendies qui bientôt embraseront par centaines les sièges d'organisations ouvrières et socialistes et les maisons de travailleurs "rouges" et même "blancs", le sang versé leur apparaîtront comme le rituel d'une cérémonie expiatoire, nécessaire pour purifier le temple violé de la propriété. »*

Or l'incendie des maisons du peuple et des bourses du travail, les assassinats de militants ouvriers ne pouvaient être réalisés par la police d'Etat. Il fallait les escouades fascistes en Italie, les sections d'assaut hitlériennes en Allemagne. Certes, le coût de ces bandes destructrices et voraces — qui ne constituent pas une nouvelle "classe dirigeante" — est élevé, mais, pour la classe dirigeante, la protection de la propriété privée n'a pas de prix.

Dans sa postface, Emilio Gentile répond aux critiques, qui, contestant sa vision d'une *"voie italienne au totalitarisme"*, ont affirmé que ce totalitarisme était *"imparfait"* ou *"inachevé"* au point de ne même plus être totalitaire. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, souligne-t-il, nul ne mettait en cause la nature totalitaire du fascisme italien. Puis, Hannah Arendt la nia en affirmant entre autres : *"Ce qui prouve que la dictature fasciste est de nature non totalitaire, c'est que les condamnations politiques y furent très peu nombreuses et relativement légères."*

Emilio Gentile exécute Hannah Arendt en quelques lignes : *"Dans son livre, les données historiques sur le fascisme sont minces, approximatives, parfois erronées, et de toute façon toujours de deuxième, voire de troisième main, car dérivées de citations de citations, y compris sur des points très importants."*

La "révolution permanente" ou un détournement abusif

Emilio Gentile étudie la place et le rôle du parti fasciste et ses rapports, d'un côté, avec l'Etat monarchiste, et, de l'autre, avec Mussolini lui-même, désireux d'avoir un parti à sa botte dont l'autonomie et la place spécifique soient les plus réduites possibles. L'appareil du parti fasciste a tenté à divers moments d'étendre son pouvoir. Emilio Gentile étudie avec soin la dernière tentative en ce sens faite par Adelchi Serena, secrétaire du parti fasciste du 30 octobre 1940 au 31 décembre 1941, date à laquelle Mussolini le congédie.

Le chapitre où il étudie *"le projet totalitaire d'Adelchi Serena"* s'intitule *"La révolution permanente"*. La formulation figure plusieurs fois dans le chapitre entre guillemets, sans que le lecteur sache s'ils indiquent une citation ou suggèrent une certaine réserve dans l'emploi

de cette expression inventée par Marx en 1850, puis précisée par Parvus et Trotsky. Cette expression, dans la littérature marxiste, a un sens très précis : elle signifie que la révolution démocratique, menée à bien hier par la Révolution française, ne peut plus désormais être réalisée que par la classe ouvrière, qui, contrainte de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, en dépassera le cadre initial. Il n'y a rien de tel dans le projet fasciste, grand défenseur de la propriété privée. Ici, l'expression désigne seulement la volonté de l'appareil fasciste de faire vivre son parti et de dominer l'Etat au lieu de lui être subordonné.

Cette première ambiguïté est liée à une seconde. Emilio Gentile s'interroge néanmoins : *"Le fascisme fut-il une révolution ?"* Il répond prudemment oui, tout en dissolvant le terme même de révolution, au point d'écrire : *"Au bout du compte, toutes les révolutions (à l'exception peut-être de la révolution néolithique et de la révolution industrielle) ne furent guère plus que des fronces sur la surface plane de la continuité historique."* Mais il estompe le sens même du mot. Une révolution au sens plein du terme combine, comme en France en 1793 et en Russie en 1917, un changement de régime de propriété et l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante, marqué par la liquidation politique, voire physique, de l'ancienne. Mais le fascisme ne change ni le régime de propriété, ni la classe dirigeante. La démagogie fasciste se présente comme *"révolutionnaire"*. Or qu'est-ce qu'une révolution ? Un bouleversement social qui liquide l'ancienne classe dirigeante et en installe une autre (en 1789-1793, la bourgeoisie, avec l'aide des sans-culottes, liquide la noblesse et la remplace comme classe dirigeante), et qui modifie ou renverse les rapports de propriété : en 1917-1918, la révolution russe remplace la propriété privée des moyens de production par la propriété d'Etat. Mais le parti fasciste ou nazi ne renverse pas la classe sociale dirigeante capitaliste (industriels, agrariens, etc.) et ne touche pas à la propriété privée des moyens de production : il l'encadre et la réglemente dans son économie de guerre — source d'immenses profits pour le capital —, puis au cours de la guerre elle-même ; la monarchie de Guillaume II l'avait déjà fait lors de la Première Guerre mondiale. Ce faisant, il ne s'attaque pas à la propriété privée et aux profits (gigantesques) des patrons. Utiliser comme allant de soi les termes révolution et révolutionnaire pour parler de ces partis, n'est-ce pas rester prisonnier de leur propre mythologie ?

Emilio Gentile, en revanche, pose avec acuité le problème du rapport entre les classes moyennes et le fascisme. Selon lui, *"de la Révolution française à aujourd'hui, les classes moyennes ont joué un rôle toujours plus large et envahissant dans la société (...). Bref, la classe moyenne est devenue une classe fondamentale au même titre que la grande bourgeoisie et le prolétariat (...). Dans des situations déterminées, les classes moyennes peuvent jouer une fonction politique autonome par rapport à la bourgeoisie."*

Et il précise : *"Le succès du fascisme (...) résulta très largement de la faculté d'agréger de nombreuses composantes des classes moyennes, auxquelles il donna une élite dirigeante, une organisation et une idéologie."*

Certes, mais cela n'a pas permis aux classes moyennes (autrement dit, à la petite bourgeoisie) de remplacer la bourgeoisie comme classe dirigeante en instaurant de nouveaux rapports de propriété (lesquels ?) différents des rapports bourgeois fondés sur la propriété privée des moyens de production. De ses rangs sont sortis quelques dizaines de milliers de bureaucrates, qui ont fait payer cher à la bourgeoisie la défense de ses intérêts fondamentaux, mais qu'ils n'ont pas remplacée.

Emilio Gentile semble pourtant reprendre à son compte la conception de l'historien G. L. Mosse, selon qui le fascisme a porté au pouvoir *"une nouvelle classe dirigeante"*. Le terme est pourtant abusif : les quelques milliers de fascistes qui ont saisi (ou, plus exactement, à qui la bourgeoisie dirigeante a donné en Allemagne, en Italie et ailleurs) les rênes du pouvoir forment une bande plébéienne

et déclassée, vorace, qui ponctionne une part importante du revenu national, mais son poids politique ne modifie pas la nature purement parasitaire de son rôle économique et social ; elle n'a aucune racine propre dans un type spécifique de rapports de propriété.

Dans leur brève définition du fascisme, le Robert et le Larousse insistent en effet, à bon droit, sur l'importance du corporatisme, dont Paxton ne souffle mot. Les autres non plus, d'ailleurs. Or l'ordre mussolinien, salazariste, franquiste est un ordre corporatiste marqué par le syndicat vertical rassemblant patrons, employés et ouvriers sous la coupe des premiers, l'interdiction des syndicats indépendants et des partis ouvriers, l'existence de chambres corporatives fondées sur l'association capital-travail et remplaçant les assemblées délibératives de type parlementaire.

Les sources catholiques

Marie-Anne Matard-Bonucci souligne d'emblée : *"La quête de l'homme nouveau (...) s'inscrit à rebours du mouvement de transformation des sociétés, prônant le retour à des valeurs rurales, la réhabilitation d'une morale menacée, le rétablissement des hiérarchies sociales (...). Les femmes (...) réléguées dans un rôle auxiliaire, mais subalterne : génitrices, éducatrices, gardiennes du foyer."*

Dans la France de Pétain, l'homme nouveau, c'est la femme au foyer, comme le veut l'Eglise catholique.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que *"la référence au catholicisme constitue le noyau de l'identité de l'homme nouveau imaginé par la Phalange espagnole ou le Caudillo. Elle se présente comme toile de fond dans les spéculations du fascisme : la rhétorique de l'homme nouveau emprunte au catholicisme son vocabulaire et ses références."*

Josefina Cuesta, étudiant *"l'influence du modèle catholique dans la conception franquiste de l'homme nouveau"*, insiste sur ce poids du catholicisme et de l'Eglise (ce qui met l'accent sur le caractère bien peu "nouveau" de cet "homme nouveau"). Le fondateur de la Phalange, José Primo de Rivera, affirme : *"Toute reconstruction de l'Espagne doit se faire dans un sens catholique."* Le mot "reconstruction" camoufle ici, à l'évidence, le terme de "restauration". Josefina Cuesta, étudiant les idées de trois des idéologues de l'homme nouveau franquiste, souligne : *"Les doctrines considérées se rapprochent davantage des conceptions du modèle catholique proposé par les régimes de Mussolini et de Salazar."*

Mussolini le dit à sa manière lorsqu'il énumère les valeurs de cette nouveauté : *"La discipline, le travail, la foi"*, comme dans une aumônerie militaire. Philippe Burrin, dans *Nazisme et homme nouveau*, insiste à son tour sur *"l'importance que revêtait dans le discours fasciste la source d'inspiration chrétienne, source directe et explicite (...) particulièrement manifeste dans l'idéologie nazie, qu'on réduit abusivement à la dimension sociale-darwiniste ou raciste matérialiste"*.

Yves Léonard étudie *"le colon, figure de l'homme nouveau dans le Portugal de Salazar"*... au moment même où les peuples coloniaux commençaient à ébranler les empires construits depuis le XVIe siècle. Rien ne saurait mieux suggérer le caractère au sens propre du terme réactionnaire de cet homme dit nouveau.

La lecture des contributions qui éclairent les diverses facettes de l'homme nouveau dans les cinq pays concernés pose une question : dans quelle mesure l'idéologie affirmée reflète-t-elle un objectif réel ou est-elle un camouflage ? En d'autres termes, la représentation est-elle vraie ou est-elle un masque idéologique ?

L'homme nouveau n'est-il pas essentiellement un thème de propagande destiné à camoufler la nature avide et rapace d'un groupe social fondamentalement parasitaire ? L'homme nouveau n'est-il pas une réincarnation du parasitisme clérical et nobiliaire (ceux qui prient et ceux qui se battent — de moins en moins — pendant que tous les autres travaillent pour les nourrir, les vêtir, financer leurs grasses pensions, etc.) dissimulant sa voracité sous le culte de l'ascèse,

du sacrifice ou de l'honneur ? De même, sous leur tapage idéologique, les SS n'étaient qu'une bande de pillards rapaces et sanglants.

On en trouve l'archétype dans le surhomme de Nietzsche. En 1902, dans son lointain exil sibérien non loin d'Irkoutsk, Trotsky, étudiant son œuvre, caractérisa alors l'idéologie du surhomme comme celle d'un *"parasitenproletariat"*. La volonté de puissance exprime et dissimule à la fois les objectifs de la domination d'une caste des maîtres : *"Ce qui lie tous les membres disparates de cette chevalerie bourgeoisie, c'est le pillage déclaré et en même temps (...) impuni, à une échelle immense, des biens de consommation, sans qu'ils participent aucunement au processus organisé de production et de distribution."*

Trotsky insiste sur ce point : *"La philosophie des nietzschéens sert à justifier la jouissance de biens à la création desquels ils ne prennent aucune part, même formelle."* C'est pourquoi il qualifie ces parasites de "rapaces".

Toutes les formations sociales parasitaires (clergés hier et aujourd'hui, noblesse hier, bureaucraties diverses hier et aujourd'hui) ont finalement cette même caractéristique : elles ne produisent aucun bien ni aucun service, façonnent la même mythologie et déguisent la défense de leurs intérêts matériels sous un voile idéologique épais (abnégation, héroïsme, dévouement, etc.), auquel certains peuvent certes se laisser prendre un temps. L'homme nouveau sert à cela. L'idéologie, selon sa fonction traditionnelle, sert à camoufler la réalité.

Olivier Simon

Le corporatisme catholique en action
Paul Pasteur : *Etre syndiqué(e) à l'ombre de la croix potencée. Corporatisme, syndicalisme, résistance en Autriche, 1934-1938* (1)

LE titre est long... mais explicite, à condition, bien sûr, de savoir ce que signifie la "croix potencée" : c'est le symbole du régime "chrétien social" instauré en Autriche de 1934 à 1938 par les chanceliers Dollfuss, puis Schuschnigg, après l'écrasement brutal de la social-démocratie autrichienne, facilité par la totale passivité de ses dirigeants, en février 1934. Le régime, avec la bénédiction de l'Eglise, remplace les syndicats libres par une

(1) Université de Rouen, 348 pages, 25 euros.

prétendue "confédération syndicale" unique, dirigée par l'ancien syndicat chrétien et appuyée sur un front patriotique, forme abâtardie du parti unique.

Cette confédération repose sur la conception corporatiste de la *"communauté d'entreprise"*, terme, dit Paul Pasteur, qui *"fait référence à toute l'idéologie corporatiste chrétienne, selon laquelle l'entreprise est à l'image de la famille une cellule de base de la société"*. Tous les membres de l'entreprise, comme ceux d'une famille, auraient des intérêts communs, qu'ils devraient défendre ensemble sous la houlette du *pater familias* qu'est le chef d'entreprise. D'où le rejet de la grève (imagine-t-on une grève dans une famille ?) et de toute forme de lutte des classes au bénéfice d'organismes de conciliation et d'arbitrage, qui concilient et arbitrent toujours dans le sens des patrons. Paul Pasteur le souligne : cette communauté d'intérêts s'est traduite en règle générale par une baisse des salaires de l'ordre moyen de 30 %. La lutte des classes continue donc, mais à sens unique... en interdisant à ses victimes de s'organiser entre elles.

Paul Pasteur cite de nombreux exemples de la résistance ouvrière à ce "syndicalisme chrétien" imposé par la force de l'Etat, et dont l'un des éléments moteurs est le partage du travail, toujours exalté par l'épiscopat français. En Autriche, il s'exprime sous une forme simpliste, aujourd'hui certes démodée (mais le fond est identique) : les femmes au foyer, les hommes au travail.

La direction du *Christlisoziale Arbeiter-Zeitung* dénonce ainsi, avec la bénédiction de l'épiscopat, la direction du parti social-démocrate dissous comme *"une clique juive"* coupable d'avoir *"enjuivé"* Vienne (quelle délicatesse dans ce vocabulaire catholique officiel !).

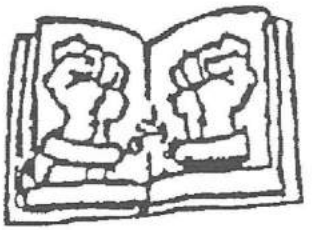
Les chrétiens sociaux sont à la tête de l'organisation corporatiste dite abusivement "syndicale". Paul Pasteur signale : *"Les chrétiens sociaux contrôlent tous les postes clés, la présidence de la confédération et la direction de six syndicats de branche, sans compter les directions régionales."* Dans le comité directeur de cette confédération figure une certaine *"Margarete Daurer. Plus connue sous* (le nom) *de Grete Rehor, elle deviendra la première ministre des Affaires sociales de la Deuxième République en 1966."* On ne saurait mieux souligner la continuité entre le christianisme social d'avant-hier, celui d'hier et celui d'aujourd'hui.

Deux phrases choisies au hasard soulignent l'actualité de cet ouvrage : *"Il s'agit de remplacer les allocations chômage jugées improductives par un travail productif"* (p. 195). Après quoi, le chômage augmenta encore ! *"La réforme de la Sécurité sociale vise deux objectifs : décharger le budget de l'Etat, soulager les frais de production et atteindre un équilibre entre recettes et dépenses"* (p. 213).

Jean-Jacques Marie

Les Cahiers du CERMTRI

Index thématique



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les *Cahiers du CERMTRI*, d'un volume de 80 à 84 pages, reproduisent des documents de l'époque ou de la question qu'ils traitent, précédés d'une brève introduction visant à aider le lecteur à les resituer dans leur moment.

Vingt-cinq d'entre eux (recensés à part) sont des inventaires ou des catalogues de documents.

115 numéros à votre disposition

(4,60 euros l'exemplaire + 1 euro de frais de port)

ÉTATS-UNIS

Cinq *Cahiers* sont consacrés au mouvement ouvrier aux Etats-Unis :

N° 51 ***"Teamster Rebellion"***
Il s'agit de la reproduction de la brochure de Farrel Dobbs, militant et dirigeant trotskyste du SWP aux Etats-Unis. Cette brochure relate la grève des camionneurs de 1934, à Minneapolis, qui fut un des grands moments de la lutte de la classe ouvrière américaine.

N° 56 ***"James Cannon : la lutte pour un parti prolétarien"***
Traduction en français de larges extraits de l'ouvrage de James P. Cannon paru en 1943 (*The Struggle for a Proletarian Party*). C'est une contribution à la discussion qui se développait dans la section américaine de la IVe Internationale pendant l'année 1939, discussion qui se termina en 1940 par le départ de la fraction Shachtman-Burnham-Abern. Les textes et lettres de Trotsky à ce sujet sont compris dans le livre *Défense du marxisme*.

N° 74 ***"Documents sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis au XIXe siècle et au début du XXe"***
Publication d'un document peu connu sur la "Constitution des chevaliers du travail de l'Amérique". Reproduction d'un article de Zinoviev : *"Adresse de l'Internationale communiste aux Industrial Workers of the World (janvier 1920)."* Extraits de la revue *L'Internationale communiste*, n° 9, d'avril 1920, sur la fusion du Parti communiste américain et du Parti ouvrier communiste américain, et du n° 24, de mars 1923, *"Pour un Labor Party américain"*.

N° 82 ***"Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis"***
Ce *Cahier* s'intéresse à la période qui précède 1870. Il s'agit des premières phases du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, qui montrent notamment que, dès la période constitutive de ce mouvement, la question du Labor Party se trouva posée. Sont reproduits des extraits de procès-verbaux et de correspondances de la Première Internationale, qui soulignent les efforts de son conseil général pour étendre l'organisation de l'Internationale aux Etats-Unis. Est également publiée la traduction d'articles de Stan Phipps, historien du mouvement ouvrier américain, consacrés aux premières tentatives de constitution d'un parti politique de la classe ouvrière.

N° 83 ***"Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis (1875-1900)"***
Suite du numéro précédent. Ce numéro continue la publication des écrits de Stan Phipps de 1870 à la veille du XXe siècle. Sont également publiées plusieurs lettres d'Engels consacrées aux Etats-Unis.

ALLEMAGNE

Sept *Cahiers* sont consacrés à l'Allemagne.

N° 29 ***"Contribution à l'histoire du trotskysme allemand"***
Ce numéro publie la thèse de Maurice Stobnicer, contribution importante pour la connaissance de l'histoire du mouvement trotskyste allemand, qui tient une grande place dans l'histoire du mouvement communiste, et, par conséquent, dans l'histoire tout court. Publication de deux documents : lettre de Bauer (Erwin H. Ackerknetcht), dirigeant trotskyste allemand, rédigée à Prinkipo en 1933, et prise de position du SAP sur la question de l'unité avec l'Opposition de gauche.

N° 35 ***"Documents sur la tragédie du prolétariat allemand en 1933"***
Traduction de la brochure *Que s'est-il passé en Allemagne ?,* publiée par les trotskystes allemands en 1933. Publication de deux lettres de Hippolyte Etchebehere (dit Juan Rustico), communiste argentin, réfugié à Berlin en 1932. Reproduction du texte de Trotsky *"Qu'est-ce que le national-socialisme"* et d'un extrait de la brochure de Daniel Guérin *La peste brune a passé par là.*

N° 59 ***"Problèmes de la révolution allemande (1929-1931) - L. Trotsky"***
Reproduction d'une brochure rédigée par Trotsky et éditée à Paris en 1931 par la Ligue communiste (Opposition de gauche).

N° 91 ***"La révolution allemande 1918-1919 - Témoignages et documents"***
Publications de textes classiques : Karl Liebknecht proclame la république socialiste (9 janvier 1919), lettre de K. Radek au comité central du Parti communiste allemand ; Rosa Luxemburg : *"L'Achéron s'est mis en mouvement"* ; Léon Trotsky : *"Une révolution qui traîne en longueur"* ; séance (2e) du congrès de la Ligue Spartacus. Reproductions de documents divers : extraits des livres de E. O. Volkman, de Paul Gentizon (correspondant du *Temps*) et de Frölich sur Rosa Luxemburg.

N° 103 ***"La Révolution allemande - Documents (1919-1923)"***
Ce numéro fait suite au n° 91. Il publie de nombreux documents et articles sur une période qui suit l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et qui voit la classe ouvrière allemande continuer à se battre : appels à la grève générale en 1919 et en 1920 contre le putsch de Kapp. Textes de Radek, de Brandler, de Victor Serge, de Paul Vaillant-Couturier et de Paul Frölich sur la situation en Allemagne.

N° 107-108 ***"1848. Révolution et contre-révolution" (chapitre VI de la* Vie de Karl Marx *par F. Mehring - Traduction et notes de Gérard Bloch)***
Ce chapitre est entièrement consacré à 1848, la grande année de la révolution européenne.

N° 111 ***"Berlin 1953"***
Un événement qui constitue un tournant d'ampleur mondiale et historique. Une classe ouvrière, pour la première fois, se dressait contre la dictature stalinienne. Témoignages, articles de presse et positions politiques diverses.

ESPAGNE

Trois *Cahiers du CERMTRI* sont consacrés à la révolution espagnole.

N° 38 ***"Documents sur la révolution espagnole (1936-1939)"***
Ce numéro est exclusivement constitué par les reproductions de journaux ou d'articles montrant la politique des différents partis composant le gouvernement républicain de Front populaire et celle des groupes révolutionnaires contre la participation à ce gouvernement.

N° 41 ***"Documents sur la révolution espagnole (50e anniversaire)"***
Publication de trois documents :
1. *"L'Espagne livrée"*, par Casanova (alias Bortenstein), article publié par la revue *Quatrième Internationale* en mai 1939.
2. Texte de Katia Landau : *"Le stalinisme, bourreau de la révolution espagnole."*
3. Traduction d'un article de Walter Held publié en janvier 1938 par *Unser Wort.*

N° 71 ***"Documents sur la révolution espagnole"***
A partir de la reproduction de toute une série d'articles publiés en 1936-1937, cette publication s'efforce de montrer comment se posait le problème : pour vaincre le franquisme, fallait-il surseoir au développement de la révolution, ou, au contraire, pour gagner la guerre, n'était-il

pas indispensable de faire la révolution ? Positions de la social-démocratie, du stalinisme, mais aussi du POUM, de la CNT, de la FAI et de la IVe Internationale.

ITALIE

N° 79 ***"Documents sur la révolution italienne et la IVe Internationale"***
Textes et documents sur la période 1943-1948. La chute de Mussolini et la montée des masses en Italie. Reproduction d'articles de *La Vérité,* organe du POI (1943-1944), manifeste de la IVe Internationale (août 1943), rapports et résolution du congrès mondial de 1948. *"Le trotskysme et la révolution en Italie"*, exposé présenté à Florence en 1987 par Paolo Casciola.

N° 80 ***"Documents sur l'Opposition de gauche et la IVe Internationale en Italie"***
Ce numéro est consacré à certains aspects de l'histoire du trotskysme en Italie, en relation avec la Seconde Guerre mondiale. Il est plus précisément centré sur Blasco (Pietro Tresso), l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche en Italie, militant responsable de la IVe Internationale, liquidé dans un maquis par des tueurs staliniens.

N° 102 ***"La gauche du PC d'Italie. Bordiga au VIe exécutif élargi de l'IC"***
Ce *Cahier* reproduit intégralement la partie intitulée *"L'affrontement avec Staline"*, extrait du chapitre II du livre de Sandro Saggioro et Artur Peragellia, *Bordiga, la défaite et les années obscures, 1926-1945*. Il fait une large place aux débats du VIe exécutif élargi de l'Internationale communiste (1926), et principalement aux interventions de Bordiga, clairvoyant dénonciateur du stalinisme.

N° 114 ***"Italie 1919-1920 : situation révolutionnaire ?"***
Pour illustrer cette période, sont publiés des articles, des documents, des extraits de livres sur les positions des milieux patronaux et des représentants des différentes tendances du mouvement ouvrier italien au moment des occupations d'usines et des conseils ouvriers. Sont également publiées les positions de l'Internationale communiste.

BELGIQUE

N° 13 ***"Documents du groupe belge Contre le courant, Verreken (1940-1944)"***

N° 14 ***"Documents du groupe belge PSR (IVe Internationale)"***
Ces deux *Cahiers* donnent, le premier, la bibliographie (inventaire) des publications clandestines (bulletins intérieurs et tracts du groupe belge Contre le courant, dirigé par Verreken, pendant la Seconde Guerre mondiale) ; le second, les publications clandestines du Parti socialiste révolutionnaire, autre groupe trotskyste, qui éditait *La Voie de Lénine.*

N° 27 ***"Contribution à l'histoire des trotskystes belges avant la dernière guerre mondiale"***
Résumé par Catherine Legein d'un mémoire de Nadia De Beule sur l'histoire du trotskysme avant la guerre mondiale. Un apport important sur le PSR et la place importante de la section belge dans la IVe Internationale.

GRANDE-BRETAGNE

N° 87 ***"La grève des dockers à Liverpool (1945)"***
Un épisode important de la lutte des classes en Grande-Bretagne, ne serait-ce que parce que se produisant dans les mois suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale et immédiatement après que les élections eurent porté le Labour Party au pouvoir. Cette grève a été le premier conflit majeur auquel le gouvernement a dû faire face. Le texte publié est une traduction d'une étude de John McIlroy, intitulée *"La première bataille dans la marche au socialisme : dockers, staliniens et trotskystes en 1945"*, qui a été publiée par la revue de A. Richardson, *Revolutionary History* (été 1996).

GRÈCE

N° 60 ***"Documents sur la révolution grecque de décembre 1944"***
Textes du bulletin intérieur du secrétariat européen de la IVe Internationale : janvier 1945, octobre 1946, avril 1947. Biographie de dirigeants trotskystes grecs. Liste des militants trotskystes disparus ou assassinés avant et pendant la guerre.

LES BALKANS

N° 73 ***"Documents sur la question Balkanique (1908-1923)"***
Reproduction d'articles de Léon Trotsky parus entre 1908 et 1910 dans la *Pravda* de Vienne (le journal que Trotsky avait fondé lors de son exil après son évasion de Sibérie, et qu'il ne faut pas confondre avec la *Pravda* bolchevique), dans *Proletary,* journal bolchevique, et dans la *Kievskaya Myst*, journal de gauche local (Kiev) ayant une large diffusion. Ensuite, sont publiés des textes tirés de *L'Internationale communiste* et du *Bulletin communiste* consacrés aux divers Etats des Balkans.

N° 78 ***"Documents sur la question balkanique (1912-1943)"***
Trois séries de textes sont publiées dans ce numéro :
1. La IIe Internationale et la guerre des Balkans (1912). Textes reliés au congrès de Bâle, dont le *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans.*
2. La IIIe Internationale et les Balkans (1922-1924). Textes publiés dans *L'Internationale communiste.*
3. La Seconde Guerre mondiale, la Yougoslavie et la IVe Internationale.

N° 85 ***"Documents de la IVe Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950)"***
Quelques textes consacrés au conflit entre le Kremlin et la Yougoslavie, à la caractérisation de l'Etat yougoslave et à l'évolution des positions politiques du PC yougoslave. Il s'agit d'articles adoptés par les instances de la IVe Internationale et d'articles de discussion.

HONGRIE

N° 97 ***"La révolution prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919)"***
Il s'agit d'extraits de la thèse de Dominique Gros, aujourd'hui maître de conférence à l'université de Dijon, intitulée *"Les conseils ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie"*. Ce *Cahier* est consacré à l'effondrement de l'Empire austro-hongrois à la fin de la Première Guerre mondiale et aux développements révolutionnaires, qui, en relation et sous l'impact de la révolution russe, marquèrent toute l'Europe centrale de 1917 à 1920.

RUSSIE SOVIÉTIQUE

N° 89 et n° 92 ***"Témoignages sur la Russie soviétique (1917-1924)"***
Ces deux numéros publient des témoignages de journalistes et de militants politiques qui se trouvaient alors en Russie, témoignages qui furent publiés dans les mois suivant les faits qu'ils relatent. Ils sont extraits de livres aujourd'hui introuvables de militants dont certains sont très éloignés du bolchevisme.

N° 110 ***"Cronstadt 1921"***
Des textes inédits sur un épisode, qui, aujourd'hui encore, provoque des polémiques dans le mouvement ouvrier : tracts, lettres, témoignages. Les positions de Lénine, Trotsky, Victor Serge, Kirov, mais aussi de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires (S-R).

N° 113 ***"1905"***
Textes et documents sur la révolution de 1905 : Lénine, Rosa Luxemburg, Jean Jaurès, Trotsky.

N° 115 ***"1905. La révolution russe et le mouvement international"***
La révolution russe et les premiers soviets vus dans le mouvement socialiste international : articles de journaux, déclarations, prises de position publiques. Ce *Cahier* publie les résolutions du Bureau socialiste international, des documents allemands (Mehring, Kautsky, Liebknecht), belges (Vandervelde, de Brouckère), français (Jaurès et guesdistes), de Grande-Bretagne, de Roumanie.

OPPOSITION AU STALINISME

N° 32 ***"La plate-forme de l'opposition russe de 1927"***
Reproduction d'un document, certes connu, dont l'importance historique ne fait aucun doute. Il s'agit du document politique soumis à la discussion pour le 15e Congrès du PC de l'URSS, par l'opposition, qui venait de s'unifier.

N° 37 ***"Documents sur les crimes du Guépéou (Ignace Reiss et Rudolph Klément)"***
Reproductions de documents parus dans différents ouvrages, brochures ou journaux en dépôt au CERMTRI concernant l'assassinat d'Ignace Reiss en septembre 1937 et celui de Rudolph Klément en juillet 1938 (textes de Victor Serge, Alfred Rosmer, Maurice Wuillens, Trotsky, etc.).

N° 43 ***"Déclaration des 83 de l'Opposition unifiée (1927)"***
Ce texte, comme la "plate-forme de l'opposition", était destiné à la discussion du 15e Congrès. Cette déclaration, signée par 83 responsables du parti, adressée au comité central, était traduite par Jean-Jacques Marie à partir du texte russe original. Les autres documents publiés dans ce *Cahier* sont issus de la brochure n° 1 (octobre 1927) de l'Opposition de gauche de l'IC (textes de Zinoviev et de Trotsky).

N° 57 ***"La nouvelle politique économique des soviets et la révolution mondiale (Léon Trotsky)"***
Ce numéro reproduit une brochure, parue en 1923 à la Librairie de *L'Humanité*. Trotsky répond aux détracteurs de la NEP.

N° 58 ***"Vers le capitalisme ou vers le socialisme (Léon Trotsky) - 1926"***
Publication de plusieurs textes de Trotsky sur la NEP : *Bulletin communiste* du 1er mars et du 10 mai 1923, reproduction d'une brochure et introduction à la plate-forme politique de l'opposition russe en 1927.

N° 64 ***"Deux textes de Léon Trotsky sur l'URSS"***
Reproduction de deux brochures : *La défense de l'URSS et l'Opposition* (septembre 1929) et *La Quatrième Internationale et l'URSS* (octobre 1933). Polémique contre ceux qui expliquent que la bureaucratie est une classe.

N° 67 ***"Documents sur le 75e anniversaire de la révolution d'Octobre"***
Trois textes sont publiés dans ce *Cahier* : *"Eloge des bolcheviks"*, par Boris Souvarine (1919), *"Les leçons d'Octobre"*, de Léon Trotsky (1924), et *"La révolution russe"*, texte de la conférence faite par Trotsky à Copenhague en 1932.

N° 70 ***"Articles et textes de Léon Trotsky (1923-1930)"***
Ces textes choisis concernent ce qu'on a appelé la "troisième période" de l'Internationale communiste, ou période de l'ultra-gauchisme : une orientation entraînant un refus du front unique avec la social-démocratie, qui devait provoquer un désastre pour le prolétariat allemand et l'arrivée au pouvoir de Hitler.

N° 99 ***"L'assassinat de Trotsky - Documents"***
Ce Cahier est divisé en trois parties : 1. La préparation politique ; 2. La préparation technique et le meurtre ; 3. L'assassinat hier, à l'heure de la perestroïka et aujourd'hui. Chaque partie est illustrée par des textes staliniens, par la brochure de Jo Hansen, présent auprès de Trotsky le jour du meurtre, et des articles divers.

N° 105 ***"Les oppositions à Staline (1923-1953)-"***
Si l'Opposition de gauche constituée par Trotsky et 46 opposants en 1923 a été la première opposition conséquente et organisée au stalinisme, elle n'a pas été la seule. L'ouverture des archives en Russie révèle l'existence de groupes d'opposition multiples. Ce *Cahier* publie quelques textes, la plupart inédits.

CHINE

N° 54 ***"Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine"***
Publications de trois séries de textes. D'abord, des documents sur la deuxième révolution chinoise et les voies par laquelle s'est constituée la Ligue des communistes internationalistes avec l'aide de Trotsky (1931-1936). Ensuite, un article consacré aux Cent Fleurs (1957), et, pour finir, des documents sur les communes populaires (1958-1959).

N° 55 ***"Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (deuxième partie)"***
Témoignages de Peng Pi-Lang (militante trotskyste), de Victor Serge, article de Marcel Hic, qui illustrent la réalité de la politique de Tchang Kaï-chek contre les communistes (1925, 1926 et 1927). Textes d'Ernest Germain, *IVe Internationale* (1967) et de François de Massot (1968).

N° 94 ***"La IVe Internationale et la révolution chinoise (1949-1950)"***
Reproduction d'articles parus dans *La Vérité, Fourth International, SI de la Quatrième Internationale, The Militant, Intercontinental Press.* Trois périodes abordées : *"De la capitulation japonaise à la proclamation de la République populaire de Chine (1945-1949)", "Analyses et interprétations du nouvel Etat (1949-1954)", "Eléments sur la répression des trotskystes chinois (1953-1976)".*

INDOCHINE

N° 28 ***"Les travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale"***
Il s'agit d'une étude sur le travail révolutionnaire organisé par les trotskystes pendant la guerre en direction des travailleurs indochinois. Ont été utilisées, pour cette étude, les archives trotskystes déposées au CERMTRI (rapports, résolutions et manuscrit du militant indochinois Hoang Don Tri).

N° 100 ***"L'Opposition de gauche en Indochine entre 1930 et 1937"***
Articles de *La Vérité* du printemps 1930 (Tha Thu Thau), déclaration de Trotsky (18 septembre 1930). Extraits de la thèse de Daniel Hémery *"Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine".* Articles du *Militant* (1936 et 1937) et de *Quatrième Internationale* (novembre 1938).

N° 112 ***"Les trotskystes et l'Indochine de 1945 à 1954"***
Une sélection des articles publiés par les trotskystes contre l'impérialisme français, qui menait la guerre coloniale.

INDE

N° 98 ***"Le mouvement révolutionnaire en Inde et la IVe Internationale (1930-1944)"***
Une première partie, de 1930 à la guerre mondiale, comprend plusieurs articles de l'Opposition de gauche internationale et la *Lettre ouverte de Trotsky aux travailleurs de l'Inde* (1939). Une deuxième partie est centrée sur le soulèvement d'août 1942, qui, en pleine guerre, fit trembler l'impérialisme britannique, et est composée de documents émanant de militants indiens de la IVe Internationale.

AFRIQUE DU SUD

N° 61 ***"Documents sur le mouvement révolutionnaire en Afrique du Sud"***
Contribution à l'histoire de l'Afrique du Sud : textes de Rosa Luxemburg, de Ian Hunter, de Léon Trotsky, de Neville Alexander, articles parus dans le BI de la LCI (1935), dans *Quatrième Internationale* (1946), dans *Informations ouvrières* (1991), et *Manifeste du peuple d'Azanie.*
N° 72 ***"Documents sur le trotskysme en Afrique du Sud"***
Série d'articles de 1932 à 1993 concernant l'histoire du trotskysme dans ce pays. Plusieurs documents inédits traduits de la revue d'Al Richardson, *Révolutionnary History.* Extraits des revues *Lutte de classe* (UCI), *La Vérité* et *Inprecor.*

PALESTINE

N° 63 ***"Documents sur la question juive et la révolution palestinienne"***
Les lecteurs trouveront des documents divers sur la question juive et sur la lutte des Palestiniens : des articles de Trotsky sur la question juive (1930 à 1938), des extraits du livre de A. Léon, *Conception matérialiste de la question juive,* les thèses de 1946 du secrétariat international de la IVe Internationale, des documents de 1969 du Front de libération de la Palestine et de l'Organisation socialiste israélienne (MATZPEN), des documents publiés dans les années 1970 du Secrétariat unifié de la IVe Internationale et de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), et enfin un document de 1988 de la IVe Internationale-CIR.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

N° 68 ***"Documents sur l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale) de 1864 à 1870"***

Ce *Cahier* comprend toute une série de documents sur la naissance et la vie de l'AIT et de son conseil général : adresses, appels, statuts, notes de Karl Marx, position sur l'Association internationale constituée par Bakounine, résolutions des Ier et IIIe Congrès.

MARXISME ET SYNDICALISME

N° 69 ***"Les marxistes et les syndicats"***
Sélection de textes qui montrent l'importance que les marxistes attachaient à la question des syndicats. Textes de Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky. Thèses du IIe Congrès de l'IC.

LE MOUVEMENT OUVRIER et LA LUTTE DE CLASSE EN FRANCE

N° 33 ***"Documents sur la question de la laïcité"***
A un moment, en 1984, où la laïcité de l'école est en jeu, présentation de plusieurs textes, notamment deux discours de Jean Jaurès (1894 et 1904) et les positions de la FEN (de 1950 à 1963).

N° 40 ***"Documents sur les événements de février 1934"***
Sélections de textes, d'articles et reproductions : *La Vérité, L'Humanité, La Révolution prolétarienne, Masses*, Pierre Frank, Doriot, Thorez.

N° 49 ***"Documents sur la grève d'août 1953"***
Reproductions de documents et de journaux permettant de voir les positions et le rôle du PCI (Lambert-Bleibtreu), du PCI (Frank-Privas), de l'appareil CGT et PCF (*L'Humanité, France nouvelle, La Vie ouvrière*) et de la presse (*Les Temps moderne, Dimanche Matin*).

N° 50 ***"Documents sur l'histoire du mouvement ouvrier français au XIXe siècle"***
Quelques documents ou extraits de publications sur la naissance du mouvement ouvrier français et son développement au XIXe siècle : textes de Marx, du conseil national du Parti ouvrier français, de Paul Lafargue, Paul Louis, etc.

N° 65 ***"Documents sur le front unique ouvrier et le PCF (1921-1922)"***
Il s'agit d'une sélection de textes et d'articles montrant l'importance du front unique pour la construction du Parti communiste à cette époque. Les documents sont extraits de la brochure *Les Quatre Premiers congrès de l'IC*, du *Bulletin communiste* et de la *Correspondance internationale*. Textes de Trotsky, Zinoviev, Frossard et Souvarine.

N° 66 ***"Documents sur le programme du Parti ouvrier français (1882) et celui de la social-démocratie allemande (1891)"***
Publication, dans ce *Cahier*, du programme du Parti ouvrier français de Jules Guesde et Paul Lafargue, de lettres d'Engels à Kautsky sur le projet de programme d'Erfurt, du programme d'Erfurt, du texte de la Charte d'Amiens de la CGT (1906).

N° 76 ***"Documents sur la Commune de Paris"***
Ce numéro est un recueil de textes, certains classiques, d'autres moins connus : Marx, Trotsky, Benoît Malon, Eugène Pottier. Egalement la déclaration du comité central de la Commune et quelques décrets.

N° 81 ***"Documents sur les rapports entre la CGT et le Parti socialiste SFIO (1905-1914)"***
Reproduction de deux brochures éditées en 1908 par la Bibliothèque du mouvement socialiste, avec les discours au congrès socialiste de 1907 de Hubert Lagardelle, Edouard Vaillant, Jules Guesde, et une série d'articles sur les rapports entre le socialisme et le syndicalisme en Italie, en Allemagne, en Russie et en France.

N° 84 ***"La révolution russe et la CGT - Documents des congrès CGT 1917-1918 et 1919"***
Il s'agit d'une sélection d'interventions de délégués aux congrès de la CGT qui se prononcent sur la révolution russe. Résolutions. Manifeste de Zimmerwald et commentaires de Lénine, textes adoptés à Kienthal.

N° 88 ***"Documents sur l'époque du "produire d'abord", France 1945-1947"***
Texte de Daniel Renard, militant de la IVe Internationale, ouvrier chez Renault, sur cette période. Reproductions de tracts, articles de journaux sur cette période, qui précède la grève

Renault d'avril 1947 (qui n'est pas intégrée au *Cahier*). Les documents concernent la métallurgie, la presse et les PTT.

N° 90 ***"Documents sur la lutte de classe en France (1955-1957)"***
Reproductions d'articles de journaux, de revues trotskystes et révolutionnaires concernant principalement les grèves de Nantes-Saint-Nazaire. Brochure rédigée par Louis Eemans sur la grève des banques de 1957.

N° 93 ***"Front populaire et colonialisme (France, 1936-1938)"***
Reproductions d'articles concernant la politique coloniale du gouvernement de Front populaire en 1936 et la répression. Ces articles proviennent de revues et journaux de différentes tendances : *La Lutte ouvrière* (trotskyste, POI), *La Commune* (trotskyste, CCI), *La Révolution prolétarienne* (syndicalistes révolutionnaires), *Les Cahiers rouges* (Gauche révolutionnaire de la SFIO), *Que faire ?* (A. Ferrat, dissident du PCF) et du congrès de la CGT de 1936.

N° 95 ***"La lutte de classe en France en 1789 - Karl Kautsky"***
Reproductions d'une étude écrite par Kautsky pour commémorer le centenaire de la Révolution française et publiée en 1901, et d'une correspondance de 1889 d'Engels commentant le texte.

N° 96 ***"Entre pacifisme et révolution* - La Vague *de P. Brizon (1918-1923)"***
Reproductions d'articles de Pierre Brizon, Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, députés, qui avaient été les délégués français à la conférence de Kienthal en 1916, tous trois pacifistes et partisans de l'adhésion à la IIIe Internationale.

N° 104 ***"1848 : présentation de documents, de discours et de textes"***
Une étude sur 1848 en France, avec la présentation de textes des principaux acteurs de cette révolution : Blanqui, Cabet, Flaubert, Victor Considérant, Tocqueville, Marx, Proudhon, Raspail, Louis Ménard, mais aussi Montalembert et Lamartine. Nombreux documents d'époque (affiches) reproduits.

N° 109 ***"1793 : documents, textes, discours"***
Une sélection de textes, dont certains inédits, de l'année cruciale de la Révolution française. Robespierre, Marat, Saint-Just, mais aussi des textes de révolutionnaires anonymes. Une vision intéressante de la République une et indivisible.

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE et LA IVe INTERNATIONALE

N° 44 et n° 45 ***"Documents sur la scission de 1952 du PCI français"***
(première et deuxième parties)
Ces deux *Cahiers* publient les lettres entre le secrétariat international et le bureau politique de la section française, les comptes rendus des séances du comité central, les échanges Renard-Cannon et Lambert-Frank, les résolutions diverses.

N° 47 ***"Documents de 1953 sur la scission de la IVe Internationale"***
Textes, lettres, résolutions datant de 1953 et 1954 du bureau politique du PCI, du SWP, du Comité international, concernant les positions de Pablo et la scission de 1952.

N° 48 ***"Documents sur la politique du front ouvrier (POI, 1943) et sommaire de* Front ouvrier *(1944-1948)"***
Reproductions de textes (bulletins intérieurs, résolutions) sur la politique et la stratégie des sections européennes de la IVe Internationale en 1943, et sommaire des numéros du journal *Front ouvrier* de 1944 à 1948.

N° 53 ***"Documents sur la Ligue révolutionnaire française (bolcheviks-léninistes) (1932-1936)"***
Reproductions des brochures éditées par la Ligue communiste *Qu'est-ce que l'opposition de gauche ?*, le *Programme d'action* de 1934, et du texte de Nicolle Braun (Erwin Wolf) *"L'organe de masse"*, sur la crise de la section française.

N° 75 ***"Documents sur la lutte des trotskystes pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1944)"***
Il s'agit de la publication ou de la reproduction d'un certain nombre de textes datant de cette époque : tracts, journaux, bulletins d'entreprise, lettres et résolutions des différents groupes trotskystes.

N° 106 ***"Les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954"***
Une sélection d'articles de *La Vérité*, de *IVe Internationale*, de *La Vérité des travailleurs*, des *Temps modernes* (Daniel Guérin), du *Drapeau rouge* (Yves Dechézelles), rappelant le combat anticolonialiste mené par les trotskystes depuis Sétif (1945) jusqu'au 1er novembre 1954.

INVENTAIRES

Toute une série de *Cahiers* sont une bibliographie des documents classés et consultables au CERMTRI. Il s'agit d'inventaires des archives susceptibles d'aider les chercheurs, que nous avons classés par thèmes.

IVe INTERNATIONALE (secrétariat international)

N° 12 ***"Bibliographie des documents du secrétariat de la IVe Internationale - 1946"***
Il s'agit essentiellement de documents internes, notamment ceux préparatoires à la conférence internationale d'avril 1946.

N° 18 ***"Bibliographie des bulletins intérieurs du secrétariat de la IVe Internationale (1947-1951)"***

N° 19 ***"Catalogue des documents divers du SI de la IVe Internationale (1947-1951)"***
Lettres, circulaires, textes divers.
Les documents répertoriés dans ces deux *Cahiers* recouvrent une période cruciale de l'histoire de la IVe Internationale, puisqu'ils vont de la préparation du IIe Congrès mondial de 1948 au mûrissement d'une crise qui va se révéler après le IIIe Congrès de 1951.

N° 36 ***"Documents du secrétariat européen de la IVe Internationale (1944-1946)"***
Il s'agit d'une sélection de textes qui ont été publiés dans les numéros de la revue *Quatrième Internationale* entre 1944 et 1946.

PCI (section française de la IVe Internationale)

N° 15 ***"Bibliographie des documents du PCI (section française de la IVe Internationale) - 1944-1945"***
Ce *Cahier* concerne toute l'activité du PCI au moment où la vague révolutionnaire a déferlé après Stalingrad : tracts, vie interne, résolutions, etc.

N° 25 ***"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IVe Internationale - 1946"***

N° 26 ***"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IVe Internationale - 1947"***

N° 30 ***"Bibliographie des textes, bulletins intérieurs, tracts et appels du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IVe Internationale - 1948"***
Ces trois années sont très importantes dans l'histoire du trotskysme en France, qu'il s'agisse de l'intervention dans la classe ouvrière (Renault, Chausson, Unic, PTT, Livre, Sécurité sociale, etc.) ou qu'il s'agisse de la vie interne du mouvement, de ses crises et départs ("droitiers", RDR, Socialisme ou barbarie).

N° 39 ***"Inventaire des documents du PCI (section française de la IVe Internationale) - 1949"***
Textes divers, bulletins intérieurs, résolutions, notes politiques, etc. C'est la période de la "guerre froide" et de la crise yougoslave. Le PCI, très affaibli après le départ des droitiers, continue de défendre sa politique pour le front unique et la grève générale contre le gaullisme, contre le stalinisme.

N° 42 ***"Inventaire des documents du PCI (section française de la IVe Internationale) - 1950-1951"***
Textes divers, bulletins intérieurs, résolutions dans la période qui précède la scission de 1952.

UNION COMMUNISTE

N° 17 ***"Inventaire des documents de l'Union communiste (1940-1946)"***
Documents du groupe, qui, sous la direction de David Korner (dit Barta), rompt en 1939 avec les trotskystes "officiels" et va, durant la guerre, critiquer les positions qu'il estime nationalistes des "Comités français de la IVe Internationale (POI)".

INVENTAIRES D'ARCHIVES DIVERSES

N° 16 ***"Catalogue du fonds Louis et Gabrielle Bouet (1903-1922)"***
Ces archives illustrent l'histoire du syndicalisme enseignant et sa liaison avec le mouvement ouvrier.
Elles ont été transférées en 1980 à l'Institut français d'histoire sociale.

N° 52 ***"Inventaire des documents sur les organisations révolutionnaires françaises (1926-1939)"***
Une mise à jour des *Cahiers du CERMTRI* n°s 3 et 4, des documents de différentes organisations révolutionnaires en France entre les deux guerres, trotskystes ou non.

N° 62 ***"Inventaire des brochures en dépôt au CERMTRI"***
Ce *Cahier* donne un aperçu des brochures mises en consultation et émanant des différentes tendances politiques ou syndicales du mouvement ouvrier international. Le recensement et la mise sur informatique des brochures est en cours.

N° 101 ***"25 ans de CERMTRI"***
Création, conception et développement du Centre.

JOURNAUX ET REVUES

N° 20 ***"Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Europe moins France)"***

N° 21 ***"Inventaire des documents et revues révolutionnaires (France)"***

N° 22 ***"Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Amérique)"***

N° 23 ***"Inventaire des documents et revues révolutionnaires (Afrique, Asie, Océanie)"***
Il s'agit du fonds que le CERMTRI possédait début 1981, et qui, bien sûr, a été très largement complété depuis, y compris par des journaux datant des périodes précédant cette année.
Ces catalogues concernent tous les courants du mouvement ouvrier, les journaux ou revues classés par pays, et, dans chaque pays, par ordre alphabétique, avec leur date de parution et leur numéro.

N° 24 ***"Sommaire et table analytique des numéros de* La Vérité *(1958-1980)"***
La Vérité, revue qui fait suite au journal du même nom, hebdomadaire du Parti communiste internationaliste, commence avec le n° 513, de novembre 1958. Le présent *Cahier* se termine avec le n° 593 (octobre 1980).

N° 31 ***"Sommaire des numéros de la revue littéraire* Les Humbles *(1918-1939)"***
Bien que le CERMTRI ne possède pas une collection complète de cette revue, le fonds est suffisamment étoffé pour permettre d'étudier le combat courageux mené par les rédacteurs de cette revue contre le militarisme et le stalinisme.

N° 34 ***"Sommaire des numéros du* Bulletin communiste *(1920-1924)"***
Quelques lacunes dans la collection détenue par le CERMTRI, mais suffisamment riche pour retrouver une multitudes d'articles de militants et de dirigeants de tous les pays, qui traitent des problèmes de la révolution et de la construction des Partis communistes. Rappelons que cette revue était dirigée par Boris Souvarine, qui, à ce moment, représentait la tendance gauche du PCF, la plus proche de l'IC.

N° 46 ***"Sommaire des numéros de la revue* La Révolution prolétarienne *(1925-1939)"***
Cette revue, dont le premier numéro date de janvier 1925, est créée par Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Robert Louzon, Maurice Chambelland, qui avaient quitté ou avaient été exclus du

PCF. D'abord *"Revue syndicaliste communiste"*, elle devient ensuite *"Revue syndicaliste révolutionnaire"*. Le CERMTRI possède une collection complète depuis sa création jusqu'à aujourd'hui.

N° 77 ***"Catalogue des numéros de* Correspondance internationale-La Vérité *et* Tribune internationale-La Vérité *(1980-1994) (I)"***
Ce *Cahier* donne numéro par numéro le titre de chaque article paru dans la période citée.

N° 92 ***"Catalogue des numéros de* Correspondance internationale-La Vérité *et* Tribune internationale-La Vérité *(1980-1994) (II)"***
Ce *Cahier*, couplé avec *Témoignages sur la Russie soviétique - Moscou (1920)*, donne la suite de l'inventaire du *Cahier du CERMTRI* n° 77.

LE DIEU NIKI

— Il est à nouveau au pinacle.

Caricature de W. Lehmann (*Nebelspalter*, de Zurich, mai 1906).

* Autre façon d'interpréter un sujet cher à la caricature. (Voir les images des pages 135, 156, 167 et 202).

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360